

Amendements :

- 337-08, en vigueur le 15-01-2009
- 347-10, en vigueur le 26-01-2011
- 353-11, en vigueur le 02-11-2011
- 368-14, en vigueur le 03-03-2014
- 379-15, en vigueur le 11-01-2016
- 383-16, en vigueur le 06-07-2016
- 390-17, en vigueur le 18-01-2017
- 393-17, en vigueur le 20-04-2017
- 396-17, en vigueur le 20-09-2017
- 400-18, en vigueur le 19-04-2018
- 404-18, en vigueur le 20-06-2018
- 408-18, en vigueur le 19-09-2018
- 416-19, en vigueur le 22-03-2019
- 417-19, en vigueur le 19-06-2019
- 427-20, en vigueur le 16-09-2020
- 428-20, en vigueur le 16-09-2020
- 431-21, en vigueur le 11-05-2021
- 436-21, en vigueur le 24-08-2021
- 446-22, en vigueur le 17-03-2022
- 455-23, en vigueur le 04-04-2023

Règlement de zonage n° 328-08

Adopté le : 3 mars 2008

En vigueur le : le 21 mai 2008

Municipalité de Sainte-Hénédine

Le présent document a été préparé par le Service d'aménagement du territoire et du développement de la Municipalité régionale de comté (MRC) de La Nouvelle-Beauce, en collaboration avec le conseil municipal, le comité consultatif d'urbanisme et le personnel de la municipalité.

MRC de La Nouvelle-Beauce

Recherche et rédaction :

M. Érick Olivier, aménagiste principal

Coordination :

M. Gaston Levesque, directeur du Service de l'aménagement du territoire et du développement

Conseil municipal

M. Yvon Asselin, maire

M. Lauréat Bolduc, conseiller

M. Éric Carbonneau, conseiller

Mme Diane Lévesque, conseillère

M. Gaétan Nadeau, conseiller

M. Pierre Nadeau, conseiller

M. Yvon Turmel, conseiller

Comité consultatif d'urbanisme

M. Yvon Asselin, maire

M. Yvon Turmel, conseiller

Mme Mélissa Leblond, résidente

M. Yvon Marcoux, secrétaire

Personnel municipal

M. Yvon Marcoux, directeur général et secrétaire-trésorier

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES	11
1.1 TITRE	11
1.2 ABROGATION DES RÈGLEMENTS ANTÉRIEURS.....	11
1.3 INVALIDITÉ PARTIELLE DE LA RÉGLEMENTATION	11
1.4 TERRITOIRE ET PERSONNES ASSUJETTIS.....	11
1.5 INCOMPATIBILITÉ ENTRE LES DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET LES DISPOSITIONS PARTICULIÈRES	11
1.6 ENTRÉE EN VIGUEUR	11
CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES	13
2.1 DOCUMENTS ANNEXÉS.....	13
2.2 DÉCOUPAGE DU TERRITOIRE EN ZONES	13
2.3 UNITÉS DE VOTATION	13
2.4 RÈGLES D'INTERPRÉTATION DU TEXTE ET DES MOTS	13
2.5 INTERPRÉTATION DES PLANS, ANNEXES, TABLEAUX ET FIGURES	14
2.6 UNITÉS DE MESURE	14
2.7 INTERPRÉTATION DES LIMITES DE ZONES	14
2.8 TERMINOLOGIE.....	14
CHAPITRE 3 : CLASSIFICATION DES USAGES	45
3.1 CLASSIFICATION.....	45
3.1.1 Groupe : Résidentiel	45
3.1.2 Groupe : Commercial	45
3.1.3 Groupe : Services	47
3.1.4 Groupe : Industries.....	49
3.1.5 Groupe : Transports, communications et services publics	52
3.1.6 Groupe : Culture, récréation et loisirs.....	52
3.1.7 Groupe : Agriculture et richesses naturelles	53
CHAPITRE 4 : USAGES PERMIS ET CONDITIONS D'IMPLANTATION	57
4.1 USAGES PERMIS DANS CHAQUE ZONE	57
4.2 ZONES RÉSIDENTIELLES FAIBLE DENSITÉ (RA)	57
4.2.1 Usages permis	57
4.2.2 Conditions d'implantation	57
4.3 ZONES RÉSIDENTIELLES MOYENNE DENSITÉ (RB)	58
4.3.1 Usages permis	58
4.3.2 Conditions d'implantation	58
4.4 ZONES MIXTES : RÉSIDENTIELLES ET COMMERCIALES (M)	58
4.4.1 Usages permis	58
4.4.2 Conditions d'implantation	59
4.5 ZONES INSTITUTIONNELLES / PUBLIQUES (PU)	59
4.5.1 Usages permis	59
4.5.2 Conditions d'implantation	59
4.6 ZONES INDUSTRIELLES (I)	60
4.6.1 Usages permis	60
4.6.2 Conditions d'implantation	60
4.7 ZONES AGRICOLES (A).....	60
4.7.1 Usages permis	60

4.7.2	Conditions d'implantation	61
4.8	ZONES DE VILLÉGIATURE (VIL).....	62
4.8.1	Usages permis	62
4.8.2	Conditions d'implantation	62
CHAPITRE 5 : USAGES PERMIS DANS LES COURS AVANT, LATÉRALES ET ARRIÈRE		
65		
5.1	RÈGLE GÉNÉRALE	65
5.2	MARGE DE REcul AVANT DANS LES SECTEURS CONSTRUITS	65
5.3	CONSTRUCTIONS ET USAGES PERMIS.....	65
5.3.1	Cours avant, latérales et arrière	65
5.3.2	Cours latérales et arrière seulement	66
5.3.3	Cours des lots d'angle	66
	Dans une cour avant d'un lot d'angle adjacente à une rue, les usages prévus à l'article 5.3.2 sont autorisés au côté du bâtiment principal à une distance égale ou supérieure à la marge de recul avant prescrite dans la zone.	66
5.4	CAS PARTICULIERS	67
5.5	VISIBILITÉ AUX CARREFOURS	67
5.6	ANTENNE PARABOLIQUE ET DE COMMUNICATION	67
5.7	FOYERS EXTÉRIEURS	67
5.8	THERMOPOMPES, APPAREILS DE CHAUFFAGE ET DE CLIMATISATION	68
CHAPITRE 6 : ARCHITECTURE, SYMÉTRIE ET APPARENCE EXTÉRIEURE DES BÂTIMENTS		
71		
6.1	DÉLAI DE FINITION EXTÉRIEURE DE TOUT BÂTIMENT	71
6.2	TYPES DE BÂTIMENTS PROHIBÉS.....	71
6.3	OBLIGATION D'AVOIR FAÇADE SUR UNE VOIE PUBLIQUE OU PRIVÉE	71
6.4	CONTENEUR MARITIME.....	71
CHAPITRE 7 : USAGES COMPLÉMENTAIRES À L'HABITATION		
73		
7.1	LES SERVICES ASSOCIÉS À L'USAGE HABITATION	73
7.2	AMÉNAGEMENT D'UN LOGEMENT ACCESSOIRE INTERGÉNÉRATIONNEL	74
7.2.1	Conditions d'aménagement	74
7.2.2	Cessation d'utilisation	74
7.3	GÎTE TOURISTIQUE	74
7.4	TABLE CHAMPÊTRE	75
7.5	ANIMAUX DE FERME ET AUTRES TYPES D'ÉLEVAGE	75
7.6	PISCINES ET SPAS	75
7.6.1	Localisation des piscines et des spas	75
7.6.2	Assujettissement d'une piscine creusée ou hors-terre acquises ou existante avant le 22 juillet 2010 à la réglementation provinciale.	75
7.6.3	Assujettissement d'une piscine démontable dont la hauteur peut atteindre plus de 30 cm de hauteur à la réglementation provinciale.	76
7.6.4	Abrogé.....	76
7.6.5	Abrogé.....	76
	À jour au 1 ^{er} juillet 2021	76
7.7	LOGEMENT ACCESSOIRE POUR TRAVAILLEUR AGRICOLE	79
CHAPITRE 8 : DISPOSITIONS RELATIVES AUX MAISONS MOBILES, MINIMAISONS ET MICROMAISONS		
81		
8.1	MAISONS MOBILES	81
8.1.1	Abrogé.....	81
8.1.2	Ceinture de vide technique	81

CHAPITRE 9 : NORMES RELATIVES AUX BÂTIMENTS SECONDAIRES	85
9.1 RÈGLE GÉNÉRALE	85
9.2 IMPLANTATION DES BÂTIMENTS SECONDAIRES DANS TOUTES LES ZONES	85
9.3 DIMENSIONS DES BÂTIMENTS SECONDAIRES AUX USAGES RÉSIDENTIELS DANS LES ZONES RÉSIDENTIELLES (RA ET RB), MIXTES (M) ET DE VILLÉGIATURE (VIL)	85
9.4 SOUS-SOL D'UN GARAGE	85
CHAPITRE 10 : NORMES RELATIVES AUX USAGES TEMPORAIRES	87
10.1 CONSTRUCTIONS ET USAGES TEMPORAIRES	87
10.2 ABRIS D'HIVER POUR AUTOMOBILE	88
10.3 CAFÉ-TERRASSE	88
10.4 ROULOTTES OU VÉHICULES DE LOISIRS MOTORISÉS	88
10.4.1 Implantation.....	88
10.4.2 Remisage de roulottes ou de véhicules de loisirs motorisés	89
10.5 BÂTIMENTS ET ROULOTTES DESSERVANT UN (DES) IMMEUBLE(S) EN COURS DE CONSTRUCTION.....	89
10.6 VENTE EXTÉRIEURE DE FRUITS, DE LÉGUMES, DE FLEURS, D'ARBRES ET D'ARBUSTES	89
10.6.1 Vente de produits ou services par une personne n'étant pas inscrite à titre de propriétaire au rôle d'évaluation de la municipalité à partir d'un véhicule immatriculé ou non ou à partir d'un local ou sur un terrain de façon temporaire pour une période n'excédant pas 14 jours, consécutifs ou non, par période de 12 mois.....	90
10.7 CIRQUES, EXPOSITIONS, ÉVÉNEMENTS SPORTIFS ET AUTRES USAGES COMPARABLES.....	90
10.8 ACTIVITÉ NE REQUÉRANT PAS DE CERTIFICAT D'AUTORISATION	90
10.9 CONTENEUR MARITIME.....	90
CHAPITRE 11 : STATIONNEMENT HORS-RUE	93
11.1 RÈGLE GÉNÉRALE	93
11.2 PERMANENCE DES ESPACES DE STATIONNEMENT	93
11.3 NOMBRE DE CASES REQUISES	93
11.3.1 Résidentiel.....	93
11.3.2 Commerces.....	94
11.3.3 Industries 1 case par 1,5 employé ou 1 case par	95
56 mètres ² de plancher, l'exigence la plus	95
forte s'applique.....	95
11.3.4 Institutions	95
11.3.5 Agricoles.....	95
11.4 LOCALISATION DES CASES DE STATIONNEMENT.....	95
11.4.1 Usage résidentiel unifamilial, bifamilial, multifamilial et d'une habitation en commun.....	95
11.4.2 Autres types d'usages.....	95
11.5 STATIONNEMENT COMMUN	96
11.6 DIMENSIONS DES CASES DE STATIONNEMENT ET DES ALLÉES	96
11.7 AMÉNAGEMENT DES CASES DE STATIONNEMENT	96
11.7.1 Stationnement pour personnes à mobilité réduite.....	97
11.8 ACCÈS À LA VOIE PUBLIQUE OU PRIVÉE	97
11.8.1 Entrée résidentielle	97
11.8.2 Entrée industrielle, commerciale ou publique.....	97
11.8.3 Entrée pour entreprise agricole ou forestière	98
11.8.4 Intersection de rues.....	98

CHAPITRE 12 : AIRES DE CHARGEMENT ET DE DÉCHARGEMENT	101
12.1 RÈGLE GÉNÉRALE	101
12.2 LOCALISATION	101
12.3 NOMBRE D'UNITÉS.....	101
CHAPITRE 13 : AMÉNAGEMENTS PAYSAGERS.....	103
13.1 AMÉNAGEMENT DES ESPACES LIBRES	103
13.2 MURS DE SOUTÈNEMENT.....	103
13.3 HAIES, ARBRES, CLÔTURES ET MURS DE SOUTÈNEMENT	103
13.4 HAUTEUR DES HAIES, CLÔTURES ET MURS.....	104
13.5 TRAVAUX DE REMBLAI ET DE DÉBLAI	105
CHAPITRE 14 : PLANTATION, PRÉSERVATION, PROTECTION ET ABATTAGE D'ARBRES	107
14.1 DISPOSITIONS RELATIVES À L'ABATTAGE, À LA PLANTATION, À LA CONSERVATION ET À LA PRÉSERVATION DES ARBRES SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE MUNICIPAL	107
14.1.1 Abattage d'arbres.....	107
14.1.2 Plantation d'arbres	107
14.1.3 Distances d'éloignement.....	107
14.1.4 Conservation du couvert forestier sur les terrains boisés	108
14.2 DÉBOISEMENT ET REBOISEMENT SUR LE TERRITOIRE RURAL MUNICIPAL.....	108
14.2.1 Territoire visé.....	108
14.2.2 Cartes de références	108
14.2.3 Travaux sylvicoles qui ne nécessitent pas de certificat d'autorisation.....	108
14.2.4 Travaux sylvicoles qui nécessitent un certificat d'autorisation.....	109
14.2.5 Zones boisées à conserver.....	110
14.2.6 Reboisement	111
CHAPITRE 15 : AFFICHAGE PUBLICITAIRE	113
15.1 OBJET DE LA RÉGLEMENTATION	113
15.2 AFFICHAGE AUTORISÉ SANS CERTIFICAT D'AUTORISATION	113
15.2.1 Affichage autorisé dans toutes les zones sans certificat d'autorisation.....	113
15.3 AFFICHAGE PROHIBÉ	114
15.4 ENSEIGNES ET PANNEAUX-RÉCLAME MOBILES	114
15.5 RÈGLES D'IMPLANTATION	114
15.5.1 Localisation des enseignes.....	114
15.5.2 Localisation des panneaux-réclame	115
15.5.3 Hauteur des enseignes et des panneaux-réclame.....	115
15.5.4 Superficie des enseignes et des panneaux-réclame	115
CHAPITRE 16 : ENTREPOSAGE EXTÉRIEUR	119
16.1 RÈGLE GÉNÉRALE	119
16.2 ZONES RÉSIDENTIELLES (RA ET RB) ET DE VILLÉGIATURE (VIL).....	119
16.3 ZONES MIXTES (M) ET INDUSTRIELLES (I).....	119
16.4 ZONES AGRICOLES (A).....	119
CHAPITRE 17 : STATION-SERVICE ET POSTE D'ESSENCE.....	123
17.1 CONDITIONS D'IMPLANTATION DES STATIONS-SERVICE ET DES POSTES D'ESSENCE DANS LES ZONES OÙ ILS SONT AUTORISÉS	123
17.2 USAGE DE LA COUR AVANT	123
17.3 LOCAUX POUR ENTRETIEN	123

17.4	RÉSERVOIRS D'ESSENCE	123
17.5	USAGES PROHIBÉS	123
17.6	ACCÈS AU TERRAIN	123
17.7	REVÊTEMENT AUTORISÉ	124
17.8	ENSEIGNES	124
17.9	AMÉNAGEMENT DES ESPACES LIBRES	124
17.10	TOILETTES	124
17.11	STATIONNEMENT	124
CHAPITRE 18 : PROTECTION DES RIVES ET DU LITTORAL		127
18.1	RÈGLE GÉNÉRALE	127
18.2	NORMES RELATIVES AUX RIVES	127
18.3	NORMES RELATIVES AU LITTORAL	129
CHAPITRE 19 : DISPOSITIONS RELATIVES AUX CONTRAINTES ANTHROPIQUES		133
19.1	NORMES D'IMPLANTATION RELATIVES À L'EXPLOITATION DE CARRIÈRES/SABLIÈRES/GRAVIÈRES SUR LE TERRITOIRE	133
19.1.1	Carrière	133
19.1.2	Sablière/Gravière	133
19.2	NORMES RELATIVES AUX PRISES D'EAU COMMUNAUTAIRES	133
19.3	DISPOSITIONS RELATIVES À LA STATION D'ÉPURATION DES EAUX USÉES	134
19.4	NORMES RELATIVES AUX TERRAINS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE CONTAMINÉS	134
19.5	NORMES RELATIVES À L'ANCIEN DÉPOTOIR	134
19.6	NORMES RELATIVES AU CIMETIÈRE (ABROGÉE)	134
19.7	NORMES D'AMÉNAGEMENT SPÉCIFIQUES AUX CHENILS	134
19.7.1	Conditions d'implantation des chenils	135
19.8	NORMES RELATIVES À L'IMPLANTATION D'ÉOLIENNES	135
19.8.1	Distances d'éloignement	135
19.8.2	Apparence extérieure des constructions	135
19.8.3	Fin de l'exploitation du site	136
19.9	DISPOSITIONS RELATIVES AUX BÂTIMENTS D'ÉLEVAGE PORCIN	136
19.9.1	Installations existantes	136
19.9.2	Nouvelles installations	136
CHAPITRE 20 : DROITS ACQUIS, CONSTRUCTIONS ET USAGES DÉROGATOIRES		139
20.1	CESSATION D'UN USAGE DÉROGATOIRE	139
20.2	REMPLACEMENT D'UN USAGE DÉROGATOIRE	139
20.3	REMPLACEMENT D'UN BÂTIMENT DONT L'IMPLANTATION EST DÉROGATOIRE (AUTRE QU'UN BÂTIMENT AGRICOLE D'ÉLEVAGE)	139
20.4	AGRANDISSEMENT D'UN BÂTIMENT DONT L'USAGE EST DÉROGATOIRE (AUTRE QU'UN BÂTIMENT AGRICOLE D'ÉLEVAGE)	139
20.5	AGRANDISSEMENT D'UN BÂTIMENT DONT L'IMPLANTATION EST DÉROGATOIRE (AUTRE QU'UN BÂTIMENT AGRICOLE D'ÉLEVAGE)	139
20.6	RECONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT AGRICOLE D'ÉLEVAGE DÉROGATOIRE À LA SUIITE D'UN SINISTRE	140
20.7	ACCROISSEMENT DES ACTIVITÉS D'ÉLEVAGE D'UN BÂTIMENT AGRICOLE PROTÉGÉ PAR DROITS ACQUIS	140
CHAPITRE 21 : DÉMOLITION ET/OU DÉMÉNAGEMENT D'UN BÂTIMENT		143
21.1	INTERRUPTION DES SERVICES PUBLICS	143
21.2	MESURES À PRENDRE APRÈS LA DÉMOLITION OU LE DÉPLACEMENT (REMPLISSAGE DES EXCAVATIONS)	143
21.3	GARANTIE MONÉTAIRE	143

CHAPITRE 22 : DISPOSITIONS RELATIVES A LA CONSTRUCTION DE RÉSIDENCES PERMANENTES OU SAISONNIÈRES DANS LA ZONE AGRICOLE PROVINCIALE	145
22.1 ZONE AGRICOLE TYPE A	145
22.2 ÎLOTS DÉSTRUCTURÉS	145
22.3 DISTANCES SÉPARATRICES RELATIVES AUX ODEURS	146
22.3.1 Installation d'élevage	146
22.3.2 Superficies d'épandage (pour distance voir tableau UPA)	146
TABLEAU 1	146
CHAPITRE 23 : CONTRAVENTIONS ET PÉNALITÉS.....	149
23.1 CONTRAVENTION AU RÈGLEMENT	149
23.2 RECOURS JUDICIAIRES.....	149
ANNEXE 1	152
GRILLE DES USAGES PERMIS ET DES NORMES	152
ANNEXE 2	175
MÉTHODE DE CALCUL ET PARAMÈTRES DE DISTANCES SÉPARATRICES ENTRE LES INSTALLATIONS D'ÉLEVAGE ET CERTAIN IMMEUBLES NON AGRICOLES	175
ANNEXE 3	194
PÉRIMÈTRE D'URBANISATION DE SAINTE-HÉNÉDINE.....	194
ANNEXE 4	197
TERRITOIRE ASSUJETTI AUX DISPOSITIONS,	197

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES

1.1 Titre

Le présent règlement est intitulé « Règlement de zonage de la municipalité de Sainte-Hénédine ». et porte le n° 328-08.

1.2 Abrogation des règlements antérieurs

Le présent règlement abroge et remplace le Règlement de zonage n^{os} 213-90, 227-91, 244-93, 249-94, 279-00, 287-02, 292-03 de la municipalité de Sainte-Hénédine.

1.3 Invalidité partielle de la réglementation

L'annulation par la cour, en tout ou en partie, d'un ou plusieurs articles de ce règlement n'aura pas pour effet d'annuler l'ensemble du règlement. Le présent règlement est adopté mot par mot, article par article, alinéa par alinéa.

Le conseil déclare, par la présente, qu'il aurait décrété ce qu'il reste de ce règlement même si l'invalidité d'une ou plusieurs clauses est déclarée.

1.4 Territoire et personnes assujettis

Le présent règlement s'applique à l'ensemble du territoire sous la juridiction de la municipalité de Sainte-Hénédine et touche toute personne de droit public, de droit privé, et tout particulier.

1.5 Incompatibilité entre les dispositions générales et les dispositions particulières

En cas d'incompatibilité entre les dispositions générales et les dispositions particulières du présent règlement, les dispositions particulières s'appliquent et prévalent sur les dispositions générales.

1.6 Entrée en vigueur

Le présent règlement entrera en vigueur conformément aux dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES

2.1 Documents annexés

Le plan de zonage, composé de deux plans, accompagnant le présent règlement, en fait partie intégrante.

Le plan n° PZ-1, à l'échelle 1 : 20 000 couvre l'ensemble du territoire de la municipalité.

Le plan n° PZ-2, à l'échelle 1 : 5 000 couvre le secteur urbain.

Les annexes 1 à 4 font partie intégrante du présent règlement.

2.2 Découpage du territoire en zones

Le territoire de la municipalité est divisé en zones délimitées au plan de zonage et chaque zone est identifiée par un numéro qui réfère à la classe d'usages prédominants dans cette zone. Au total, le présent règlement comprend 7 types de zones :

RA : Résidentielle (Faible densité)
RB : Résidentielle (Moyenne densité)
M : Mixte : résidentielle et commerciale / services
PU : Publique
I : Industrielle
A : Agricole
VIL : Villégiature

2.3 Unités de votation

Chaque zone est considérée comme un secteur servant d'unité de votation aux fins des articles 131 à 137.17 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

2.4 Règles d'interprétation du texte et des mots

Les règles d'interprétation suivantes s'appliquent au présent règlement :

- . L'emploi du verbe au présent inclut le futur;
- . Le singulier comprend le pluriel et vice-versa, à moins que le contexte ne s'y oppose;
- . L'emploi du verbe « devoir » indique une obligation absolue, le verbe « pouvoir » indique un sens facultatif, sauf dans l'expression « ne peut » qui signifie « ne doit »;
- . Le genre masculin comprend le genre féminin à moins que le contexte n'indique le contraire;
- . Le mot municipalité désigne la municipalité de Sainte-Hénédine;
- . Le mot quiconque inclut toute personne morale ou physique;
- . En cas d'incompatibilité entre les dispositions du Règlement de zonage et celles des Règlements de lotissement, de construction et des conditions d'émission d'un permis de construction, les dispositions du Règlement de zonage prévalent.

2.5 Interprétation des plans, annexes, tableaux et figures

Les plans, annexes, tableaux, figures et toute forme d'expression autre que le texte proprement dit contenu dans le présent règlement en font partie intégrante.

En cas de contradiction, le texte prévaut.

2.6 Unités de mesure

Toutes les dimensions indiquées dans le présent règlement sont en mesures métriques. Pour faciliter la lecture, les chiffres et les nombres sont écrits en chiffres arabes et non en lettres. Les symboles issus du système métrique sont aussi utilisés.

m = mètre
m² = mètre carré
cm = centimètre
cm² = centimètre carré

2.7 Interprétation des limites de zones

Sauf indications contraires, les limites de toutes les zones coïncident avec la ligne médiane des rues, cours d'eau, ainsi qu'avec les lignes de lots ou les limites de territoire de la municipalité.

Elles peuvent également être indiquées par une cote portée au plan.

2.8 Terminologie

Pour l'interprétation du présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes, mots ou expressions qui suivent ont le sens et la signification qui leur sont attribués par le présent article.

Si un mot ou un terme n'est pas spécifiquement noté à cet article, il s'emploie au sens qui lui est communément attribué.

Abri d'auto

Construction ouverte, attenante au bâtiment principal, employée pour le rangement ou le stationnement d'une ou de plusieurs voitures et dont au moins 40 % du périmètre total est ouvert et non obstrué. Lorsqu'un côté de l'abri est formé par un mur du bâtiment adjacent à cet abri, la superficie de ce mur n'est pas comprise dans le calcul du 40 %.

Abri d'hiver :

Abri démontable, installé pour une période de temps limitée fixée par le règlement de zonage, utilisé notamment pour abriter un véhicule de promenade durant l'hiver.

Abri sommaire

Bâtiment ayant un caractère rudimentaire et temporaire, érigé en forêt, dépourvu d'électricité et d'eau courante, appuyé au sol et sans fondation permanente, d'un seul étage, et servant de gîte.

Accès à la propriété

Voie de circulation pour véhicules automobiles située entre une rue et une aire de stationnement hors rue, un bâtiment ou un usage auquel il donne accès. Les termes « entrée charretière », « rampe », « allée d'accès » sont inclus dans le terme « accès à la propriété ».

Activité agrotouristique

Activité de tourisme pratiquée en milieu rural et permettant la découverte du monde agricole. Une activité agrotouristique est directement liée aux productions de l'entreprise agricole de laquelle elle dépend.

Les activités agrotouristiques comprennent toutes les activités commerciales et récréatives associées à la mise en valeur et la commercialisation de la production agricole, telles que, de manière non limitative, la restauration (avec ou sans vente d'alcool), les salles de réunion ou de réception (avec ou sans vente d'alcool), l'autocueillette, les cabanes à sucre, les vignobles, les cidreries, la vente des produits de la ferme, les gîtes touristiques, les centres équestres et cours d'équitation, les centres de santé ayant recours à la zoothérapie, les activités éducatives liées aux activités agricoles et les camps de vacances.

Affiche

Enseigne ou panneau-réclame.

Aire d'alimentation extérieure

Une aire à l'extérieur d'un bâtiment où sont gardés périodiquement ou de manière continue, des animaux et où ils sont nourris au moyen d'aliments provenant uniquement de l'extérieur de cette aire.

Aire de coupe

Espace de terrain situé sur une même propriété foncière ayant fait ou devant faire l'objet d'un déboisement.

Aire d'empilement

Site utilisé pour l'empilement du bois, des écorces, des copeaux ou de la biomasse forestière en vue d'être transporté.

Aire protégée

Terrain ou partie de terrain entouré d'une enceinte.

Alignement (de construction)

La ligne établie sur la propriété privée, par le présent règlement, à une certaine distance de la ligne de rue, en arrière de laquelle toute construction doit être édifiée (sauf celles qui sont spécifiquement permises).

Animal domestique

Animal vivant à la maison et servant de compagnie à l'homme (chien, chat, etc.), par opposition aux animaux d'élevage (vache, cheval, poule, etc.), sauvages (renard, loup, chevreuil, etc.) ou exotiques (serpent, etc.).

Antenne

Au sens général, construction permettant de capter ou d'émettre, au moyen d'appareils récepteurs ou émetteurs, des ondes hertziennes. Dans le cas d'antennes paraboliques, celles-ci permettent de capter des émissions de radio et de télévision (ondes hertziennes) transmises par satellite.

À palier

Type de résidence où les pièces d'un même étage ne sont pas situées à un même niveau de plancher.

Arbre

Plante ligneuse vivace, dont le tronc a un diamètre minimal de dix (10) centimètres, mesurée à cent trente (130) cm au-dessus du sol. Les tiges ou les troncs qui proviennent d'une souche commune composent un même arbre.

Atelier artisanal

Bâtiment ou partie de bâtiment principal ou complémentaire où l'on procède à la fabrication ou à la réparation de produits artisanaux.

Attenant

Qui constitue le prolongement d'un bâtiment principal ou d'un usage.

Avertisseur de fumée

Appareil conçu pour donner l'alarme dès la détection de fumée dans la pièce où il se trouve.

Balcon

Plate-forme faisant saillie sur les murs d'un bâtiment, entourée d'une balustrade ou d'un garde-corps.

Bâtiment

Une construction ayant un toit appuyé sur des murs ou des colonnes, destinée à abriter des personnes, des animaux ou des choses.

Bâtiment isolé

Bâtiment érigé sur un terrain et dégagé de tout autre bâtiment.

Bâtiment jumelé

Deux bâtiments attenants reliés par des murs mitoyens (en tout ou en partie).

Bâtiment principal

Bâtiment où s'exerce l'usage principal et faisant l'objet principal de l'utilisation d'un terrain.

Bâtiment en rangée

Bâtiment faisant partie d'un ensemble d'au moins trois bâtiments dont les murs sont mitoyens.

Bâtiment secondaire (accessoire)

Bâtiment détaché du bâtiment principal, situé sur le même emplacement que ce dernier, à l'intérieur duquel s'exerce exclusivement un usage complémentaire à l'usage principal.

Bâtiment temporaire

Construction d'un caractère passager destinée à des fins spécifiques pour une période de temps limitée.

Boisé

Espace de terrain couvert d'arbres d'une hauteur moyenne de sept (7) mètres et plus.

Boisé voisin

Espace de terrain couvert d'arbres, dont la hauteur moyenne est de sept (7) mètres et plus, contigu à une propriété foncière où des travaux sylvicoles sont planifiés, couvrant une profondeur moyenne de vingt (20) mètres et plus le long de l'intervention prévue.

Boisé (utilisé à des fins de facteur d'atténuation (paramètre F))

Localisation :	Entre la source d'odeurs et le lieu à protéger
Hauteur :	Minimum de 8 mètres
Largeur :	Minimum de 15 mètres
Longueur :	La longueur du boisé doit être supérieure à la longueur du lieu à la source des odeurs et avoir une distance supplémentaire minimale de 30 mètres à chaque extrémité. (Voir croquis du terme « haie brise-vent »)

Distance entre le boisé et le bâtiment d'élevage et distance entre le boisé et le lieu d'entreposage des déjections : De 30 à 60 mètres

Cabane à sucre

Bâtiment servant principalement à l'évaporation de l'eau d'érable et à la préparation de produits dérivés de l'eau d'érable.

Cabanon

Voir bâtiment secondaire (accessoire).

Café-terrasse

Une terrasse de restaurant ou de café, extérieure, recouverte ou non, complémentaire à un usage principal commercial, conçue de manière à pouvoir accueillir des clients qui y consomment des repas ou des boissons.

Cannabis

Aux fins du présent règlement « cannabis » a le sens que lui donne la loi sur le cannabis (L.C. 2018 a. 16)

Carcasse d'auto

Véhicule hors d'état de rouler ou non conforme aux normes de sécurité routière.

Carrière

Tout endroit où l'on extrait à ciel ouvert des substances minérales consolidées, à des fins commerciales ou industrielles ou pour remplir des obligations contractuelles ou pour construire des routes, digues ou barrages à l'exception des excavations et autres travaux effectués en vue d'y établir l'emprise ou les fondations de toute construction ou d'y agrandir un terrain de jeux ou de stationnement.

Case de stationnement

Superficie dont l'aménagement est destiné à être occupée par un véhicule stationné.

Cave

La partie d'un bâtiment située sous le rez-de-chaussée.

Chalet

Bâtiment de type résidentiel unifamilial isolé servant à des fins de récréation ou de villégiature principalement durant la période estivale et non desservi par les services publics.

Chablis

Arbre ou groupe d'arbres déracinés ou rompus, le plus souvent sous l'effet de l'âge, de la maladie ou d'évènements climatiques provoqués par le vent, la neige ou la glace.

Chalet

Bâtiment de type résidentiel unifamilial isolé servant à des fins de récréation ou de villégiature principalement durant la période estivale et non desservi par les services publics.

Chemin forestier

Chemin carrossable aménagé sur un terrain pour transporter du bois, du lieu d'abattage jusqu'au chemin public.

Chemin public

Une voie destinée à la circulation des véhicules automobiles, de propriété publique, et entretenue par la municipalité ou par le ministère des Transports du Québec.

Conseil

Le conseil de la municipalité de Sainte-Hénédine.

Construction

Tout ensemble de matériaux assemblés de manière à servir à une fin donnée.

Construction (ou usage) temporaire

Les constructions et usages temporaires sont des constructions et usages autorisés pour une période de temps limitée et à certaines conditions.

Conteneur maritime

Un boîtier de transport en forme de prisme rectangulaire, sans roues, spécialement conçu pour éviter les ruptures de charges lors du transport des marchandises, autant maritime que ferroviaire ou routier.

Corridor riverain

Une bande de terrain située à moins de 100 mètres d'un cours d'eau et à moins de 300 mètres d'un lac.

Coupe de récupération

Abattage de tiges marchandes, mortes ou en voie de détérioration, telles celles qui sont en déclin (surannées) ou endommagées par le feu, le vent, les insectes, les champignons ou tout autre agent pathogène avant que leur bois ne perde toute valeur économique.

Cour arrière

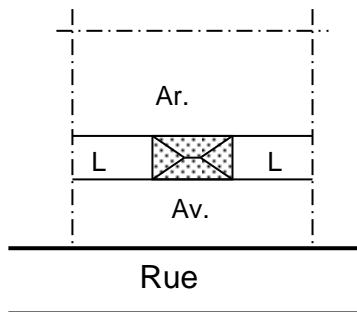
L'espace compris entre la ligne arrière du lot, ses lignes latérales, le ou les murs arrière du bâtiment principal et leurs prolongements (voir croquis A à K).

Cour avant

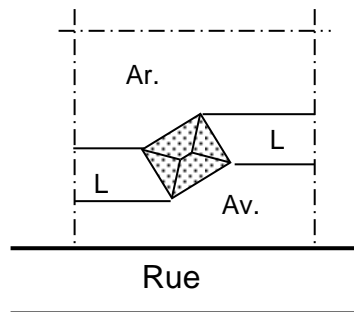
L'espace compris entre la partie la plus saillante du bâtiment, la ligne latérale du lot et la cour arrière (voir croquis A à K).

Cour latérale

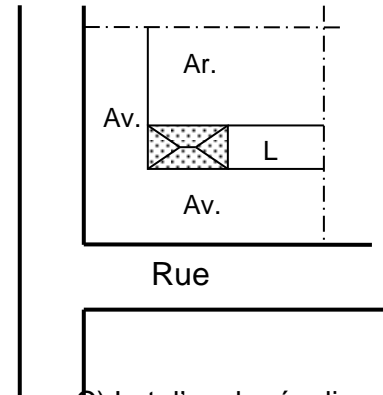
L'espace compris entre la partie la plus saillante du bâtiment, la ligne latérale du lot, la cour avant et la cour arrière (voir croquis A à K).



A) Lot régulier
Bâtiment implanté
parallèlement à la rue



B) Lot régulier
Bâtiment implanté en
oblique p/r à la rue



C) Lot d'angle régulier
Bâtiment implanté
parallèlement à la rue

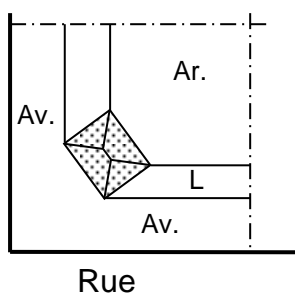
— : Bâtiment principal

- - - : Ligne de lot

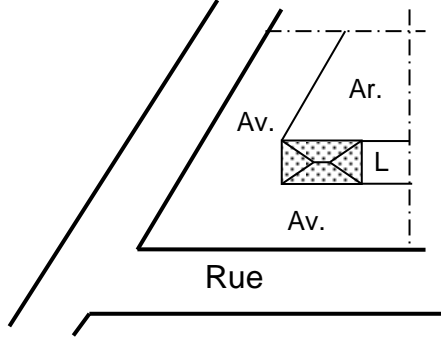
Ar. : Cour arrière

Av. : Cour avant

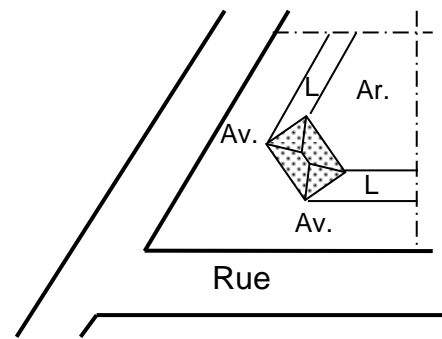
L : Cour latérale



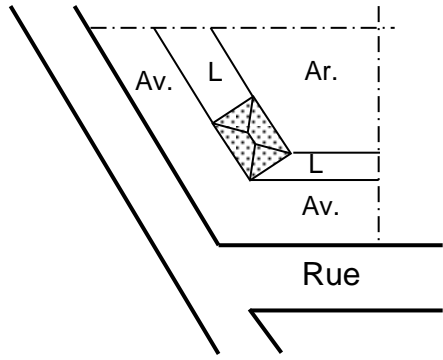
D) Lot d'angle régulier
Bâtiment implanté en
Oblique p/r à la rue



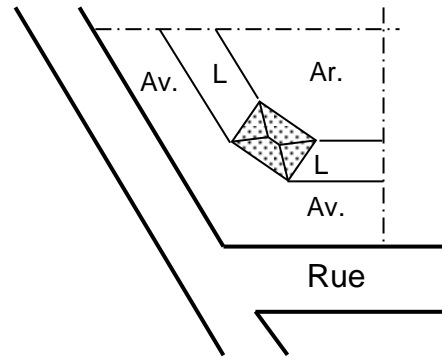
E) Lot d'angle aigu
Bâtiment implanté
parallèlement à la rue



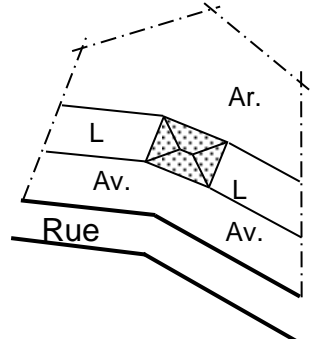
F) Lot d'angle aigu
Bâtiment implanté en
oblique p/r à la rue




G) Lot obtus
Bâtiment implanté
parallèlement à la rue

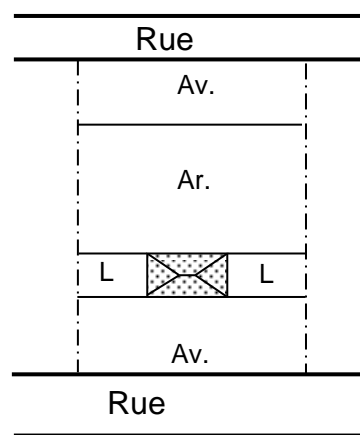


H) Lot d'angle obtus
Bâtiment implanté en
oblique p/r à la rue

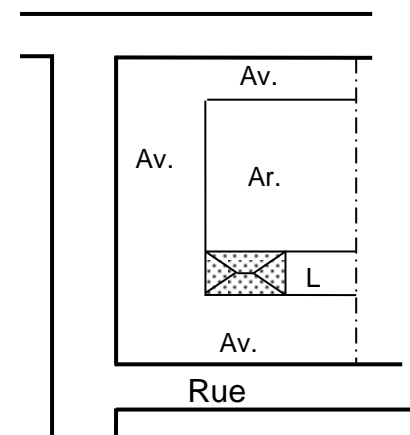


I) Lot irrégulier

-  : Bâtiment principal
- - - - : Ligne de lot
- Ar. : Cour arrière
- Av. : Cour avant
- L : Cour latérale



J) Lot transversal régulier



K) Lot transversal d'angle

Note : Dans le cas d'un lot transversal, la cour arrière est limitée d'une part par le mur arrière du bâtiment principal, la ou les cour(s) latérale(s) et les lignes latérales, et d'autre part, par la marge de recul avant de la ou des rue(s) limitant ce lot transversal.

Cours d'eau

Cavité linéaire dans le sol à débit régulier ou intermittent, permettant l'écoulement de l'eau, excluant les fossés tels que définis au présent article.

Déboisement

Abattage dans un peuplement forestier, prélevant plus de quarante pour cent (40%) des tiges marchandes, par période de dix (10) ans.

Demi-étage

Volume, surface ou espace d'un bâtiment habitable ou non, compris entre le plafond du rez-de-chaussée et la toiture et n'occupant pas plus de 70 % de la superficie du plancher mesurée sous ladite toiture (ou section de toiture). La superficie du plancher retenue pour le calcul du demi-étage doit présenter une hauteur d'au moins 1,2 m entre le plancher et le plafond. Par définition, un demi-étage ne doit pas excéder une hauteur de 3,7 m ni avoir moins de 2,4 m de hauteur dans sa partie la plus élevée.

Droit acquis

Tout lot, usage, bâtiment, construction ou autre ouvrage non conforme aux dispositions du présent règlement, existant avant l'entrée en vigueur du présent règlement et conforme aux dispositions réglementaires applicables au moment de son implantation.

Duplex

Voir habitation bifamiliale.

Édifice public

Conformément à la Loi sur la sécurité dans les édifices publics (L.R.Q. 1977, C. S-3), l'expression « édifice public » employée dans le présent règlement désignent les églises, les chapelles, ou les édifices qui servent d'églises ou de chapelles, les monastères, les noviciats, les maisons de retraites, les séminaires, les collèges, les couvents, les maisons d'école, les jardins d'enfance, les garderies, les crèches et ouvroirs, les orphelinats, les patronages, les colonies de vacances, les hôpitaux, les cliniques, les maisons de convalescence ou de repos, les asiles, les refuges, les hôtels, les maisons de logement de dix chambres ou plus, les maisons de rapport de plus de deux étages et de huit logements, les clubs, les cabarets, les cafés-concerts, les music-halls, les cinémas, les théâtres ou les salles utilisées pour des fins similaires, les ciné-parcs, les salles de réunions publiques, de conférences, de divertissements publics, les salles municipales, les édifices utilisés pour les expositions, les foires, les kermesses, les estrades situées sur les champs de course ou utilisées pour des divertissements publics, les arènes de lutte, de boxe, de gouret ou utilisées pour d'autres sports, les édifices de plus de deux étages utilisés comme bureaux, les magasins dont la surface de plancher excède trois cent mètres carrés (300 m²), les gares de chemin de fer, de tramway, ou d'autobus, les bureaux de la publicité des droits, les bibliothèques, musées et bains publics ainsi que les remontées mécaniques et les jeux mécaniques.

Pour l'interprétation du présent règlement, les salons funéraires et les restaurants sont considérés comme des édifices publics.

Empattement

Partie des fondations ayant pour fonction de répartir les charges sur une surface portante.

Emplacement

Terrain constructible composé d'un ou plusieurs lots.

Emprise

Surface d'un terrain servant au passage d'une ligne électrique, d'une route ou nécessaire à l'installation d'un poste, d'un barrage ou d'un bâtiment.

Enceinte

Ce qui entoure un terrain ou partie de terrain exclusif à un propriétaire d'une piscine à la manière d'une clôture pour restreindre et limiter l'accès pour fins de sécurité.

Enseigne

Tout écrit, représentation picturale, emblème, drapeau, figure, lumière ou caractéristiques similaires qui est totalement ou en partie une construction ou qui est attaché, peint ou représenté de quelque manière que ce soit sur un bâtiment ou une construction et qui annonce une entreprise, une profession, un produit, un service ou un divertissement exercé ou offert au même endroit que celui où il est placé.

Enseigne lumineuse

Enseigne conçue pour émettre une lumière artificielle soit directement, soit par transparence, translucidité ou réflexion.

Entrée auxiliaire pour entreprise agricole ou forestière

Cette entrée donne accès, à partir de la route, aux lots en culture ou boisés ainsi qu'aux bâtiments secondaires d'une exploitation agricole ou forestière.

Entrée commerciale

Cette entrée donne accès, à partir de la route, à des immeubles commerciaux, industriels, institutionnels ou des bâtiments de plus de quatre (4) logements.

Entrée principale pour entreprise agricole ou forestière

Cette entrée donne accès, à partir de la route, aux bâtiments principaux d'une exploitation agricole ou forestière.

Entrée résidentielle

Cette entrée donne accès, à partir de la route, à une propriété de quatre (4) logements et moins.

Entreposage extérieur

Dépôt, accumulation à l'extérieur d'une construction de matières, matériaux, équipements ou objets divers utilisés par une entreprise à des fins commerciales.

Entrepôt

Bâtiment servant d'abri ou de dépôt d'objets, de marchandises, de matériaux quels qu'ils soient.

Entretien

Moyens pouvant être pris (réparations, dépenses, etc.) et qui sont nécessaires pour le maintien d'une structure ou d'une construction en bon état.

La construction d'une fondation sous un bâtiment dérogatoire protégé par droits acquis est considérée comme de l'entretien.

Éolienne

Structure formée d'une tour, d'une nacelle et de pales, destinée à la production d'électricité par l'action du vent, à l'exception des éoliennes installées pour des fins privées qui ne sont pas reliées aux projets pour l'approvisionnement énergétique du Québec et qui ont moins de 25 mètres de hauteur.

Érablière

Peuplement composé d'au moins cinquante pour cent (50%) d'érables à sucre, d'érables rouges ou une combinaison de ces deux essences d'une superficie d'au moins deux (2) hectares.

Escalier de sauvetage

Escalier métallique fixé à l'extérieur d'un bâtiment et permettant à ses occupants d'atteindre le sol en cas d'urgence.

Escalier extérieur

Tout escalier autre qu'un escalier de sauvetage fixé à l'extérieur du corps principal du bâtiment.

Escalier intérieur

Un escalier situé à l'intérieur du corps principal du bâtiment.

Établissement présentant des spectacles ou services à caractère érotique

- a) les établissements qui tirent ou cherchent à tirer profit de la présentation d'un spectacle dans lequel une personne met en évidence ses seins, ses parties génitales ou ses fesses, s'il s'agit d'une femme; ses parties génitales ou ses fesses, s'il s'agit d'un homme, en reproduisant l'expression du désir ou du plaisir sexuel ou en attirant l'attention sur l'une de ces parties du corps, à l'aide de gestes, de paroles ou de sons pour provoquer l'excitation sexuelle d'un ou plusieurs spectateurs;
- b) les établissements qui présentent accessoirement à leurs clients des films ou images enregistrés sur bandes vidéo, montrant les organes génitaux humains dans un état d'excitation sexuelle, des scènes de masturbation, de sodomie, de fellation, de cunnilingus ou de coït;
- c) les établissements qui, en vue d'accroître la demande des biens ou des services qu'ils offrent de manière principale :
 - permettent que ces biens ou services soient fournis par une personne dont les seins, les parties génitales ou les fesses, s'il s'agit d'une femme; les parties génitales ou les fesses, s'il s'agit d'un homme, sont dénudés ou mis en évidence;
 - permettent que la personne qui fournit ces biens ou ces services soit uniquement vêtue, s'il s'agit d'une femme, de ses soutiens-gorges, porte-jarretelles et bas, recouverts ou non d'un vêtement transparent; de son cache-sexe ou caleçon, s'il s'agit d'un homme;
- d) un établissement détenteur d'un permis d'alcool :
 - qui présente un spectacle dans lequel une personne exécute une danse en dénudant ou mettant en évidence ses seins, ses parties génitales ou ses fesses, s'il s'agit d'une femme; ses parties génitales ou ses fesses, s'il s'agit d'un homme; ou
 - qui organise des activités au cours desquelles une femme dénude ou met en évidence ses seins, ses parties génitales ou ses fesses; ou au cours desquelles un homme dénude ou met en évidence ses parties génitales ou ses fesses.

Étage

Partie d'un bâtiment se trouvant entre tout plancher situé au-dessus du sol adjacent, sur au moins 1/2 de sa surface, et le dessous du prochain plancher supérieur ou le plafond s'il n'y a pas de plancher supérieur.

Extincteur

Tout appareil qui sert à éteindre le feu, à l'exception des gicleurs.

Façade principale d'un bâtiment

Mur extérieur d'un bâtiment faisant face à une rue publique ou privée et comportant l'entrée principale de l'immeuble.

Film érotique

Film ou enregistrement sur bande vidéo qui contient des images d'organes génitaux dans un état d'excitation, des scènes de masturbation, de sodomie, de fellation, de cunnilingus ou de coït.

Fondation

Ouvrage de maçonnerie, généralement construit en béton et comprenant les semelles ou empattements, murs et planchers visant à assurer le fondement d'un bâtiment de manière permanente.

Fossé

Petite dépression en long creusée dans le sol, servant à l'écoulement des eaux de surface des terrains avoisinants, soit les fossés de chemin, les fossés de ligne qui n'égouttent que les terrains adjacents ainsi que les fossés ne servant à drainer qu'un seul terrain.

Front, frontage

Partie du lot contiguë à la ligne de rue. Pour un terrain dont la façade a la forme d'un arc de cercle, la largeur du lot correspond au segment d'une ligne droite rejoignant les extrémités de la marge de recul avant. Pour un lot d'angle, la largeur du lot égale la distance mesurée le long de la marge de recul avant entre chaque ligne avant et la ligne latérale ou arrière qui lui est parallèle.

Galerie

Un balcon ouvert, couvert ou non.

Garage commercial

Tout bâtiment ou partie de bâtiment servant, moyennant une rémunération, au remisage, à la réparation, à la vente ou au service des véhicules moteurs ou de la machinerie pour ouvrage.

Garage privé

Un bâtiment annexé ou détaché du bâtiment principal servant à remiser les véhicules moteurs destinés à l'usage personnel du propriétaire ou des occupants du bâtiment principal.

Garde-corps

Barrière située à hauteur d'appui, formant protection devant un vide.

Gazebo

Structure formée de poteaux ayant un toit amovible ou non et entourée de murs rétractables.

Gestion liquide

Tout mode d'évacuation des déjections animales autre que la gestion sur fumier solide.

Gestion solide

Le mode d'évacuation d'un bâtiment d'élevage ou d'un ouvrage d'entreposage des déjections animales dont la teneur en eau est inférieure à 85 % à la sortie du bâtiment.

Gîte touristique

Bâtiment à usage résidentiel où l'occupant loue accessoirement des chambres et offre des repas à une clientèle de passage. Le nombre de chambres offertes en location n'excède pas 5 (cinq) et les repas ne sont fournis qu'aux locataires.

Gloriette

Petit pavillon d'agrément de forme hexagonale ou autre forme comparable utilisé généralement pendant la saison estivale.

Habitation

Tout bâtiment contenant un ou plusieurs logements.

Habitation en commun

Habitation où vivent des personnes non apparentées dont le prix inclut ou non les repas et où les repas peuvent être consommés dans une cuisine collective.

Haie brise-vent (utilisée à des fins de facteur d'atténuation (paramètre F))

Localisation :	Entre la source d'odeurs et le lieu à protéger
Hauteur :	Minimum de 8 mètres
Longueur :	La longueur du boisé doit être supérieure à la longueur du lieu à la source des odeurs et avoir une distance supplémentaire minimale de 30 mètres à chaque extrémité. (Voir croquis ci-dessous)
Nombre de rangées d'arbres :	3
Composition et arrangement des rangées d'arbres :	<ul style="list-style-type: none">- Une rangée d'arbres feuillus et d'arbustes espacés de 2 mètres.- Une rangée de peupliers hybrides espacés de 3 mètres.- Une rangée d'arbres à feuilles persistantes (ex. épinette blanche espacés de 3 mètres.)
Espacement entre les rangées :	De 3 à 4 mètres au maximum.
Distance entre la haie et le bâtiment d'élevage et distance entre la haie et le lieu d'entreposage des déjections :	Minimum de 30 mètres et maximum de 60 mètres. Si la haie brise-vent se trouve à une distance inférieure à 30 mètres (jamais inférieure à 10 mètres), la distance mesurée doit être validée par un spécialiste de la ventilation ou de l'aménagement de bâtiments et de

	structures.
Distance minimale entre la source des odeurs et le lieu à protéger :	Minimum de 150 mètres

Haie infranchissable

Clôture dissimulée par une haie

Hauteur d'un bâtiment (en étage)

Le nombre d'étages habités du bâtiment à l'exception de la cave et du grenier.

Hauteur d'un bâtiment (en mètres)

Distance verticale entre le niveau du sol moyen adjacent à un bâtiment et le point le plus élevé de ce dernier.

Îlot

Un ou plusieurs emplacements cernés par des emprises de rues, voies ferrées, lacs, cours d'eau ou toute autre barrière physique.

Immeuble protégé

- a) un centre récréatif de loisir, de sport ou de culture;
- b) un parc municipal à l'exclusion des haltes, belvédères et autres lieux d'arrêt en bordure d'une voie publique;
- c) une plage publique ou une marina;
- d) le terrain d'un établissement d'enseignement ou d'un établissement au sens de la Loi sur la santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-4.2);
- e) un établissement de camping;
- f) les bâtiments sur une base de plein air ou d'un centre d'interprétation de la nature;
- g) le chalet d'un centre de ski ou d'un club de golf;
- h) un temple religieux;
- i) un théâtre d'été;
- j) un établissement d'hébergement au sens du Règlement sur les établissements touristiques, à l'exception d'un gîte touristique, d'une résidence de tourisme ou d'un meublé rudimentaire;

Industrie artisanale

Une entreprise où une personne fait un travail manuel à son propre compte et pouvant être aidée par sa famille ou des apprentis.

Infrastructure d'utilité publique

Toute infrastructure publique, parapublique ou privée et ses accessoires voués, soit :

- à la communication ;
- à l'assainissement des eaux ;
- à l'alimentation en eau ;
- à la production, au transport et à la distribution de l'énergie ;
- à la sécurité publique ainsi que tout bâtiment à aires ouvertes utilisé à des fins récréatives.

Ainsi que tout bâtiment à aires ouvertes utilisé à des fins récréatives.

Inspecteur en bâtiment

Employé désigné par résolution du conseil municipal pour faire appliquer le règlement.

Installation d'élevage

Un bâtiment où des animaux sont élevés ou un enclos ou une partie d'enclos où sont gardés, à des fins autres que le pâturage, des animaux y compris, le cas échéant, tout ouvrage d'entreposage des déjections des animaux qui s'y trouvent.

Installation septique

Ensemble servant à l'évacuation et à l'épuration des eaux vannes et/ou des eaux ménagères et comprenant une conduite d'amenée, une fosse septique et un élément épurateur.

Largeur d'une rue

La largeur de l'emprise ou la distance entre les lignes de la propriété de chaque côté d'une rue.

LAU

Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., C. A-19.1).

Ligne de lot

Ligne cadastrale qui sert à délimiter une parcelle de terrain (voir croquis L).

Ligne de rue

Ligne de propriété marquant la limite de l'emprise d'une rue publique ou privée (voir croquis L).

Ligne des hautes eaux

La ligne des hautes eaux est la ligne qui sert à délimiter le littoral et la rive des lacs et cours d'eau. Cette ligne se situe à la ligne naturelle des hautes eaux, c'est-à-dire :

- a) À l'endroit où l'on passe d'une prédominance de plantes aquatiques à une prédominance de plantes terrestres; en l'absence de plantes aquatiques, à l'endroit où les plantes terrestres s'arrêtent en direction du plan d'eau; les plantes considérées comme aquatiques sont toutes les plantes hydrophiles incluant les plantes submergées, les plantes à feuilles flottantes, les plantes émergentes et les plantes herbacées et ligneuses émergées caractéristiques des marais et marécages ouverts sur des plans d'eau.

- b) Dans le cas où il y a un ouvrage de retenue des eaux, à la cote maximale d'exploitation de l'ouvrage hydraulique pour la partie du plan d'eau située en amont.
- c) Dans le cas où il y a un mur de soutènement légalement érigé, à compter du haut de l'ouvrage.

À défaut de pouvoir déterminer la ligne des hautes eaux à partir des critères précédents, celle-ci peut-être localisée comme suit :

- À la limite de la cote de récurrence de deux ans, laquelle correspond à la ligne établie selon les critères botaniques définis au point a).

Limite arrière

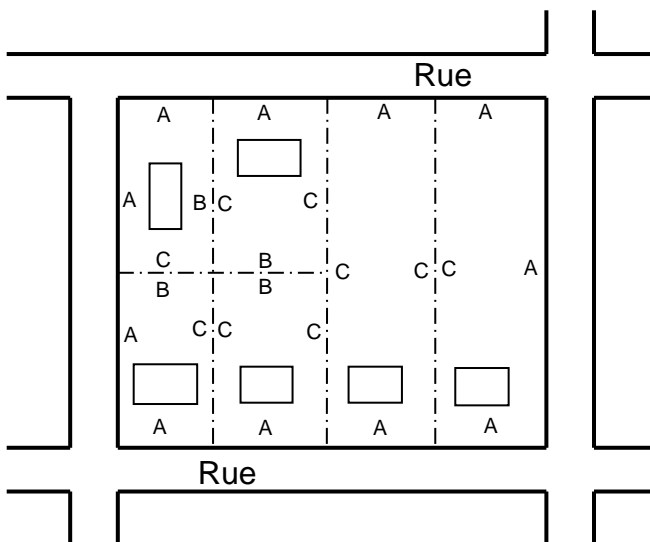
Ligne de propriété située au fond d'un terrain, à l'opposé de la limite avant. Pour les lots triangulaires, une ligne arrière de 3 mètres sera établie parallèlement à la ligne de rue. Dans le cas d'un lot d'angle, la ligne arrière est celle située à l'arrière d'un bâtiment principal et qui est la plus parallèle à la façade du bâtiment (voir croquis L).

Limite avant




Ligne de propriété située en front d'un terrain et séparant ce terrain de l'emprise d'une rue, d'un chemin public ou privé et coïncidant avec la ligne de rue (voir croquis L).

Limite latérale

Ligne de propriété séparant deux propriétés contiguës (voir croquis L).



L) Limites de propriété

- | | | | |
|---|----------------------|----------|---------------------------|
|  | : Bâtiment principal | A | : Marge de recul avant |
|  | : Ligne de rue | B | : Marge de recul arrière |
|  | : Ligne de lot | C | : Marge de recul latérale |

Littoral

Partie d'un lac ou d'un cours d'eau qui s'étend à partir de la ligne naturelle des hautes eaux vers le centre du plan d'eau.

Logement

Un logement est une maison, un appartement, un ensemble de pièces ou une seule pièce où une ou des personnes peuvent tenir feu et lieu; il comporte une entrée par l'extérieur ou par un hall commun, des installations sanitaires, une cuisine ou une installation pour cuisiner.

Les installations disposent de l'eau courante et sont fonctionnelles, même de façon temporaire. Le logement peut être séparé d'un autre logement par une porte ou par une ouverture dans laquelle il existe un cadrage pouvant recevoir une porte ou, à défaut d'une telle ouverture, l'accès entre les deux logements n'est pas direct et se fait par un couloir, une pièce non finie ou une cage d'escalier cloisonnée.

Logement accessoire intergénérationnel

Logement destiné à être occupé exclusivement par les personnes qui ont, ou ont eu, un lien de parenté ou d'alliance, y compris par l'intermédiaire d'un conjoint de fait avec le propriétaire ou l'occupant du logement.

Logement accessoire pour travailleur agricole

Logement destiné à être occupé exclusivement par une ou des personnes qui travaille(ent) à temps plein pour une entreprise agricole ou acéricole qui peut être aménagé à même un bâtiment agricole principal ou secondaire.

Lot

Terrain ou territoire spécifiquement désigné au cadastre par un numéro distinct.

Lot de coin (ou lot d'angle)

Un lot situé à l'intersection de 2 ou de plus de 2 rues. (Voir croquis C à H, K)

Lot intérieur

Un lot autre qu'un lot de coin. (Voir croquis A, B et J).

Lot transversal

Lot intérieur ayant façade sur 2 rues. (Voir croquis K).

Maison à assembler (maison en kit)

Résidence unifamiliale isolée dont les pièces de la structure sont fabriquées à l'usine, conçue pour être habitée à l'année, transportable vers sa destination finale en pièces détachées, assemblées sur place et pouvant être installée sur une dalle de béton ou non avec ou sans fondation.

Maison de chambre

Habitation où l'ensemble des pièces ou certaines pièces peuvent être louées et occupées par des personnes autres que le propriétaire et sa famille.

Maison d'habitation

Une maison d'habitation, un gîte à la ferme, d'une superficie d'au moins 21 m² qui n'appartient pas au propriétaire ou à l'exploitant des installations d'élevage en cause ou à un actionnaire ou dirigeant d'une personne morale qui est propriétaire ou exploitant de ces installations ou qui ne sert pas au logement d'un ou plusieurs de ses employés.

Maison mobile

Résidence unifamiliale isolée, fabriquée à l'usine conformément aux normes de l'ACNOR Z-240, conçue pour être habitée à longueur d'année; transportable vers sa destination finale en une seule unité, sur une remorque ou à l'aide d'un système de roues amovibles ou non; fixé sous son propre châssis; munie des installations nécessaires pour la relier aux services publics et pouvant être installée sur des roues, blocs, piliers, pilotis, poteaux, poutres, vérins ou sur des fondations.

Marge de recul arrière

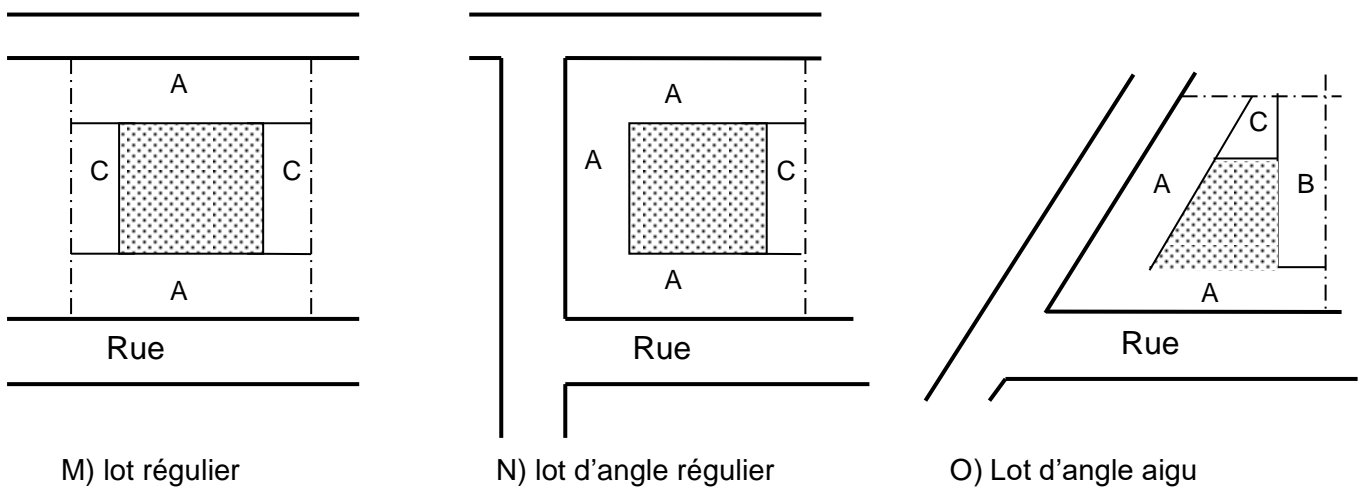
Distance devant séparer toute construction de la ligne arrière du terrain où elle est située (voir croquis N à S).




Marge de recul avant

Distance devant séparer toute construction de la ligne de rue (voir croquis N à S).

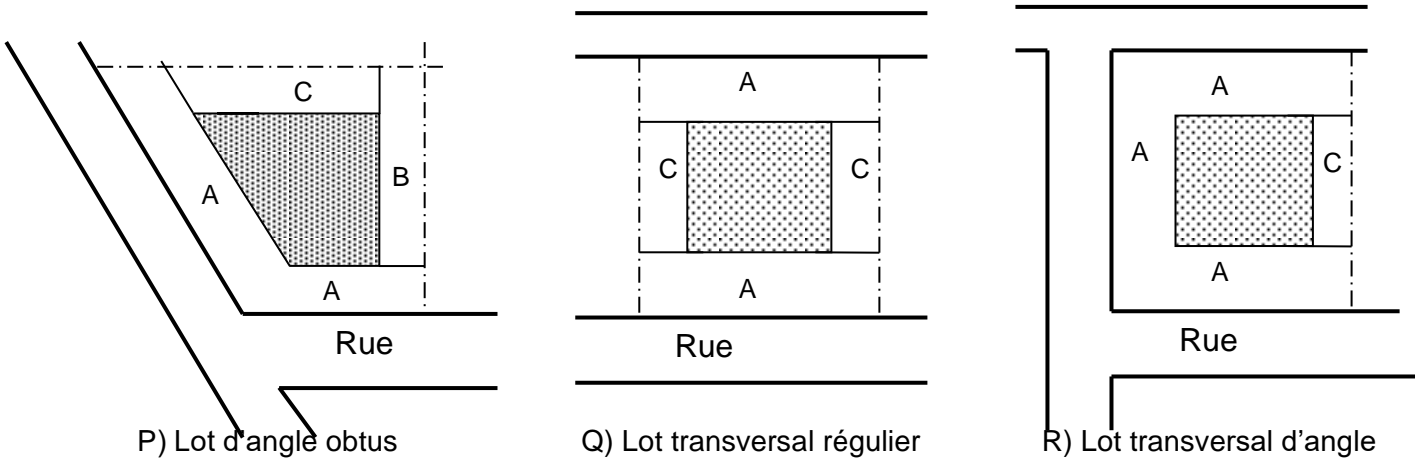
Marge de recul latérale

Distance devant séparer toute construction de la ligne latérale adjacente du terrain où elle est située (voir croquis N à S).



-  : Superficie à bâtir
-  : Ligne de rue
-  : Ligne de lot
- A : Marge de recul avant

B : Marge de recul arrière
 C : Marge de recul latérale



Municipalité

La municipalité de Sainte-Hénédine.

Mur mitoyen

Un mur utilisé en commun par 2 bâtiments ou unités de logements contigus.

Minimaison

Résidence unifamiliale isolée, fabriquée à l'extérieur du site de construction, conçue pour être habitée à longueur d'année, transportable vers sa destination finale sur une remorque ou à l'aide d'un système de roues amovibles ou non, fixé sous son propre châssis, munis des installations nécessaires pour la relier aux services (électricité, communication, puit privé ou commun) et à une installation septique conforme d'une superficie entre 27.82 m² (300 pi²) et 46.45 m² (500 pi²) habitable et pouvant être installée sur des roues, blocs, piliers, pilotis, poteaux, vérins ou sur des fondations.

Micromaison

Résidence unifamiliale isolée, fabriquée à l'extérieur du site de construction, conçue pour être habitée à longueur d'année, transportable vers sa destination finale sur une remorque ou à l'aide d'un système de roues amovibles ou non, fixé sous son propre châssis, munis des installations nécessaires pour la relier aux services (électricité, communication, puit privé ou commun) et à une installation septique conforme d'une superficie de moins de 27.87 m² (300 pi²) et pouvant être installée sur des roues, blocs, piliers, pilotis, poteaux, vérins ou sur des fondations.

Niveau moyen du sol adjacent

Désigne le niveau de la voie publique ou celui du terrassement lorsqu'un aménagement est complété sur un terrain plus élevé que le niveau de la voie publique.

Occupation mixte ou multiple

L'occupation d'un bâtiment pour 2 (deux) ou plusieurs fins différentes. L'usage principal du bâtiment demeure cependant tel que déterminé par la zone.

Opération cadastrale

Une division, une subdivision, une nouvelle subdivision, une redivision, une annulation, une correction, un ajout, un remplacement cadastral fait en vertu de la Loi sur le cadastre (chapitre C-1) ou de l'article 3043 du Code civil du Québec.

Ouvrage

Ensemble d'actions coordonnées par lesquelles on met quelque chose en œuvre.

Panneau-réclame

Une enseigne annonçant une entreprise, une profession, un produit, un service ou un divertissement exercé ou offert à un autre endroit que celui où il est placé.

Parc

Toute étendue de terrain aménagée avec de la pelouse, des arbres, des fleurs et utilisée seulement pour la promenade, le repos et le jeu.

Pergola

Structure ouverte comportant un toit ajouré formé de poutres horizontales soutenues par des colonnes.

Périmètre d'urbanisation de la municipalité

La limite prévue de l'extension future de l'habitat de type urbain dans la municipalité, déterminée par le schéma d'aménagement et de développement révisé applicable dans cette municipalité ainsi que toute limite nouvelle de cette extension déterminée par cette modification du schéma d'aménagement à l'exception de toute partie de cette extension qui serait comprise dans une zone agricole.

Peuplement forestier

Ensemble d'arbre ayant une uniformité quant à sa composition floristique, sa structure, son âge, sa répartition dans l'espace et sa condition sanitaire pour se distinguer des peuplements forestiers voisins et pouvant ainsi former une unité d'aménagement forestier, sans égard à la propriété foncière. Aux fins du présent règlement, un peuplement forestier doit avoir un volume minimum de vingt-et-un (21) mètres cubes de matière ligneuse par hectare.

Peuplement forestier à maturité

Peuplement forestier dont l'âge de la majorité des arbres se situe au-delà de l'âge prévu pour la récolte (âge d'exploitabilité).

Pièce habitable

Pièce d'un bâtiment destinée à être occupée par des personnes.

Piscine

Un bassin artificiel extérieur, destiné à la baignade et accessoire à une habitation dont la profondeur de l'eau peut atteindre plus de 30 cm.

Piscine creusée

Une piscine dont le fond est en un endroit quelconque d'au moins 30 cm sous le niveau moyen du sol.

Piscine démontable

Une piscine à parois souples, gonflable ou non prévu pour être installée de façon temporaire dont la profondeur d'eau peut atteindre plus de 30 cm.

Piscine hors-terre

Une piscine qui n'est pas une piscine creusée à parois rigides installée de façon permanente sur la surface du sol dont la profondeur d'eau peut atteindre plus de 30 cm.

Plan de zonage

Plan à l'échelle, identifiant les différentes zones du territoire, telles que définies par le présent règlement.

Plan d'implantation

Plan indiquant la situation précise d'un ou plusieurs bâtiments par rapport aux limites de l'emplacement et aux rues adjacentes.

Plantation

Ensemble d'arbres d'essence commerciale ayant été mis en terre par l'homme.

Poste d'essence

Un établissement destiné à la vente de l'essence et autres produits nécessaires au fonctionnement des véhicules à moteur.

Pourcentage d'occupation du lot

Proportion en pourcentage d'une partie d'un lot sur lequel un bâtiment est ou peut être érigé par rapport à l'ensemble du lot.

Propriétaire

Toute personne morale ou physique qui possède un immeuble.

Régénération

On entend, pour la régénération à dominance résineuse, un minimum de mille cinq cents (1 500) tiges à l'hectare d'essence commerciale et pour la régénération à dominance feuillue, un minimum de mille deux cents (1 200) tiges à l'hectare d'essence commerciale d'une hauteur moyenne, dans les deux cas, de deux (2) mètres.

Résidence

Bâtiment destiné à abriter des êtres humains et comprenant un ou plusieurs logements, incluant les chalets de villégiature, mais excluant les camps de chasse.

Résidence bi-familiale isolée

Un bâtiment isolé comprenant 2 logements unifamiliaux superposés et pourvus d'entrées séparées ou d'un vestibule commun (duplex).

Résidence multifamiliale

Un bâtiment d'au moins 3 logements ou plus.

Résidence pour personnes âgées

Un immeuble d'habitation collective où sont offerts, contre le paiement d'un loyer, des chambres ou des logements destinés à des personnes âgées et une gamme plus ou moins étendue de services, principalement reliés à la sécurité et à l'aide à la vie domestique ou à la vie sociale, à l'exception d'une installation maintenue par un établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-4.2) et d'un immeuble ou d'un local d'habitation où sont offerts les services d'une ressource intermédiaire ou d'une ressource de type familial au sens de cette loi.

Résidence unifamiliale isolée

Un bâtiment isolé contenant un seul logement.

Résidence unifamiliale jumelée

Un bâtiment isolé comprenant 2 logements unifamiliaux séparés par un mur mitoyen.

Résidence unifamiliale en rangée

Groupe de 3 habitations ou plus reliées entre elles par des murs latéraux mitoyens.

Rez-de-chaussée

Étage inférieur d'un immeuble.

Rive

Bande de terrain qui borde les lacs et cours d'eau et qui s'étend vers l'intérieur des terres à partir de la ligne des hautes eaux. La largeur de la rive se mesure horizontalement.

La rive a un minimum de 10 mètres :

- lorsque la pente est inférieure à 30 %;
- ou
- lorsque la pente est supérieure à 30 % et présente un talus de moins de 5 mètres de hauteur.

La rive a un minimum de 15 mètres :

- lorsque la pente est continue et supérieure à 30 %;
- ou
- lorsque la pente est supérieure à 30 % et présente un talus de plus de 5 mètres de hauteur.

Roulotte

Véhicule immatriculé ou non, monté sur des roues ou non, utilisé de façon saisonnière ou destiné à être un lieu où des personnes peuvent demeurer, manger et/ou dormir et conçu de façon telle qu'il puisse être attaché à un véhicule moteur ou tiré par un tel véhicule.

Rue

Voie de circulation dont les lignes sont bornées par les lots en bordure.

Rue privée

Voie de circulation de propriété privée.

Rue publique

Voie de circulation de propriété publique.

Sablière

Tout endroit où l'on extrait à ciel ouvert des substances minérales non consolidées, y compris du sable ou du gravier à partir d'un dépôt naturel, à des fins commerciales ou industrielles ou pour remplir des obligations contractuelles ou pour construire des routes, digues ou barrages à l'exception des excavations et autres travaux effectués en vue d'y établir l'emprise ou les fondations de toute construction ou d'y agrandir un terrain de jeux ou de stationnement.

Semelle

Partie des fondations, généralement construite en béton armé, ayant pour fonction de répartir les charges sur une surface portante.

Servitude

Restriction au droit de propriété immobilière pour une raison d'intérêt général ou d'utilité publique.

Solarium

Pièce isolée ou non, vitrée, reposant sur une fondation, attachée au bâtiment principal et pouvant être utilisée toute l'année.

Sous-sol

Partie habitable du bâtiment située sous le rez-de-chaussée.

Station-service

Établissement destiné à la vente de l'essence et d'autres produits nécessaires au fonctionnement des véhicules moteurs, à leur lavage, lubrification, entretien et réparation.

Subdivision

Morcellement du terrain d'un propriétaire.

Superficie d'un bâtiment

Superficie de projection horizontale d'un bâtiment sur le sol, le tout comprenant les porches, vérandas, puits d'éclairage et d'aération mais excluant les terrasses, marches, corniches, escaliers extérieurs, plates-formes de chargement à ciel ouvert, cours intérieures.

Superficie de plancher

Superficie mesurée à la paroi extérieure des murs ou d'un bâtiment. Cette superficie est calculée étage par étage. Elle comprend également la cave, le sous-sol, les demi-étages et les mezzanines.

Système actif

Dispositif à double action de verrouillage ou nécessitant une clé, un code, une connaissance ou une force particulière.

Système passif

Dispositifs par lesquels l'accès se referme et se verrouille sans intervention manuelle et ne nécessitant aucune action volontaire.

Table champêtre

Activité pratiquée à l'intérieur d'une résidence et visant à offrir des repas à partir des produits de la ferme.

Tenant (d'un seul)

Aires de coupe sur une même propriété foncière et séparées par moins de cent (100) mètres sont considérées comme d'un seul tenant. Seules les superficies sur lesquelles il y a eu déboisement sont comptabilisées dans le calcul de la superficie totale des aires de coupes.

Tige marchande

Arbre, faisant partie de la liste des essences commerciales feuillues et résineuses.

Essences commerciales feuillues :

<ul style="list-style-type: none">- Bouleau blanc (à papier) (Betula Papyfera Marsh)- Bouleau gris (Betula Populifolia Marsh)- Bouleau jaune (merisier) (Betula Alleghaniensis Britton)- Caryer codiforme (Carya Codiformis (Wang) K. Koch)- Cerisier tardif (prunus serotina Ehrh)- Chêne à gros fruits (Quercus Macrocarpa Michx)- Chêne rouge (Quercus rubra L.)- Érable à sucre (Acer Saccharum Marsh)- Érable rouge (Acer Rubrum L.)- Frêne d'Amérique (frêne blanc) (Fraxinus Americana L.)	<ul style="list-style-type: none">- Frêne de Pennsylvanie (Frêne route) (Fraxinus Pennsylvanica Marsh)- Frêne noir (Fraxinus Nigra Marsh)- Hêtre à grandes feuilles (fagus grandifolia Ehrh)- Ostryer de Virginie (Ostrya Virginiana (Mill) Koch)- Peuplier à grandes dents (Populus Grandidentata Michx.)- Peuplier baumier (Populus Balsamifera L.)- Peuplier Deltoïde (Populus Deltoïdes Marsh)- Peuplier faux-trembles (Tremble) (Populus Tremuloïdes Michx)- Peuplier hybride (Populus x sp)- Tilleul d'Amérique (Tilia Americana L.)
--	---

Essences commerciales résineuses :

<ul style="list-style-type: none">- Épinette blanche (Picea Glauca (Moench) Voss)- Épinette de Norvège (Picea Abies (L.) Karst.)- Épinette noire (Picea Mariana (Mill.) BSP)- Épinette rouge (Picea Rubens Sarg.)- Mélèze européen (Larix decidua Mill.)- Mélèze hybride (Larix xmarschlinsii Coaz)- Mélèze japonais (Larix Kaempferi (Lamb.) Carr.)	<ul style="list-style-type: none">- Mélèze Laricin (Larix laricina (Du Roi) Koch)- Pin blanc (Pinus Strobus L.)- Pin rouge (Pinus resinosa Ait.)- Pin gris (Pinus banksiana Lamb.)- Pin sylvestre (Pinus Sylvestris L.)- Pruche de l'Est (Tsuga canadensis (L.) Carr)- Sapin baumier (abies balsamea (L.) Mill.)- Thuya de l'Est (cèdre) (Thuja occidentalis.L.)
--	---

Terrain

Fond de terre décrit par un ou plusieurs numéros distincts sur le plan officiel du cadastre ou sur un plan de subdivision fait et déposé conformément aux articles 2174 b) et 2175 du Code civil du Bas-Canada ou l'équivalent en vertu du Code civil du Québec, ou dans un ou plusieurs actes translatifs de propriété, décrit par tenants et aboutissants, ou par la combinaison des deux et formant un ensemble foncier d'un seul bloc appartenant en partie ou en totalité à un même propriétaire.

Terrain de jeux

Espace aménagé et utilisé comme lieu de récréation ou de sport.

Tige de bois commerciale

Arbre d'essence commerciale de plus de 15 centimètres de diamètre à la souche.

Essences commerciales feuillues :

Bouleau blanc (*betula papyfera*)
Bouleau gris (*betula populifolia*)
Bouleau jaune (merisier) (*betula alleghaniensis*)
Caryer cordiforme (*carya cordiformis*)
Cerisier tardif (*prunus serotina*)
Frêne noir (*fraxinus nigra*)
Hêtre à grandes feuilles (*fagus grandifolia*)
Ostryer de Virginie (*ostrea virginiana*)
Peuplier baumier (*populus balsamifera*)
Peuplier faux-tremble (tremble) (*populus tremuloïdes*)
Tilleul d'Amérique (*tilia americana*)
Chêne rouge (*quercus rubra*)
Érable à sucre (*acer saccharum*)
Érable argenté (*acer saccharinum*)
Érable rouge (*acer rubrum*)
Frêne d'Amérique (frêne blanc) (*fraxinus americana*)
Frêne de Pennsylvanie (frêne rouge) (*fraxinus pennsylvanica*)

Essences commerciales résineuses :

Épinette blanche (*picea glauca*)
Épinette de Norvège (*picea abies*)
Épinette noire (*picea mariana*)
Épinette rouge (*picea rubens*)
Mélèze laricin (*larix laricina*)
Pin blanc (*pinus strobus*)
Pin rouge (*pinus resinosa*)
Pin gris (*pinus banksiana*)
Pruche de l'est (*tsuga canadensis*)
Sapin baumier (*abies balsamea*)
Thuja de l'est (cèdre) (*thuja occidentalis*)

Trottoir

Partie de la voie publique réservée à la circulation des piétons.

Unité d'élevage

Une installation d'élevage ou, lorsqu'il y en plus d'une, l'ensemble des installations d'élevage dont un point du périmètre de l'une est à moins de 150 mètres de la prochaine et, le cas échéant, de tout ouvrage d'entreposage des déjections des animaux qui s'y trouvent.

Unité animale

Unité de référence établie en fonction de l'espèce élevée dans un établissement de production animale. Ce concept est utilisé pour calculer les distances séparatrices applicables lors de l'implantation d'un nouvel établissement d'élevage ou l'agrandissement d'un établissement existant.

Unité de voisinage

Une maison d'habitation, un immeuble protégé, un périmètre d'urbanisation d'une municipalité ou un chemin public.

Usage

Fins pour lesquelles un lot, un bâtiment, une structure ou ses dépendances sont employés, occupés ou destinés à être employés ou occupés.

Usage dérogatoire

Tout emploi d'un terrain, d'un bâtiment ou de ses dépendances, non conforme à la réglementation établie pour la zone dans laquelle ils sont situés.

Usage secondaire de nature agroalimentaire

L'entreposage, le conditionnement, la transformation et la vente d'un produit agricole à l'égard des produits agricoles qui proviennent de son exploitation ou accessoirement d'autres producteurs.

Usage secondaire de nature récréotouristique

Un endroit où l'on offre le coucher et/ou le souper. Il concerne les dénominations suivantes : table champêtre, gîte du passant, gîte à la ferme et couette et café (B&B).

Le nombre maximal de chambres à coucher est de 5.

Vacant

Non occupé.

Véranda

Une galerie ou un balcon ouvert(e), couvert(e), vitré(e), sans fondation et posé(e) en saillie à l'extérieur d'un bâtiment et non utilisé(e) comme pièce habitable.

Zonage

Division du territoire municipal en zone afin d'y réglementer la construction, son usage et celui des terrains.

Zone

Étendue de terrains définie ou délimitée par règlement où le bâtiment, son usage et celui des terrains y sont réglementés.

Zone agricole provinciale

Partie du territoire d'une municipalité locale, décrite aux plans et descriptions techniques élaborés et adoptés conformément aux articles 49 et 50 de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles.

CHAPITRE 3 : CLASSIFICATION DES USAGES

3.1 Classification

La classification des usages est formée de 7 groupes. Le Manuel de codification de l'utilisation des biens-fonds en évaluation foncière (MÉFQ, V.3-A (2006/01), volume 3A, peut servir de référence ou d'indicatif pour l'identification d'un usage comparable ou d'une sous-classe d'usage.

Pour la catégorie habitation, la liste des usages identifiés ci-après est plus exhaustive que celle du Manuel de codification afin de déterminer spécifiquement les types de logement permis dans les zones appropriées.

3.1.1 Groupe : Résidentiel

- Résidence unifamiliale isolée
- Résidence unifamiliale jumelée
- Résidence unifamiliale en rangée
- Résidence bifamiliale isolée
- Résidence multifamiliale
- Habitation en commun :
 - Maison de chambre et pension (étudiants, groupes organisés, autres);
 - Maison de retraite;
 - Maison d'institution religieuse.
- Chalet
- Maison à assembler
- Maison mobile
- Micromaison
- Minimaison
- Logement intergénérationnel
- Logement accessoire pour travailleur agricole

3.1.2 Groupe : Commercial

- Vente en gros
 - . automobiles, pièces et accessoires;
 - . médicaments, produits chimiques et produits connexes;
 - . vêtements et tissus;
 - . épicerie et produits connexes;
 - . matériaux électriques et électroniques;
 - . quincaillerie, équipements de plomberie, de chauffage incluant les pièces;
 - . équipements et pièces de machinerie;
 - . autres activités de vente en gros.
- Vente au détail de produits de la construction, quincaillerie et équipements de ferme
 - . matériaux de construction et de bois;
 - . équipements de plomberie, de chauffage, de ventilation, de climatisation et de foyer;
 - . peinture, verre et papier tenture;
 - . matériel électrique et d'éclairage;
 - . quincaillerie et équipements de ferme;
 - . maisons et chalets préfabriqués;
 - . produits de béton.

- Vente au détail de marchandise en général
 - . magasins à rayons;
 - . club de gros;
 - . variété de marchandise à prix d'escompte et marchandise d'occasion;
 - . machines distributrices;
 - . matériel motorisé, articles et accessoires d'aménagement paysager et de jardin,
 - . piscines et leurs accessoires;
 - . vente au détail d'autres activités de vente au détail de marchandises en général.

- Vente au détail de produits de l'alimentation
 - . épicerie (avec ou sans boucherie);
 - . viande et poisson;
 - . fruits, légumes et marché public;
 - . bonbons, noix et confiserie;
 - . produits laitiers;
 - . boulangerie et pâtisserie;
 - . produits naturels;
 - . autres activités de vente au détail de produits de l'alimentation.

- Vente au détail d'automobiles, d'embarcations, d'avions et de leurs accessoires
 - . véhicules à moteur;
 - . pneus, batteries, accessoires et pièces;
 - . stations-services;
 - . autres activités de vente au détail d'automobiles, d'embarcations et d'accessoires.

- Vente au détail de vêtements et d'accessoires
 - . vêtements et accessoires pour hommes, femmes et enfants;
 - . chaussures;
 - . vêtements de fourrure;
 - . autres activités de vente au détail de vêtements et d'accessoires.

- Vente au détail de meubles, mobiliers de maison et d'équipements
 - . meubles;
 - . appareils ménagers et aspirateurs;
 - . appareils audio et vidéo, système de son et instruments de musique;
 - . équipements et accessoires d'informatique;
 - . autres activités de vente au détail de meubles, de mobiliers de maison et d'équipements.

- Autres activités de vente au détail
 - . médicaments, articles personnels et appareils divers;
 - . boissons alcoolisées et articles de fabrication;
 - . antiquités et marchandises d'occasion;
 - . livres, papeterie, tableaux et cadres;
 - . articles de sports, accessoires de chasse et pêche, bicyclettes et jouets;
 - . animaux de maison;
 - . bijoux, pièces de monnaie et timbres;
 - . combustibles;
 - . de produits du cannabis à des fins médicales ou récréative ;
 - . autres activités de la vente au détail ;

- Hébergement et restauration
 - . restauration avec service complet ou restreint;
 - . établissement où l'on sert à boire (boissons alcoolisées) et activités diverses;
 - . établissement offrant des spectacles ou services à caractère érotique;
 - . établissement d'hébergement;
 - . autres activités spécialisées de restauration.

3.1.3 Groupe : Services

- Finances, assurances et services immobiliers
 - . banque et activités bancaires;
 - . service de crédit;
 - . maison de courtiers et de négociants en valeurs mobilières et marchandises, bourses et activités connexes;
 - . assurance, agent, courtier d'assurance et service;
 - . immeuble et services connexes;
 - . service de holding et d'investissement;
 - . autres services immobiliers, financiers et assurances.
- Services personnels
 - . buanderie, nettoyage à sec et teinture;
 - . service photographique;
 - . salon de beauté, de coiffure et autres salons;
 - . services funéraires et crématoire;
 - . réparation, modification d'accessoires personnels et réparation de chaussures;
 - . service pour les animaux domestiques;
 - . autres services personnels.
- Services d'affaires
 - . publicité;
 - . bureau de crédit pour les commerces et les consommateurs et service de recouvrement;
 - . service de soutien aux entreprises;
 - . service pour les bâtiments et les édifices;
 - . service de location;
 - . centre de recherche;
 - . entreposage et service d'entreposage;
 - . secrétariat, traduction et traitement de texte;
 - . autres services d'affaires.
- Services de réparation
 - . réparation et entretien d'automobiles;
 - . réparation de mobiliers, d'équipements et de machines;
 - . réparation de véhicules légers;
 - . réparation et entretien de véhicules lourds;
 - . autres services de réparation et d'entretien.

- Services professionnels
 - . médical et de santé;
 - . juridique;
 - . social;
 - . social hors institution (garderie, pouponnière, etc.);
 - . informatique;
 - . de soins paramédicaux;
 - . de soins thérapeutiques;
 - . autres services professionnels.

- Services de construction
 - . construction et estimation de bâtiments en général;
 - . construction (ouvrage de génie civil);
 - . travaux de finition de construction;
 - . travaux spécialisés de construction;
 - . travaux spécialisés en équipement.

- Service gouvernemental
 - . fonction exécutive, législative et judiciaire;
 - . fonction préventive et activités connexes (pompier, police etc.);
 - . service postal;
 - . établissement de détention et institution correctionnelle;
 - . base et réserve militaire;
 - . organisme international et autres organismes extraterritoriaux;
 - . autres services gouvernementaux.

- Service éducationnel
 - . école maternelle, enseignement primaire et secondaire;
 - . université, école polyvalente, cégep;
 - . formation spécialisée (école de conduite, danse, musique, etc.).

- Services divers
 - . activité religieuse;
 - . cimetière et mausolée;
 - . fondations et organismes de charité;
 - . autres services divers.

3.1.4 Groupe : Industries

En plus des bâtiments industriels de fabrication ou de transformation mentionnés ci-dessous, le groupe « industries » comprend les services administratifs de l'entreprise de même que la vente des produits reliés à l'entreprise.

Dans ces éventualités, la fonction commerciale et de services doit s'exercer sur le même emplacement ou un emplacement adjacent au bâtiment industriel.

- Aliments et boissons
 - . abattage et conditionnement de la viande;
 - . transformation du poisson;
 - . préparation des fruits et légumes;
 - . produits laitiers;
 - . farine et céréales de table préparées;
 - . aliments pour animaux;
 - . boulangerie et pâtisserie;
 - . boissons (alcoolisées ou non);
 - . autres industries de produits alimentaires.

- Industrie du tabac
 - . industrie du tabac en feuilles;
 - . industrie du tabac.

- Produits en caoutchouc et en plastique
 - . produits en caoutchouc;
 - . produits en plastique en mousse et soufflée;
 - . tuyauterie, pellicules et de feuilles en plastique;
 - . produits en plastique stratifié, sous pression ou renforcé;
 - . produits d'architecture en plastique;
 - . contenants en plastique (sauf en mousse);
 - . autres industries en plastique.

- Industrie du cuir et de produits connexes
 - . tannerie;
 - . industrie de la chaussure;
 - . industrie de valises, bourses et sacs à mains et menus articles en cuir;
 - . autres industries du cuir et de produits connexes.

- Industrie du textile
 - . de filés et de tissus tissés (coton);
 - . de filés et de tissus tissés (laine);
 - . de fibres, de filés et de tissus tissés (fibres synthétiques et filés de filament);
 - . corderie et ficellerie;
 - . feutre et traitement des fibres naturelles;
 - . tapis, carpettes et moquettes;
 - . articles en grosse toile;
 - . autres industries de produits de textile.

- Industrie vestimentaire
 - . vêtements pour dames, hommes et enfants;
 - . articles de fourrure et de cuir;
 - . sous-vêtements, bas et chaussettes;
 - . autres industries vestimentaires.

- Industrie du bois
 - . bois de sciage et bardeau;
 - . placages et contreplaqués;
 - . portes, châssis et autres bois travaillés;
 - . boîtes et palettes de bois;
 - . cercueils;
 - . autres industries du bois.

- Industrie du meuble et d'articles d'ameublement
 - . meubles résidentiels;
 - . meubles de bureau;
 - . autres industries du meuble et d'articles d'ameublement.

- Industrie du papier et de produits du papier
 - . pâtes, papiers et produits connexes;
 - . papier asphalté pour couverture;
 - . boîtes en carton et sacs en papier;
 - . autres industries de produits transformés.

- Imprimerie, édition et industries connexes
 - . impression commerciale;
 - . clichage, composition et reliure;
 - . édition;
 - . impression et édition combinées;
 - . logiciels ou progiciels.

- Industrie de première transformation des métaux
 - . tubes et tuyaux d'acier;
 - . fonderie de fer;
 - . fonte et affinage de métaux non ferreux;
 - . industrie de métaux non ferreux;
 - . industrie du laminage, du moulage et de l'extrusion de métaux non ferreux.

- Industrie cannabis à des fins médicales et récréatives comprenant les usages suivants :
 - . production (autre que culture) ;
 - . transformation ;
 - . entreposage intérieur et extérieur ;
 - . emballage ;
 - . étiquetage ;
 - . distribution.

- Industrie de produits métalliques (sauf machinerie et matériel de transport)
 - . chaudières et plaques métalliques;
 - . produits de construction en métal;
 - . produits métalliques d'ornements et d'architecture;
 - . emboutissage, matriçage et revêtement des métaux;
 - . fil métallique et ses dérivés;
 - . articles de quincaillerie, outillage et coutellerie;
 - . matériel de chauffage et de réfrigération commerciale;
 - . industrie d'usinage;
 - . autres industries de produits métalliques divers.

- Industrie de la machinerie (sauf électrique)
 - . instrument aratoire;
 - . matériel commercial de réfrigération, de climatisation et de ventilation;
 - . machinerie pour l'industrie du caoutchouc et du plastique;
 - . machinerie pour le commerce et les industries de services;
 - . autres industries de la machinerie et de l'équipement.

- Industrie du matériel de transport
 - . de véhicules automobiles;
 - . carrosserie de camion, d'autobus et de remorque;
 - . pièces et accessoires de véhicules automobiles;
 - . autres industries du matériel de transport.

- Industrie de produits électriques et électroniques
 - . appareils électroménagers;
 - . appareils d'éclairage;
 - . matériel électronique ménager;
 - . matériel électronique professionnel;
 - . matériel électrique d'usage industriel;
 - . machines pour bureaux, magasins, commerces et usage personnel;
 - . fils et câbles électriques;
 - . autres industries de produits électriques.

- Produits minéraux non métalliques
 - . produits en argile;
 - . ciment;
 - . produits en pierre;
 - . produits en béton;
 - . béton préparé;
 - . verre et articles en verre;
 - . abrasifs;
 - . chaux;
 - . autres industries de produits minéraux non métalliques.

- Industrie chimique
 - . produits chimiques d'usage agricole;
 - . plastique et résine synthétique;
 - . peinture et vernis;
 - . savon et composés pour le nettoyage;
 - . produits de toilette;
 - . produits chimiques d'usage industriel;
 - . autres industries de produits chimiques.

- Autres industries manufacturières
 - . matériel scientifique et professionnel;
 - . bijouterie et orfèvrerie;
 - . articles de sports et jouets;
 - . stores vénitiens;
 - . enseignes, étalages et tableaux d'affichage;
 - . autres industries de produits manufacturés.

3.1.5 Groupe : Transports, communications et services publics

- Infrastructure de transport
 - . transport par chemin de fer (infrastructure) et équipement connexe;

- Transport par véhicule moteur
 - . transport par autobus;
 - . transport de matériel par camion;
 - . autres transports par véhicule automobile.

- Communication, centre et réseaux
 - . centre et réseau téléphonique;
 - . centre et réseau radiophonique;
 - . centre et réseau de télévision;
 - . réseau de radiodiffusion et de télévision;
 - . studio d'enregistrement du son;
 - . autres centres et réseaux de communication.

- Service public (infrastructure)
 - . production, transport et distribution d'énergie;
 - . aqueduc et irrigation;
 - . égouts;
 - . dépotoir et installation inhérente aux ordures;
 - . récupération et triage de produits divers;
 - . dépôt à neige;
 - . autres services publics (infrastructure).

3.1.6 Groupe : Culture, récréation et loisirs

- Exposition d'objets culturels
 - . activité culturelle;
 - . expositions d'objets ou d'animaux;
 - . autres expositions d'objets culturels.

- Assemblée publique
 - . assemblée de loisirs;
 - . installation sportive;
 - . aménagement public pour différentes activités;
 - . autres aménagements d'assemblées publiques.
- Amusement
 - . parc d'exposition et parc d'amusement;
 - . autres lieux d'amusement.
- Activité récréative
 - . activité sportive;
 - . terrain de jeux et piste athlétique;
 - . natation;
 - . activité sur glace;
 - . activité de sport extrême;
 - . autres activités récréatives.
- Centre touristique et camp de groupes
 - . centre touristique;
 - . camp de groupes et camp organisé.
- Parc
 - . parc pour la récréation en général;
 - . parc à caractère récréatif et ornemental;
 - . autres parcs et jardins.

3.1.7 Groupe : Agriculture et richesses naturelles

- Agriculture
 - . ferme (dont les céréales sont la récolte prédominante);
 - . ferme (sauf récolte de céréales, fruits et légumes);
 - . ferme (les fruits et légumes sont la récolte prédominante);
 - . ferme (dont les produits laitiers sont prédominants);
 - . ferme et ranch (animaux pour activités autres que laitières);
 - . ferme (la volaille est prédominante);
 - . ferme en général (aucune prédominance);
 - . autres activités agricoles et connexes (serres, ruchers, produits de l'érable, élevages d'animaux à fourrure, chenils, production et culture de cannabis à des fins médicales et récréatives et connexes .

- Activités reliées à l'agriculture
 - . traitement de produits agricoles (ex : classification et emballage de fruits et légumes, station de compostage);
 - . services reliés à l'élevage d'animaux de ferme (service vétérinaire, hôpital pour animaux; reproduction, encan, garde, centre équestre enregistrement de bétail, dressage, couvoir, classification des œufs, etc.);
 - . autres activités reliées à l'agriculture (service d'horticulture, service d'agronomie et production d'arbres de Noël) ;
traitement de produits du cannabis à des fins médicales ou récréatives à titre accessoire à cette exploitation agricole (activité de transformation, d'entreposage intérieur et extérieur, d'emballage, d'étiquetage ou de distribution effectuée sur l'immeuble d'une exploitation agricole de production et culture du cannabis à des fins médicales ou récréatives à titre accessoire à cette exploitation agricole) sous réserve des autorisations nécessaires.

- Exploitation forestière et services connexes
 - . production forestière commerciale;
 - . service forestier commercial;
 - . production de tourbe et de gazon;
 - . autres activités forestières et services connexes.

- Pêche, chasse, piégeage et activités connexes
 - . élevage du poisson;
 - . chasse et piégeage d'animaux à fourrure;
 - . reproduction du gibier;
 - . autres activités connexes à la pêcherie, à la chasse et au piégeage.

- Exploitation et extraction de sable et de gravier
 - . sablière;
 - . gravière.

- Exploitation et extraction de la pierre
 - . carrière.

CHAPITRE 4 : USAGES PERMIS ET CONDITIONS D'IMPLANTATION

4.1 Usages permis dans chaque zone

Dans la grille des usages permis et spécifications (annexe 1), un crochet (✓) indique que les usages du groupe compris dans cette classe sont permis, en référence au chapitre 3 « Classification des usages » du présent règlement.

L'autorisation d'un ou des usage(s) spécifique(s) d'un groupe exclut les autres usages du groupe le comprenant.

4.2 Zones résidentielles faible densité (RA)

4.2.1 Usages permis

- a) Voir annexe (1) grille des usages et spécifications
- b) Un usage complémentaire (commercial / service) est autorisé dans les zones résidentielles, tel qu'indiqué à l'annexe (1), aux conditions de l'article 7.1 sur les usages complémentaires à l'habitation.

4.2.2 Conditions d'implantation

- a) Marge de recul avant minimale
 - 8 mètres
 - La façade des résidences doit être parallèle à la rue. Pour un lot d'angle, la façade du bâtiment principal doit être parallèle à la ligne de rue ayant servi au calcul de la profondeur minimale exigée lors de l'émission du permis de lotissement.
 - L'alignement des façades doit être respecté conformément à l'article 5.2 du présent règlement.
- b) Marge de recul latérale (minimale)
 - 2 mètres

La marge de recul latérale ne s'applique pas du côté des murs mitoyens.
- c) Marge de recul arrière (minimale)
 - 2 mètres
- d) Hauteur maximale
 - 2 étages
- e) La façade d'une résidence unifamiliale isolée doit avoir une dimension minimale de 7,31 mètres (24 pi) et une profondeur de 6,1 mètres (20 pi).

f) La façade d'une maison mobile doit avoir une dimension minimale de 12,8 mètres et une profondeur minimale de 4,3 mètres.

4.3 Zones résidentielles moyenne densité (RB)

4.3.1 Usages permis

- a) Voir annexe (1) grille des usages et spécifications.
- b) Un usage complémentaire (commercial / service) est autorisé dans les zones résidentielles, tel qu'indiqué à l'annexe (1), aux conditions de l'article 7.1 sur les usages complémentaires à l'habitation.

4.3.2 Conditions d'implantation

- a) Marge de recul avant minimale
 - 8 mètres
 - La façade des résidences doit être parallèle à la rue. Pour un lot d'angle, la façade du bâtiment principal doit être parallèle à la ligne de rue ayant servi au calcul de la profondeur minimale exigée lors de l'émission du permis de lotissement.
 - L'alignement des façades doit être respecté conformément à l'article 5.2 du présent règlement.

- b) Marge de recul latérale (minimale)

- 2 mètres

La marge de recul latérale ne s'applique pas du côté des murs mitoyens.

- c) Marge de recul arrière (minimale)

- 2 mètres

- d) Hauteur maximale

- 2 étages

- e) La façade d'une résidence unifamiliale isolée doit avoir une dimension minimale de 7,31 mètres et une profondeur minimale de 6,1 mètres.

4.4 Zones mixtes : résidentielles et commerciales (M)

4.4.1 Usages permis

- a) Voir annexe 1 (grille des usages et spécifications).
- b) Il est permis plus d'un usage par bâtiment.

4.4.2 Conditions d'implantation

a) Marge de recul avant (minimale)

- 8 mètres
- La façade des résidences doit être parallèle à la rue. Pour un lot d'angle, la façade du bâtiment principal doit être parallèle à la ligne de rue ayant servi au calcul de la profondeur minimale exigée lors de l'émission du permis de lotissement.
- L'alignement des façades doit être respecté conformément à l'article 5.2 du présent règlement.

b) Marge de recul latérale (minimale)

- 2 mètres

La marge de recul latérale ne s'applique pas du côté des murs mitoyens.

c) Marge de recul arrière (minimale)

- 2 mètres

d) Hauteur maximale

- 2 étages excepté dans la zone M-10 où sont permis des édifices multifamiliaux de 3 étages.

e) La façade d'une résidence unifamiliale isolée doit avoir une dimension minimale de 7,31 mètres et une profondeur minimale de 6,1 mètres.

4.5 Zones institutionnelles / publiques (PU)

4.5.1 Usages permis

Voir annexe 1 (grille des usages et spécifications).

4.5.2 Conditions d'implantation

a) Marge de recul avant (minimale)

- 8 mètres

b) Marge de recul latérale (minimale)

- 2 mètres

c) Marge de recul arrière (minimale)

- 4,2 mètres

- d) Hauteur maximale
 - 2 étages

4.6 Zones industrielles (I)

4.6.1 Usages permis

- a) Voir annexe 1 (grille des usages et spécifications).
- b) Il est possible d'effectuer plus d'un usage par bâtiment

4.6.2 Conditions d'implantation

- a) Marge de recul avant (minimale)
 - 8 mètres
- b) Marge de recul latérale (minimale)
 - 2 mètres
- c) Marge de recul arrière (minimale)
 - 2 mètres
- d) Hauteur maximale
 - 2 étages

4.7 Zones agricoles (A)

4.7.1 Usages permis

- a) Dispositions générales
 - Voir annexe 1 (grille des usages et spécifications).

L'entreposage extérieur doit respecter les conditions et normes spécifiées à l'article 16.4.

- b) Bâtiment commercial, de services et industriel existant

Pour tous les bâtiments existants utilisés à des fins commerciales, de services ou industrielles antérieurement à l'entrée en vigueur du présent règlement, les dispositions suivantes s'appliquent :

- L'agrandissement ou l'extension de l'usage existant ou d'un nouvel usage est autorisé.
- Un nouvel usage est autorisé, tel qu'identifié à l'annexe 1.
- Les usages énumérés sous le terme « immeuble protégé » à l'article 2.8 du présent règlement sont interdits comme usage de remplacement.

c) Entreprises de nature agricole et agroalimentaire :

Les entreprises de nature agricole et agroalimentaire suivantes sont autorisées incluant leur fonction secondaire de vente : industries artisanales de nature agroalimentaire, abattoir, meunerie, station de compostage, marché d'animaux.

- d) À titre d'usage secondaire à un usage résidentiel ou à un établissement agricole, tels que les tables champêtres, gîtes du passant, gîtes à la ferme, couettes et cafés, sans toutefois pouvoir se transformer en auberge ou restaurant. Conformément aux dispositions du chapitre 7 sur les usages complémentaires à l'habitation, ces usages ne pourront être assimilés à des immeubles protégés, tels que décrits au chapitre 2.8 du présent règlement.
- e) Un abri sommaire (camp forestier) d'une superficie maximale de 20 mètres carrés. L'abri ne peut être implanté que dans un emplacement ayant une superficie sous couvert forestier d'au moins 10 hectares.
- f) Une activité agrotouristique dans les zones prévues à la grille des usages et des normes conformément aux dispositions de l'article 4.7.2 du règlement de zonage.

4.7.2 Conditions d'implantation

a) Marge de recul avant (minimale)

- 10 mètres

b) Marge de recul latérale (minimale)

- 2 mètres

c) Marge de recul arrière (minimale)

- 2 mètres

d) Hauteur maximale pour les résidences (étages)

- 2 étages

- e) En zone agricole, un bâtiment utilisé ou destiné à être utilisé à une fin autre qu'agricole ne doit pas être érigé ou agrandi du côté de l'unité d'élevage dont l'emplacement aurait l'effet le plus contraignant sur la capacité d'y accroître les activités agricoles s'il était tenu compte de l'emplacement ou de l'agrandissement de ce bâtiment dans l'application de normes de distance séparatrice. Toutefois, une municipalité ne peut refuser d'autoriser un permis de construction pour le seul motif que cette condition n'est pas respectée.

Lorsque, en application du premier alinéa, un point du périmètre d'un tel bâtiment ou de son agrandissement empiète sur l'espace qui, en vertu des normes de distance séparatrice, doit être laissé libre depuis toute unité d'élevage voisine, toute norme de distance séparatrice applicable lors de l'érection ou de l'agrandissement de ce bâtiment continue de s'appliquer à l'accroissement des activités agricoles de toute unité d'élevage voisine sans tenir compte de l'emplacement de ce bâtiment ou de son agrandissement.

- f) Toute construction ou agrandissement d'une installation agricole d'élevage de même que toute modification du type et du nombre d'unités animales à l'intérieur d'une installation d'élevage doit respecter des distances d'éloignement vis-à-vis certains immeubles non agricoles voisins. La méthode de calcul et les paramètres de distance d'éloignement sont présentés à l'annexe 2 du présent règlement.
- g) L'activité agrotouristique doit ne pas être réalisé ou agrandi du côté d'un installation d'élevage, d'une industrie ou d'un commerce, existant lors de la demande de permis ou d'autorisation, le plus rapproché dont l'emplacement aurait un impact sur les visiteurs de l'activité agrotouristique par les odeurs, les bruits et les poussières.
- h) L'activité agrotouristique doit être réalisé à plus de 300 mètres d'un réservoir de lisier, amas de fumier solide sur plate-forme, d'une installation d'élevage animale d'un abattoir, d'une meunerie, d'une scierie, d'un site d'épuration d'eaux usées, d'une carrière ou sablière ou autres activités commerciales ou industrielles générant des bruits, odeurs et poussières perceptibles du voisinage, existant lors de la demande de permis ou d'autorisation et appartenant à un propriétaire contigu.
- i) L'activité agrotouristique doit être réalisé à plus de 50 mètres d'un chemin de circulation privé appartenant à un propriétaire contigu qui peut générer des poussières, existant lors de la demande de permis ou d'autorisation.

4.8 Zones de villégiature (VIL)

4.8.1 Usages permis

- Voir annexe 1 (grille des usages et spécifications).

4.8.2 Conditions d'implantation

- a) Marge de recul avant (minimale)
 - 10 mètres
- b) Marge de recul latérale (minimale)
 - 2 mètres
- c) Marge de recul arrière (minimale)
 - 2 mètres
- d) Hauteur maximale
 - 2 étages

CHAPITRE 5 : USAGES PERMIS DANS LES COURS AVANT, LATÉRALES ET ARRIÈRE

5.1 Règle générale

Dans toutes les zones, le règlement prévoit un espace obligatoire devant être laissé libre de toute construction entre :

- la ligne de rue et le mur avant du bâtiment principal (cour avant);
- la ligne arrière du lot et le mur arrière du bâtiment principal (cour arrière);
- la ligne latérale du lot et le mur latéral du bâtiment principal (cour latérale).

5.2 Marge de recul avant dans les secteurs construits

Les présentes dispositions ne s'appliquent que dans les zones résidentielles (RA et RB) et mixtes (M).

a) Bâtiment implanté entre deux emplacements construits :

Lorsqu'un bâtiment est implanté sur un terrain vacant situé entre deux emplacements construits dont la marge de recul avant de chacun est inférieure à la marge prescrite dans la zone, la marge de recul avant minimum est celle du bâtiment adjacent situé le plus près de l'emprise de la voie publique; la marge de recul avant maximum est celle prescrite dans la zone.

Lorsque la marge de recul d'un (des) bâtiment(s) adjacent(s) est supérieure à la marge prescrite dans la zone, la marge de recul maximum est celle du (des) bâtiment(s) adjacent(s).

b) Bâtiment implanté entre deux emplacements dont un seul est construit :

Lorsqu'un bâtiment est implanté sur un lot adjacent à un emplacement déjà construit et dont la marge de recul est inférieure à la marge prescrite dans la zone, la marge de recul minimum est celle du bâtiment adjacent et la marge de recul maximum est celle prescrite dans la zone. Lorsque la marge de recul du bâtiment adjacent est supérieure à la marge prescrite dans la zone, la marge de recul minimum est la marge prescrite dans la zone, et la marge de recul maximum est celle du bâtiment adjacent.

5.3 Constructions et usages permis

5.3.1 Cours avant, latérales et arrière

Nonobstant la règle générale dans les cours avant, latérales et arrière, les constructions et usages suivants sont permis :

- a) les perrons, les balcons, les galeries et les avant-toits n'excédant pas 2 mètres de la marge de recul, sauf dans les cours latérales et arrière;
- b) les escaliers, marches ou porches fermés, pourvu que l'empiètement n'excède pas

1,5 mètre;

- c) les fenêtres en baie ou en saillie et les cheminées faisant corps avec le bâtiment, d'au plus 2,5 mètres de largeur et 60 centimètres d'empiétement;
- d) les trottoirs, les plantations, les allées piétonnières, les clôtures, les murs ou autres aménagements paysagers;
- e) les enseignes publicitaires et panneaux-réclames conformément aux dispositions du présent règlement;
- f) les espaces de stationnement conformément aux dispositions du présent règlement;
- g) la présentation pour fins de vente ou location de véhicules automobiles neufs ou usagés en état de fonctionnement conformément aux dispositions du présent règlement;
- h) la présentation pour fins de vente ou location de véhicules et instruments aratoires en état de fonctionnement;
- i) les rampes d'accès.

5.3.2 Cours latérales et arrière seulement

Dans les cours latérales et arrière sont également permis les constructions et usages suivants :

- a) les piscines excavées ou déposées sur le sol et les spas conformément aux dispositions du présent règlement ;
- b) les réservoirs d'huile à chauffage, les escaliers de secours et les réservoirs de gaz ;
- c) les gazebos et les pergolas à une distance minimale de 2 mètres des limites de propriété;
- d) Les gloriettes ;
- e) les antennes paraboliques et de communication conformément aux dispositions du présent règlement;
- f) les foyers extérieurs conformément aux dispositions du présent règlement;
- g) les thermopompes conformément aux dispositions du présent règlement;
- g) les bâtiments secondaires conformément aux dispositions du présent règlement ;
- h) l'entreposage, sauf là où il est spécifiquement interdit.

5.3.3 Cours des lots d'angle

Dans une cour avant d'un lot d'angle adjacente à une rue, les usages prévus à l'article 5.3.2 sont autorisés au côté du bâtiment principal à une distance égale ou supérieure à la marge de recul avant prescrite dans la zone.

5.4 Cas particuliers

Pour tous les usages et constructions mentionnés à l'article 5.3.1, lorsque la partie pavée d'une rue correspond à l'emprise totale de cette rue, une distance minimale de 2 mètres de la ligne de rue doit être laissée libre de toute construction.

5.5 Visibilité aux carrefours

Sur tout lot d'angle, un espace libre de forme triangulaire est obligatoire à l'endroit de l'intersection des lignes de rues, dans lequel toute construction, talus, aménagement ou objet de plus d'un mètre de hauteur est prohibé, de manière à assurer la visibilité nécessaire aux automobilistes pour des motifs de sécurité publique. Cette hauteur est mesurée par rapport au niveau de la rue à l'intersection des lignes de centre.

Deux des côtés de ce triangle sont formés par les lignes de rues qui forment le lot d'angle, ces côtés doivent mesurer 8 mètres, à partir du point d'intersection. Le troisième côté du triangle est une ligne droite réunissant les extrémités des deux autres côtés.

Lorsque la vitesse maximale affichée des 2 rues formant une intersection est de 30 km/h et moins, la distance à utiliser est de 4 mètres du point d'intersection des 2 lignes de rues.

5.6 Antenne parabolique et de communication

Les présentes dispositions s'appliquent à l'érection de toute antenne parabolique, de communication ainsi que les tours qui les supportent. Un certificat d'autorisation n'est toutefois pas obligatoire pour l'installation d'une antenne parabolique ou de télécommunication dont le diamètre est inférieur à 0,8 mètre.

Une antenne peut être posée aussi bien sur le sol que sur le toit du bâtiment principal ou d'un bâtiment complémentaire, en autant qu'elle respecte les dispositions suivantes :

- toute antenne doit être aménagée à au moins 1 mètre de toute limite d'emplacement;
- sur le toit d'un bâtiment principal, toute antenne doit être située dans la moitié arrière d'un toit plat, ou sur le versant donnant sur la cour arrière d'un toit à versants, sauf pour l'antenne parabolique ou de télécommunication d'un diamètre inférieur à 0,8 mètre qui peut être installée sur tout autre versant du toit;
- toute antenne installée au sol ou tour doit se situer dans une cour arrière ou latérale;
- toute antenne installée au sol doit être fixée sur une structure en béton.

Les présentes dispositions ne s'appliquent pas pour les antennes devant servir à une entreprise de communication ou de câblodistribution.

5.7 Foyers extérieurs

L'implantation de tout foyer extérieur non-intégré à la cheminée d'un bâtiment principal est régie par les normes suivantes :

- le foyer doit être aménagé dans une cour arrière ou une cour latérale;
- un espace minimal de 2 mètres doit être laissé libre entre le foyer et les lignes latérales ou arrière de l'emplacement sur lequel il est situé;
- un espace minimal de 5 mètres doit être laissé libre entre le foyer et tout bâtiment.

5.8 Thermopompes, appareils de chauffage et de climatisation

Les thermopompes, appareils de chauffage et de climatisation ne sont permis que dans les cours arrière ou latérales.

Toute thermopompe, appareil de chauffage et de climatisation, doit être située à un minimum de 2 mètres de toute ligne de lot.

Dans l'éventualité où le respect de cette disposition s'avère impossible, toute thermopompe, appareil de chauffage et de climatisation, devra être située à une distance minimale de 1,5 mètre de toute ligne de lot. De plus, un écran protecteur (clôture, muret, haie, etc.) devra être aménagé entre la thermopompe et la ligne de lot la plus rapprochée.

CHAPITRE 6 : ARCHITECTURE, SYMÉTRIE ET APPARENCE EXTÉRIEURE DES BÂTIMENTS

6.1 Délai de finition extérieure de tout bâtiment

La finition extérieure des murs de tout bâtiment doit être complétée au plus tard un an après l'occupation ou l'utilisation du bâtiment.

6.2 Types de bâtiments prohibés

- a) Les bâtiments de forme ou d'apparence semi-circulaire, préfabriqués ou non, généralement constitués d'un toit et de murs latéraux d'un seul tenant, sont prohibés sur l'ensemble du territoire, comme bâtiment principal et comme bâtiment secondaire dans les zones résidentielles RA et RB.
- b) L'emploi d'autobus ou autres véhicules désaffectés de même nature est prohibé.
- c) Les autobus, les camions, les remorques, les semi-remorques ou autres véhicules sont interdits comme bâtiment principal, accessoire et d'entreposage.

6.3 Obligation d'avoir façade sur une voie publique ou privée

Tout nouveau bâtiment principal situé à l'intérieur du périmètre d'urbanisation doit avoir façade sur une voie publique ou privée.

Sur l'ensemble du territoire de la municipalité, le ou les murs des bâtiments principaux donnant sur une voie publique doivent avoir un accès (porte) donnant sur cette voie et donnant accès au rez-de-chaussée du bâtiment principal.

6.4 Conteneur maritime

Il est interdit d'installer, d'entreposer ou utiliser comme matériau de construction un conteneur maritime sur les espaces vacants d'une propriété dans les zones résidentielles (RA-RB), villégiatures et publiques (VIL-P) et mixtes (M) n'ayant qu'un usage résidentiel sauf aux fins : Temporaire pour un chantier de construction, événement culturel, éducatif et commercial.

Dans les zones industrielles (I), agricoles (A) et mixtes (M) avec un usage autre que résidentiel, il est permis d'installer, d'entreposer ou utiliser comme matériau de construction un conteneur maritime seulement aux fins suivantes sur les espaces vacants d'une propriété : Industrielles, transports et logistiques

- Commerce de véhicules, de matériels roulants et pièces de véhicules
- Agricoles (y compris forestiers)
- Temporairement pour un chantier de construction, événement culturel, éducatif ou commercial.

CHAPITRE 7 : USAGES COMPLÉMENTAIRES À L'HABITATION

7.1 Les services associés à l'usage habitation

Une activité de services peut être permise sous certaines conditions à l'intérieur d'un bâtiment résidentiel unifamilial seulement.

Les services associés à l'usage habitation doivent se conformer aux dispositions suivantes :

- 1° Un maximum de deux services est permis par logement.
- 2° La superficie maximale prévue pour cet usage est de moins de 35% de la superficie totale du logement. Dans le cas où il y aurait plus d'un usage, la même superficie maximale s'applique à l'ensemble des usages et pour une superficie maximale n'excédant pas 35 m² pour l'ensemble de l'habitation de la superficie au sol du bâtiment résidentiel.
- 3° Pas plus de 2 employés, excluant les résidants de la maison, ne sont occupés (travaillent) à cette activité.
- 4° Aucun produit provenant de l'extérieur de l'habitation n'est offert ou vendu sur place, sauf les produits directement reliés à l'activité.
- 5° L'activité doit être exercée uniquement à l'intérieur du bâtiment principal.
- 6° « L'agrandissement du bâtiment principal excluant les bâtiments secondaires est autorisé une seule fois pour y loger un maximum de deux (2) activités de service ». Il ne peut toutefois y avoir une deuxième entrée électrique et/ou entrée de service d'aqueduc et d'égout distincte pour cet agrandissement. L'agrandissement ne peut excéder 35 m².
- 7° Aucune vitrine ou fenêtre de montre n'est permise.
- 8° Une case de stationnement supplémentaire doit être aménagée aux fins de cette activité.
- 9° L'activité ne doit créer ni fumée, poussière, odeurs, chaleur, vapeurs, gaz, éclats de lumière, vibration ou bruits de façon continue ou intermittente, plus intenses que ceux que l'on retrouve normalement dans les zones d'habitation.
- 10° Une seule enseigne est permise et celle-ci ne devra pas dépasser une superficie de 1 m².
- 11° Les activités pour un usage complémentaire à l'habitation doivent être exercées par au moins une personne résident dans l'habitation à plus de 75% du temps.
- 12° Il ne peut y avoir d'usage complémentaire dans un bâtiment secondaire à des fins résidentielle dans les zones RA, RB et A.
- 13° Malgré alinéa 2 : Dans les zones A, la superficie pour un usage complémentaire dans la zone agricole, est porté à 40% mais demeure sujet à la limite de 35 m² maximale.

7.2 Aménagement d'un logement accessoire intergénérationnel

7.2.1 Conditions d'aménagement

Le propriétaire occupant une résidence unifamiliale peut, après avoir obtenu un permis de construction, aménager un logement accessoire intergénérationnel pour y loger une personne ayant, ou ayant eu, un lien de parenté ou d'alliance avec l'occupant du bâtiment principal, sous réserve du respect de toutes les conditions suivantes :

1. Être situé dans un bâtiment principal.
2. Être situé dans une habitation unifamiliale.
3. Fournir une déclaration solennelle ou notariée établissant le lien de parenté entre les occupants du logement intergénérationnel et le propriétaire occupant;
4. La superficie du logement ne peut excéder 35 % de la superficie totale de plancher de la résidence;
5. Aucune modification à l'architecture de la façade n'est acceptée pour ce type de logement;
6. Une entrée individuelle est autorisée à la condition d'être aménagée sur la façade latérale ou arrière du bâtiment;
7. Un accès à l'intérieur est obligatoire entre les deux logements;
8. Un maximum de 2 chambres est autorisé;
9. Les services d'utilité publique doivent être communs (entrée électrique et compteur d'eau);
10. L'adresse civique doit être commune avec le logement principal;
11. Un (1) seul logement parental est autorisé par habitation.

7.2.2 Cessation d'utilisation

Si les habitants quittent le logement intergénérationnel, celui-ci devra servir au propriétaire demeurant dans la résidence ou par de nouveaux occupants, membres de la famille, répondant aux exigences énumérées ci-dessus ou être réaménagé de manière à être intégré au logement principal.

7.3 Gîte touristique

L'aménagement d'un gîte touristique est autorisé dans les zones RA, RB, M, VIL et A à l'intérieur d'un bâtiment résidentiel unifamilial sous le respect des conditions suivantes :

- Le nombre de chambres offertes en location n'excède pas 5;
- Le déjeuner est fourni qu'aux locataires de ces chambres;
- Une seule enseigne est permise et celle-ci ne devra pas dépasser une superficie de 1 m²;
- une case de stationnement supplémentaire doit être aménagée aux fins de cette activité.

7.4 Table champêtre

Les tables champêtres sont autorisées dans les zones agricoles (A) à titre d'usage secondaire à un usage résidentiel unifamilial ou à un établissement agricole, sous le respect des conditions suivantes :

- L'usage table champêtre doit s'exercer à l'intérieur de l'habitation;
- Seul le souper est offert à la clientèle;
- Aucune modification à l'apparence extérieure de l'habitation n'est autorisée;
- Doit être exercé par l'occupant principal de l'habitation seulement;
- Une seule enseigne est permise et celle-ci ne devra pas dépasser une superficie de 1 m²;
- Une case de stationnement supplémentaire doit être aménagée aux fins de cette activité.

7.5 Animaux de ferme et autres types d'élevage

Il est interdit dans toutes les zones autres qu'agricoles (A) de garder de façon temporaire ou permanente, des animaux de ferme ou d'élevage, de façon non limitative :

- Animaux d'élevage (porcs, ovins, bovins, volailles);
- Chevaux;
- Abeilles;
- Lapins;
- Animaux élevés pour la fourrure.

7.6 Piscines et spas

7.6.1 Localisation des piscines et des spas

Dans toutes les zones :

- a) Une piscine doit être localisée en cours latérale ou arrière ou dans une cour avant d'un lot d'angle adjacente à une rue au côté du bâtiment principal à une distance égale ou supérieure à la marge de recul avant prescrite seulement, à une distance minimale de 1,5 mètre d'une limite de propriété et à une distance minimale de 3 mètres de tout bâtiment principal avec sous-sol.
- b) Un spa doit être localisé en cours latérale ou arrière seulement, à une distance minimale de 1,5 mètre d'une limite de propriété.
- c) Une piscine ou un spa ne doit pas être située sous une ligne ou un fil électrique.
- d) Le système de filtration d'une piscine doit être installé à au moins 2 mètres des limites latérales et arrière de propriété et à au moins 1 mètre du rebord de la piscine à moins qu'il ne soit installé en dessous d'une promenade adjacente à la piscine.

7.6.2 Assujettissement d'une piscine creusée ou hors-terre acquises ou existante avant le 22 juillet 2010 à la réglementation provinciale.

Tout propriétaire d'un bâtiment résidentiel ou occupant d'un logement sur tout le territoire de la municipalité doit, s'il possède ou utilise une piscine creusée ou hors-terre dont la profondeur d'eau peut atteindre plus de 30cm acquise ou existante avant le 22 juillet 2010 se conformer aux dispositions des articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8

du règlement provincial sur la sécurité des piscines résidentielles (chapitre S.3.1.02 r.1) ainsi qu'à tout amendement ou remplacement de ce règlement sous peine de dispositions prévues à l'article 11 de ce même règlement.

7.6.3 Assujettissement d'une piscine démontable dont la hauteur peut atteindre plus de 30 cm de hauteur à la réglementation provinciale.

Tout propriétaire d'un bâtiment résidentiel ou occupant d'un logement sur tout le territoire de la municipalité doit, s'il possède ou utilise une piscine démontable dont la profondeur d'eau peut atteindre plus de 30 cm se conformer aux dispositions des articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 du règlement provincial sur la sécurité des piscines résidentielles (chapitre S 3.1.02 r.1)ainsi qu'à tout amendement ou remplacement de ce règlement sous peine de dispositions prévues à l'article 11 de ce même règlement.

7.6.4 Abrogé

7.6.5 Abrogé

À jour au 1^{er} juillet 2021

chapitre S-3.1.02, r. 1

Règlement sur la sécurité des piscines résidentielles

Loi sur la sécurité des piscines résidentielles

(chapitre S-3.1.02, a. 1).

SECTION I INTERPRÉTATION

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

- 1° « piscine » : un bassin artificiel extérieur, permanent ou temporaire, destiné à la baignade, dont la profondeur d'eau est de 60 cm ou plus et qui n'est pas visé par le Règlement sur la sécurité dans les bains publics (chapitre B-1.1, r. 11), à l'exclusion d'un bain à remous ou d'une cuve thermale lorsque leur capacité n'excède pas 2 000 litres;
- 2° « piscine creusée ou semi-creusée » : une piscine enfouie, en tout ou en partie, sous la surface du sol;
- 3° « piscine hors terre » : une piscine à paroi rigide installée de façon permanente sur la surface du sol;
- 4° « piscine démontable » : une piscine à paroi souple, gonflable ou non, prévue pour être installée de façon temporaire;
- 5° « installation » : une piscine et tout équipement, construction, système et accessoire destinés à en assurer le bon fonctionnement, à assurer la sécurité des personnes ou à donner ou empêcher l'accès à la piscine.

SECTION II

CONTRÔLE DE L'ACCÈS

2. Toute piscine creusée ou semi-creusée doit être pourvue d'une échelle ou d'un escalier permettant d'entrer dans l'eau et d'en sortir.

3. Sous réserve de l'article 6, toute piscine doit être entourée d'une enceinte de manière à en protéger l'accès.

4. Une enceinte doit :

1° empêcher le passage d'un objet sphérique de 10 cm de diamètre;

2° être d'une hauteur d'au moins 1,2 m;

3° être dépourvue de tout élément de fixation, saillie ou partie ajourée pouvant en faciliter l'escalade.

Lorsque l'enceinte est formée par une clôture à mailles de chaîne, les mailles doivent avoir une largeur maximale de 30 mm. Toutefois, si des lattes sont insérées dans les mailles, leur largeur peut être supérieure à 30 mm mais elles ne peuvent permettre le passage d'un objet sphérique de plus de 30 mm de diamètre.

Un mur formant une partie d'une enceinte ne doit être pourvu d'aucune ouverture permettant de pénétrer dans l'enceinte. Toutefois, un tel mur peut être pourvu d'une fenêtre si elle est située à une hauteur minimale de 3 m par rapport au sol du côté intérieur de l'enceinte, ou dans le cas contraire, si son ouverture maximale ne permet pas le passage d'un objet sphérique de plus de 10 cm de diamètre.

Une haie ou des arbustes ne peuvent constituer une enceinte.

5. Toute porte aménagée dans une enceinte doit avoir les caractéristiques prévues à l'article 4.

Toute porte visée au premier alinéa doit aussi être munie d'un dispositif de sécurité passif lui permettant de se refermer et de se verrouiller automatiquement. Ce dispositif peut être installé soit du côté intérieur de l'enceinte dans la partie supérieure de la porte, soit du côté extérieur de l'enceinte à une hauteur minimale de 1,5 m par rapport au sol.

6. Une piscine hors terre dont la hauteur de la paroi est d'au moins 1,2 m en tout point par rapport au sol ou une piscine démontable dont la hauteur de la paroi est de 1,4 m ou plus n'a pas à être entourée d'une enceinte lorsque l'accès à la piscine s'effectue de l'une ou l'autre des façons suivantes :

1° au moyen d'une échelle munie d'une portière de sécurité qui se referme et se verrouille automatiquement pour empêcher son utilisation par un enfant;

2° au moyen d'une échelle ou à partir d'une plateforme dont l'accès est protégé par une enceinte ayant les caractéristiques prévues aux articles 4 et 5;

3° à partir d'une terrasse rattachée à la résidence et aménagée de telle façon que sa partie ouvrant sur la piscine soit protégée par une enceinte ayant les caractéristiques prévues aux articles 4 et 5.

7. Afin d'empêcher un enfant de grimper pour accéder à la piscine, tout appareil lié à son fonctionnement doit être installé à plus d'un mètre de la paroi de la piscine ou, selon le cas, de l'enceinte.

Les conduits reliant l'appareil à la piscine doivent être souples et ne doivent pas être installés de façon à faciliter l'escalade de la paroi de la piscine ou, selon le cas, de l'enceinte.

Malgré le premier alinéa, peut être situé à moins d'un mètre de la piscine ou de l'enceinte tout appareil lorsqu'il est installé :

1° à l'intérieur d'une enceinte ayant les caractéristiques prévues aux articles 4 et 5;

2° sous une structure qui empêche l'accès à la piscine à partir de l'appareil et qui a les caractéristiques prévues aux paragraphes 2 et 3 du premier alinéa de l'article 4;

3° dans une remise.

Doit également être installé à plus d'un mètre de la paroi de la piscine ou, selon le cas, de l'enceinte, toute structure ou équipement fixe susceptible d'être utilisé pour grimper par-dessus la paroi ou l'enceinte. Cette distance minimale s'applique à une fenêtre située à moins de 3 m du sol, sauf si son ouverture maximale ne permet pas le passage d'un objet sphérique de plus de 10 cm de diamètre.

8. Toute installation destinée à donner ou empêcher l'accès à la piscine doit être maintenue en bon état de fonctionnement.

SECTION II.1

PLONGEOIR

8.1. Toute piscine munie d'un plongeur doit être installée conformément à la norme BNQ 9461-100 « Piscines résidentielles dotées d'un plongeur - Enveloppe d'eau minimale pour prévenir les blessures médullaires cervicales résultant d'un plongeur effectué à partir d'un plongeur » en vigueur au moment de l'installation.

SECTION III

PERMIS

9. Dans le but d'assurer le respect des normes édictées par le présent règlement, un permis délivré par la municipalité locale sur le territoire de laquelle seront effectués les travaux est nécessaire pour construire, installer ou remplacer une piscine, pour installer un plongeur ou pour ériger une construction donnant ou empêchant l'accès à une piscine.

La personne qui a obtenu un permis pour installer une piscine démontable n'est pas tenue de faire une nouvelle demande pour la réinstallation d'une piscine démontable au même endroit et dans les mêmes conditions.

Pendant la durée des travaux, la personne à qui est délivré le permis prévu au premier alinéa doit, s'il y a lieu, prévoir des mesures temporaires visant à contrôler l'accès à la piscine. Ces mesures tiennent lieu de celles prévues à la section II pourvu que les travaux soient complétés dans un délai raisonnable.

SECTION IV

APPLICATION

10. Le présent règlement s'applique à toute nouvelle installation installée à compter du 1er juillet 2021.

Toutefois, le deuxième alinéa de l'article 4, le quatrième alinéa de l'article 7 et l'article 8.1 ne s'appliquent pas à une nouvelle installation acquise avant cette date, pourvu qu'une telle installation soit installée au plus tard le 30 septembre 2021.

Il s'applique aussi à toute installation existant avant le 1er juillet 2021, à l'exception du deuxième alinéa de l'article 4, du quatrième alinéa de l'article 7 et de l'article 8.1. Une telle installation existant avant le 1er novembre 2010 doit être conforme aux dispositions applicables du présent règlement au plus tard le 1er juillet 2023.

La réinstallation, sur le même terrain, d'une piscine visée au deuxième alinéa n'a pas pour effet de rendre applicables le deuxième alinéa de l'article 4, le quatrième alinéa de l'article 7 et

l'article 8.1 à l'installation comprenant cette piscine. Toutefois, lorsqu'une telle piscine est remplacée, l'installation existante doit alors être rendue conforme à ces dispositions.

SECTION V DISPOSITIONS PÉNALES

11. Le propriétaire de piscine qui contrevient à une disposition du présent règlement est passible d'une amende d'au moins 500 \$ et d'au plus 700 \$. Ces montants sont respectivement portés à 700 \$ et 1 000 \$ en cas de récidive.

SECTION VI DISPOSITION FINALE

12. *(Omis).*

www.quebec.ca/piscinesresidentielles

7.7 Logement accessoire pour travailleur agricole

Conditions à remplir :

7.7.1 Le propriétaire d'une entreprise agricole ou acéricole peut, après avoir obtenu un permis de construction, aménager un seul logement accessoire pour y loger une ou des personne (s) comme travailleur agricole sous réserves de remplir toutes les conditions suivantes :

1. Être situé dans un bâtiment principal ou accessoire agricole existant ou projeté;
2. Fournir une déclaration à l'effet que le ou les occupant (s) du logement est ou sont un ou des travailleur (s) agricole (s) à temps plein; Aucune autre personne que le ou les travailleur (s) peut (vent) habiter dans un logement accessoire pour travailleur agricole;
3. L'adresse civique est la même que celle de l'entreprise agricole;
4. Des espaces de stationnement doivent être disponibles pour les travailleurs agricoles;
5. Ne pas utiliser le logement à d'autres fins résidentielles ou commerciales que celle prévu au présent article.
6. Ne pas être situé à moins de 30mètres d'un bâtiment d'élevage d'animaux;
7. Le logement doit être séparé, par un mur mitoyen coupe-feu, de tout bâtiment où sont entreposé des matières hautement inflammables ou matières dangereuses.

7.7.2 Cessation d'utilisation

Si l'entreprise agricole cesse d'employer un ou des travailleur (s) agricole (s) de façon définitive, le logement ne pourra servir à d'autres fins que des fins agricoles.

CHAPITRE 8 : DISPOSITIONS RELATIVES AUX MAISONS MOBILES, MINIMAISONS ET MICROMAISONS

8.1 Maisons mobiles

8.1.1 Abrogé

8.1.2 Ceinture de vide technique

Si elle n'est pas installée sur des fondations de béton, la maison mobile, minimaison ou micromaison devra être munie d'une ceinture de vide technique, au plus tard 4 mois après son installation. Cette cloison, qui va du plancher de la maison mobile, minimaison, micromaison ou uni modulaire jusqu'au sol, n'aura pas plus de 1,2 m de hauteur, devra être construite de matériaux permanents s'harmonisant avec ceux de la maison.

8.2 Conteneurs maritimes

8.2.1 Dans les zones industrielles

1. Le conteneur doit être implanté en cours latérales et arrière à une distance minimale de 2 mètres de toute ligne de propriété. La hauteur du conteneur maritime et de son assise ne doit pas excéder trois (3) mètres;
2. Tout conteneur maritime doit être propre, peinturé uniformément d'une couleur et exempt de rouille, de publicité et de lettrage;
3. Tout conteneur maritime doit être exempt de fils aériens de branchement
4. La superposition de conteneurs et l'entreposage sur le toit d'un conteneur maritime n'est pas autorisé;
5. Un maximum de trois (3) conteneurs est autorisé par unité d'évaluation; Il est possible d'avoir un nombre supérieur par unité d'évaluation mais leur superficie totale ne peut excéder 5% de la superficie du terrain de l'unité d'évaluation;
6. Le conteneur doit être implanté au sol sur une plate-forme stable conçue avec des matériaux tels que du gravier, des pierres concassées, du béton, du pavé, de l'asphalte, etc.;
7. Le conteneur doit être disposé sur une assise stable et compacte et ne peut être surélevé du sol de plus de 30 centimètres (1 pied).;
8. Si le conteneur est destiné à être un matériau d'un bâtiment principal, les conditions d'implantation sont celles de la zone où il est installé et les conditions précédentes énumérés sont adaptées selon le plan signé par l'ingénieur prévu au règlement de construction en vigueur de la municipalité.

8.2.2 Dans les zones agricoles (A)

1. Le conteneur doit être implanté en cours latérales et arrière à une distance minimale de 2 mètres de toute ligne de propriété. La hauteur du conteneur maritime et de son assise ne doit pas excéder trois (3) mètres;
2. Tout conteneur maritime doit être propre, peinturé uniformément d'une couleur et exempt de rouille, de publicité et de lettrage;
3. Tout conteneur maritime doit être exempt de fils aériens de branchement sauf pour une utilisation comme station pompage qui est autorisé;

4. La superposition de conteneurs et l'entreposage sur le toit d'un conteneur maritime n'est pas autorisé;
5. Un maximum de trois (3) conteneurs est autorisé par unité d'évaluation. Il est possible d'avoir un nombre supérieur par unité d'évaluation mais leur superficie totale ne peut excéder 5% de la superficie du terrain de l'unité d'évaluation;
6. Le conteneur doit être implanté au sol sur une plate-forme stable conçue avec des matériaux tels que du gravier, des pierres concassées, du béton, du pavé, de l'asphalte, etc.;
7. Le conteneur doit être disposé sur une assise stable et compacte et ne peut être surélevé du sol de plus de 30 centimètres (1 pied).;
8. Si le conteneur est destiné à être un matériau d'un bâtiment principal, les conditions d'implantation sont celles de la zone où il est installé et les conditions précédentes énumérés
9. sont adaptées selon le plan signé par l'ingénieur prévu au règlement de construction en vigueur de la municipalité.

8.2.3 Dans les zones mixtes(M)

1. Tout conteneur maritime peut être implanté dans les zones mixtes à condition que l'usage de l'immeuble ne soit pas à des fins résidentielles sans quoi il est prohibé tel que prévu à l'article 6.4;
2. Le conteneur doit être implanté en cours latérales et arrière à une distance minimale de 2 mètres de toute ligne de propriété. La hauteur du conteneur maritime et de son assise ne doit pas excéder trois (3) mètres;
3. Tout conteneur maritime doit être propre, peinturé uniformément d'une couleur et exempt de rouille, de publicité et de lettrage;
4. Tout conteneur maritime doit être exempt de fil aérien de branchement
5. La superposition de conteneurs et l'entreposage sur le toit d'un conteneur maritime n'est pas autorisé;
6. Un maximum de trois (3) conteneurs est autorisé par unité évaluation ;
7. Le conteneur doit être implanté au sol sur une plate-forme stable conçue avec des matériaux tels que du gravier, des pierres concassées, du béton, du pavé, de l'asphalte, etc.;
8. Le conteneur doit être disposé sur une assise stable et compacte et ne peut être surélevé du sol de plus de 30 centimètres (1 pied);
9. Si le conteneur est destiné à être un matériau d'un bâtiment principal, les conditions d'implantation sont celles de la zone où il est installé et les conditions précédentes énumérés sont adaptées selon le plan signé par l'ingénieur prévu au règlement de construction en vigueur de la municipalité.

CHAPITRE 9 : NORMES RELATIVES AUX BÂTIMENTS SECONDAIRES

9.1 Règle générale

Aux fins du présent règlement, les bâtiments secondaires comprennent les remises, les hangars et les garages privés. (Détachés du bâtiment principal)

Dans tous les cas, il doit y avoir un bâtiment principal sur le lot pour pouvoir implanter un bâtiment secondaire.

9.2 Implantation des bâtiments secondaires dans toutes les zones

a) Lot intérieur :

Résidentiel

Les bâtiments secondaires ne peuvent être implantés que dans les cours arrière et latérales à une distance minimale de 60 cm des limites de propriété à condition de ne pas avoir d'ouverture, porte et/ou fenêtre. Si le bâtiment a une telle ouverture, l'implantation devra se faire à une distance de 1.5 mètre des limites de propriété.

b) Lot d'angle :

Résidentiel

Les bâtiments secondaires ne peuvent être implantés que dans les cours arrière et latérales à une distance minimale de 60 cm des limites de propriété et dans la cour avant adjacente au côté du bâtiment principal à une distance égale ou supérieure à la marge de recul avant prescrite dans la zone à condition de ne pas avoir d'ouverture, porte et/ou fenêtre. Si le bâtiment a une telle ouverture, l'implantation devra se faire à une distance de 1.5 mètre des limites de propriété.

c) Bâtiments secondaires à un usage agricole, commercial, de service, industriel ou public :

Dans les cas d'usage agricole, commercial, de service, industriel ou public les bâtiments secondaires des usages précités doivent se conformer aux normes d'implantation prévalant pour le bâtiment principal dans le secteur concerné.

d) Bâtiment secondaire pour bâtiment jumelé

Dans le cas de bâtiment jumelé, un bâtiment secondaire peut être implanté sur la ligne du terrain séparant les deux bâtiments reliés par des murs mitoyens, à la condition que celui-ci soit jumelé à un autre bâtiment situé sur le terrain voisin correspondant et en autant qu'un mur mitoyen divise ledit bâtiment en deux parties d'apparence extérieure identique de par sa forme et ses matériaux de finition. Ce bâtiment doit également être implanté conformément au paragraphe a), b) ou c) de l'article 9.2. Les permis de construction pour ces bâtiments secondaires doivent être émis simultanément.

9.3 Dimensions des bâtiments secondaires aux usages résidentiels dans les zones résidentielles (RA et RB), mixtes (M) et de villégiature (VIL)

La superficie allouée ne devra pas excéder 10% de la superficie du terrain avec un maximum de trois (3) bâtiments secondaires sans excéder 170 mètres carrés au total.

9.4 Sous-sol d'un garage

Le sous-sol d'un garage ne peut être aménagé en pièces habitables.

CHAPITRE 10 : NORMES RELATIVES AUX USAGES TEMPORAIRES

10.1 Constructions et usages temporaires

Les constructions doivent conserver en tout temps leur caractère temporaire, à défaut de quoi elles doivent être considérées comme des constructions permanentes à la fin de la période pour laquelle ils sont autorisés ou à l'expiration du certificat d'autorisation lorsqu'un tel certificat est requis et en infraction au présent règlement.

Dans toutes les zones, les constructions et usages suivants peuvent être temporaires au sens du présent règlement :

- 1° Les abris d'hiver; du 15 octobre au 1^{er} mai;
- 2° Les clôtures à neige; du 15 octobre au 1^{er} mai;
- 3° Les bâtiments et les roulottes préfabriqués utilisés sur les chantiers de construction, notamment pour la vente ou la location immobilière selon la durée du permis de construction;
- 4° Les cirques, expositions et événements sportifs ; pour une période de 2 semaines;
- 5° Les cafés-terrasses et les bars-terrasses ; du 1^{er} mai au 15 octobre;
- 6° L'implantation de roulottes ou de véhicules récréatifs motorisés pour une période n'excédant pas 3 mois par période de 12 mois;
- 7° Les comptoirs de vente à l'extérieur d'un bâtiment ; pour une période de 2 semaines par période de 12 mois. En aucun cas, la quantité de marchandise offerte à l'extérieur du bâtiment ne doit excéder 25 % du volume de marchandise offert à l'intérieur;
- 8° Les marchés aux puces, l'exposition et la vente de produits d'artisanat et les ventes de garage; pour une période de 2 semaines par 12 mois;
- 9° L'exposition ou la vente de fruits, de légumes, de fleurs, d'arbres, d'arbustes provenant de la propriété même des produits du jardin du propriétaire pour la période des produits correspondant à la saison;
- 10° La vente de bois n'est permise que dans les zones agricoles, commerciales, industrielles ou mixtes.
- 11° La vente par une personne n'étant pas inscrite à titre de propriétaire au rôle d'évaluation de la municipalité de produits ou services à partir d'un véhicule immatriculé ou non ou à partir d'un local ou sur un terrain de façon temporaire pour une période n'excédant pas 14 jours, consécutifs ou non, par période de 12 mois non réalisée dans le cadre d'activité prévue à l'article 10.7. Ce type de vente n'est permis que dans les zones agricoles (A), mixtes (M), industrielles (I) et publiques (P). Est assimilé à une personne n'étant pas inscrite au rôle d'évaluation de la municipalité toute personne qui tient des activités de vente de produits ou services à un endroit dont il n'est pas propriétaire.

10.2 Abris d'hiver pour automobile

Les abris d'hiver temporaires doivent répondre aux conditions d'implantation suivantes:

- 1° Ils doivent être localisés sur le même emplacement que le bâtiment principal qu'ils desservent;
- 2° L'abri d'hiver doit être érigé sur l'aire de stationnement ou sur une voie d'accès à une telle aire;
- 3° L'abri d'hiver ne doit pas être érigé en front de tout mur d'un bâtiment principal donnant sur une rue. Un abri d'hiver peut toutefois être érigé en front d'un garage privé attenant ou d'un abri d'auto;
- 4° L'abri d'hiver doit être situé à une distance minimale de 2 m de l'emprise de la rue et d'une borne-fontaine. Dans les zones agricoles, la distance minimale entre l'abri et l'emprise de la voie de circulation est de 7 m;
- 5° Un abri d'hiver doit être revêtu de façon uniforme de toile ou de panneaux de bois peints, l'usage de polyéthylène ou autres matériaux similaires étant prohibé;
- 6° Un abri d'hiver doit respecter les dispositions relatives au triangle de visibilité;
- 7° Un abri d'hiver ne doit pas excéder une hauteur de 4 m.

10.3 Café-terrasse

L'implantation temporaire d'un café-terrasse ou d'un bar-terrasse devra répondre aux conditions suivantes :

- 1° La superficie de plancher doit être inférieure à la superficie de plancher de l'usage principal;
- 2° Les toits, auvents, marquises de toile amovibles sont autorisés à condition qu'ils soient de matériaux incombustibles et/ou ignifuges;
- 3° Aucune préparation de repas n'est autorisée à l'extérieur du bâtiment principal;
- 4° Le nombre de cases de stationnement ne doit pas être diminué pour aménager un café-terrasse ou un bar-terrasse, sauf si le nombre actuel excède le nombre exigé par le présent règlement.

10.4 Roulottes ou véhicules de loisirs motorisés

10.4.1 Implantation

L'implantation d'une roulotte ou d'un véhicule de loisirs motorisé est interdit sur tout le territoire de la municipalité, sauf à titre d'abri forestier dans les zones identifiées à l'annexe 1.

Malgré ce qui précède, la présence d'une roulotte ou d'un véhicule de loisirs motorisé pourra être autorisée temporairement sur un emplacement, sous le respect des conditions suivantes :

1. Être implanté temporairement pour une période n'excédant pas 3 mois par période de 12 mois, sans possibilité d'extension ou de renouvellement;
2. Reposer sur des roues et doit être transportable à tout moment durant la période accordée;
3. Être localisé dans l'aire constructible du terrain.

De plus, l'implantation de bâtiments secondaires tels que les remises, patios ou galeries est interdite.

10.4.2 Remisage de roulottes ou de véhicules de loisirs motorisés

Le remisage de roulottes et de véhicules de loisirs motorisés n'est autorisé que dans les cours arrière et latérales déjà utilisées par un bâtiment principal. La roulotte ou le véhicule ainsi remisé ne doit pas servir d'habitation.

10.5 Bâtiments et roulottes desservant un (des) immeuble(s) en cours de construction

Les bâtiments et les roulottes préfabriqués desservant un ou des immeuble(s) en cours de construction, notamment ceux utilisés pour la vente ou la location immobilière, sont autorisés dans toutes les zones, pourvu qu'ils satisfassent aux conditions suivantes :

- 1° Ils doivent être localisés sur le terrain même où est réalisé le projet;
- 2° Ils reposent sur des roues ou sur tout support amovible;
- 3° Ils doivent être peints ou teints;
- 4° 1 seul bâtiment ou roulotte utilisé pour la vente ou la location immobilière peut être implanté sur un terrain dont le développement est mené par un même promoteur;
- 5° Ils doivent être enlevés dans les 30 jours suivant la fin des travaux;
- 6° L'enseigne indiquant la raison sociale et l'objet des travaux devra être enlevée dans les 30 jours suivant la fin des travaux.

10.6 Vente extérieure de fruits, de légumes, de fleurs, d'arbres et d'arbustes

Dans les zones agricoles (A) et mixtes (M), les kiosques ou comptoirs peuvent être érigés afin de vendre ces produits, pourvu qu'ils satisfassent aux conditions suivantes :

- 1° Ils doivent être implantés de sorte que les normes relatives au stationnement hors rue soient respectées;
- 2° Ils ne doivent pas nuire à la circulation des véhicules sur la rue;
- 3° Ils peuvent être localisés dans la cour avant, à la condition d'être situés à au moins 3 m de l'emprise de la rue;
- 4° Ils peuvent être localisés dans les cours latérales ou arrière, à la condition d'être situés à au moins 3 m des lignes latérales ou arrière du terrain;

- 5° Ils doivent être démontables ou transportables;
- 6° Ils doivent être peints ou teints lorsqu'ils sont recouverts de bois;
- 7° Ils peuvent être protégés des intempéries par des auvents de toile ou autres matériaux similaires, supportés par des poteaux;
- 8° Ils doivent respecter les dispositions relatives au triangle de visibilité.

10.6.1 Vente de produits ou services par une personne n'étant pas inscrite à titre de propriétaire au rôle d'évaluation de la municipalité à partir d'un véhicule immatriculé ou non ou à partir d'un local ou sur un terrain de façon temporaire pour une période n'excédant pas 14 jours, consécutifs ou non, par période de 12 mois.

Dans les zones agricoles (A), mixtes (M), industrielles (I) ou publiques (P), la vente de produits ou services de façon temporaire est autorisée dans la mesure où les conditions suivantes sont respectées :

1. Ils doivent être exploités de sorte que les normes relatives au stationnement du présent règlement soient respectées;
2. Ils ne doivent pas nuire à la circulation de véhicules ou de piétons sur la voie publique;
3. Ils peuvent être localisés dans la cour avant à condition d'être situé à au moins 3 mètres de l'emprise de la rue;
4. Ils peuvent être localisés dans les cours latérales ou arrières à la condition d'être situés à au moins 3 mètres des limites latérales et arrières du terrain;
5. Ils doivent respecter les dispositions relatives au triangle de visibilité;
6. Ils ne peuvent être exploités que de 7h00 à 22h00;
7. Un enseigne temporaire c'est-à-dire le temps de l'usage temporaire est autorisé par commerçant. Elle doit respecter les normes prévues à l'article 15-5 du règlement de zonage. Aucun panneau réclame n'est autorisé pour un usage temporaire.

10.7 Cirques, expositions, événements sportifs et autres usages comparables

Les cirques, les expositions, les installations sportives, communautaires, culturelles et autres usages temporaires comparables sont autorisés dans les zones publiques (PU) et mixtes (M) et devront faire l'objet d'une autorisation de la part de la municipalité.

10.8 Activité ne requérant pas de certificat d'autorisation

Malgré l'article 5.1 du Règlement sur les permis et certificats no. 332-08, les activités tenues à l'occasion d'un événement privé (ex. : fête familiale) et restreint à des invités et non accessible au public en général et les cantines mobiles desservant les travailleurs d'un lieu de travail sur place de façon régulière tout au long de l'année ne sont pas assujettis à l'obtention d'un certificat d'autorisation de la municipalité.

10.9 Conteneur maritime

Les conteneurs maritimes sont autorisés comme usages temporaires dans toutes les zones pour une période n'excédant pas 6 mois par période de 36 mois et peuvent être situés dans toutes les cours (avant, latérale et arrière) à 2 mètres des lignes de propriétés ou d'emprise et ne pas être situés dans le triangle de visibilité prévu à l'article 5.5.

CHAPITRE 11 : STATIONNEMENT HORS-RUE

11.1 Règle générale

Dans toutes les zones, un permis de construction ne peut être délivré à moins que n'aient été prévues des cases de stationnement hors-rue selon les dispositions du présent chapitre.

Cette exigence s'applique tant aux travaux de modification ou d'agrandissement d'un usage qu'aux travaux de construction d'un bâtiment neuf. Dans le cas d'un agrandissement, seul l'agrandissement est soumis aux présentes normes.

Dans le cas où 2 normes sont indiquées, la plus restrictive s'applique.

11.2 Permanence des espaces de stationnement

Les exigences de cette réglementation du stationnement ont un caractère obligatoire continu durant toute la durée de l'occupation d'un bâtiment ou d'un terrain.

Dans le cas d'un agrandissement, le propriétaire est tenu de rajuster le nombre d'emplacements selon les prescriptions minimales.

11.3 Nombre de cases requises

Le nombre minimal de cases de stationnement exigé selon les usages est indiqué dans la liste ci-dessous ; lorsqu'un usage n'est pas mentionné, le nombre de cases minimal obligatoire est déterminé par l'inspecteur en bâtiment en tenant compte des exigences du présent article pour un usage comparable.

Usages / Nombre de cases par unité

11.3.1 Résidentiel

- | | | |
|----|--|--|
| a) | Habitation unifamiliale isolée, jumelée ou bifamiliale : | 1 case par logement. |
| b) | Habitation multifamiliale : | 1,3 case par logement. |
| c) | Habitation en commun : | 1 case par logement sauf résidence pour personnes âgées : 1 case pour 2 logements. |

11.3.2 Commerces

- | | | |
|----|--|--|
| a) | Hôtel, motel : | 1 case par chambre plus 1 case par 2 employés. |
| b) | Restaurant, brasserie, bar, club de nuit et autres établissements pour boire et manger : | 1 case par 4 sièges ou 1 case par 10 mètres ² de plancher. |
| c) | Établissements récréatifs (billard, curling, quilles, tennis, etc.) : | 2 cases par unité de jeux. |
| d) | Lieux d'assemblées (incluant club privé, salle de congrès, salle d'exposition, stade, gymnase, centre communautaire, aréna, piste de course, cirque, salle de danse, et autres établissements similaires d'assemblées publiques) : | 1 case par 10 sièges ou 1 case pour chaque 10 mètres ² de plancher pouvant servir à des rassemblements, mais ne contenant pas de sièges fixes. |
| e) | Institution financière : | 1 case par 30 mètres ² de plancher. |
| f) | Bureaux d'affaires, de services professionnels, personnels, de services gouvernementaux et autres bureaux analogues, salons funéraires : | 1 case par 40 mètres ² de plancher. |
| g) | Bureaux d'entreprises ne recevant pas de clients sur place : | 1 case par 60 mètres ² de plancher. |
| h) | Clinique de santé et cabinet de consultation : | 5 cases par bureau de praticien. |
| i) | Magasin d'alimentation, vente au détail : | 1 case par 50 mètres ² de plancher. |
| j) | Magasin de meubles et d'appareils ménagers : | 1 case par 50 mètres ² de plancher. |
| k) | Automobile et machinerie lourde (vente de) : | 1 case par 100 mètres ² de plancher ou 1 case par 5 employés, l'exigence la plus forte s'applique; ces cases ne doivent pas servir au stationnement des véhicules destinés à la montre ou la vente. |

- l) Établissement de vente au détail non mentionné ailleurs :
- moins de 500 mètres² de plancher : 1 case par 30 mètres²
- plus de 500 mètres² de plancher : 10 cases plus 1 case par 50 mètres² au-delà de 500 mètres².
- m) Établissement de vente en gros, terminus de transport, entrepôt, cours d'entrepreneurs, cour à bois et autres usages similaires :
- 1 case par employé ou 1 case par 100 mètres² de plancher, l'exigence la plus forte s'applique plus tout l'espace nécessaire pour garer les véhicules et l'équipement de l'entreprise.

11.3.3 Industries **1 case par 1,5 employé ou 1 case par 56 mètres² de plancher, l'exigence la plus forte s'applique.**

11.3.4 Institutions

- a) Bibliothèque, musée, église : 1 case par 40 mètres² de plancher.

11.3.5 Agricoles

- a) Activité agrotouristique : 1 case par 2 sièges ou 1 case par 2 visiteurs.

11.4 Localisation des cases de stationnement

11.4.1 Usage résidentiel unifamilial, bifamilial, multifamilial et d'une habitation en commun

- Dans le cas des résidences de type unifamiliale isolée, jumelée et bifamiliale le stationnement est permis dans la cour avant.
- Dans le cas d'un bâtiment multifamilial et d'une habitation en commun, le stationnement doit être localisé en cour avant, latérale ou arrière.

11.4.2 Autres types d'usages

- Le stationnement est permis dans les cours avant, latérales et arrière.
- Dans le cas d'un usage commercial ou de service, les cases de stationnement peuvent être localisées sur un terrain situé à moins de cinquante (50) mètres de l'usage desservi.
- Dans le cas d'une activité agrotouristique, les cases de stationnements peuvent être localisé sur un terrain situé à moins de (100) mètres de l'usage desservi.

Les cases de stationnement doivent être localisées dans la même zone que l'usage desservi ou dans une zone permettant ce type d'usage.

11.5 Stationnement commun

Dans le cas des usages commerciaux, de services, publics ou industriels, l'aménagement d'un espace commun de stationnement pour desservir plus d'un usage peut être autorisé.

Le nombre total d'emplacements ne peut être inférieur à 80 % du total des emplacements requis pour chaque usage.

11.6 Dimensions des cases de stationnement et des allées

- a) Chaque case de stationnement doit avoir les dimensions minimales suivantes :
- Longueur : 6,0 mètres;
 - Largeur : 2,6 mètres.
- b) La largeur minimum d'une allée de circulation ainsi que la largeur minimum d'une rangée de cases de stationnement et de l'allée de circulation qui y donne accès devront, suivant l'angle de stationnement, avoir les dimensions suivantes :

Angle de stationnement	Largeur d'une allée de circulation	Largeur totale d'une rangée de cases et de l'allée de circulation
0°	3,0 m	5,6 m
30°	3,0 m	7,0 m
45°	3,5 m	8,0 m
60°	5,5 m	11,0 m
90°	6,0 m	12,0 m

11.7 Aménagement des cases de stationnement

- Tous les espaces de stationnement doivent être pavés ou autrement recouverts de manière à éliminer tout soulèvement de poussière et qu'il ne puisse s'y former de boue ou de transport de terre ou de sable sur le chemin public.
- Un espace de stationnement commercial, de services ou industriel doit être entouré d'une bordure de béton, d'asphalte ou de bois équarri d'au moins 15 cm de hauteur et être situé à au moins 1 mètre des limites de propriété ou 2 mètres de l'emprise de la voie publique.

11.7.1 Stationnement pour personnes à mobilité réduite

Dans le cas des usages publics, agrotouristiques , commerciaux ou de service qui sont munis d'un espace de stationnement comptant 20 cases ou plus, des cases de stationnement doivent être identifiées et réservées exclusivement à mobilité réduite. Leur nombre minimal est établi comme suit :

- 1° Pour un espace de 25 à 100 cases : 1 place réservée;
- 2° Pour un espace de 101 à 200 cases : 2 places réservées;
- 3° Pour plus de 200 cases : au moins 1% des espaces réservés.

Ces cases devront :

- 1° Avoir au moins 2,4 m de largeur et une allée latérale d'accès d'au moins 1,5 m de largeur sur un côté (une allée latérale d'accès peut desservir plus d'une case);
- 2° Être localisées le plus près possible de l'entrée principale de l'usage;
- 3° Avoir une surface ferme, antidérapante et de niveau en asphalte, béton ou en gravier compacté;
- 4° Être clairement identifiées comme réservées aux personnes ayant une incapacité physique et être identifiées par un panneau installé à au moins 1 500 mm du sol et portant le pictogramme international d'accessibilité et la mention « Avec permis ».

11.8 Accès à la voie publique ou privée

11.8.1 Entrée résidentielle

Deux entrées résidentielles sont permises par propriété.

La largeur maximale d'une entrée résidentielle est de huit (8) mètres.

Lorsqu'il y a deux entrées résidentielles sur la même propriété, la largeur maximale de chaque entrée est de six (6) mètres.

La distance minimale entre chaque entrée est de 8 mètres.

11.8.2 Entrée industrielle, commerciale ou publique

La largeur maximale d'une entrée industrielle est de treize (13) mètres. La largeur d'une entrée commerciale ou donnant accès à un usage public est de onze (11) mètres.

Le nombre d'accès sur la voie publique est d'un maximum de deux (2) et la distance minimale entre chaque accès est de 12 mètres.

11.8.3 Entrée pour entreprise agricole ou forestière

La largeur maximale permise pour une entrée principale pour entreprise agricole et d'une entreprise agrotouristique est de quinze (15) mètres.

Deux entrées principales sont permises par propriété.

L'allée d'accès à l'activité doit avoir une largeur de circulation de 6 mètres.

11.8.4 Intersection de rues

Aucune entrée ne peut être localisée à moins de douze (12) mètres d'une intersection de rues, et ce, mesuré à partir de l'intersection de l'emprise desdites rues dans les zones où la vitesse maximale affichée en vigueur est de plus de 50 km/h pour 1 ou 2 rues.

Dans les zones où la vitesse maximale affichée est de plus de 30 km/h jusqu'à 50 km/h pour 1 ou 2 rues aucune entrée ne peut être situé à moins de 8 mètres d'une intersection de rues mesuré à partir de l'intersection des emprises des dites rues.

Dans les zones où la vitesse maximale affichée est de 30 km/h ou moins pour les 2 rues, aucune entrée ne peut être située à moins de 4 mètres d'une intersection de rue mesuré à partir de l'intersection des emprises des dites rues".

CHAPITRE 12 : AIRES DE CHARGEMENT ET DE DÉCHARGEMENT

12.1 Règle générale

Dans toutes les zones, toute construction et toute partie de construction nouvelle dont l'usage a changé et devant servir à des fins commerciales ou industrielles doit être pourvue sur le même emplacement, d'un espace pour le chargement et le déchargement de marchandise. Cet espace doit être utilisé uniquement à ces fins.

12.2 Localisation

Les espaces de chargement / déchargement et les tabliers de manœuvres doivent être situés dans les cours latérales et/ou arrières du bâtiment.

L'aire de manœuvre doit être suffisamment grande pour que les véhicules puissent y accéder et en ressortir en marche avant et changer de direction sans pour cela emprunter la voie publique.

12.3 Nombre d'unités

Une unité hors-rue de chargement / déchargement est nécessaire par bâtiment industriel ou commercial.

CHAPITRE 13 : AMÉNAGEMENTS PAYSAGERS

13.1 Aménagement des espaces libres

- a) Les parties de terrains ne servant pas ou ne devant pas servir à des aménagements pavés, gravelés ou construits, y compris l'espace libre situé à l'intérieur de l'emprise de la rue en bordure du terrain, devront être gazonnées et/ou faire l'objet d'un aménagement paysager, dans toute sa superficie dans un délai de 18 mois après l'occupation du bâtiment principal.

13.2 Murs de soutènement

- a) Un mur de soutènement mitoyen est autorisé après entente écrite entre les propriétaires concernés laquelle précise les modalités concernant les frais d'installation et d'entretien.
- b) Pour l'édification d'un mur de soutènement, seuls sont autorisés les matériaux suivants :
- bois équarri;
 - pierre, brique;
 - bloc remblai imbriquable aux dimensions maximales horizontales de 1,0 m et verticale de 30 cm.
 - bloc de remblais, inter-blocs de béton ou mur de béton coulé sans dimension prescrite dans les zones agricoles (A), industrielles (I) et mixtes (M).

Pour des fins de stabilisation de la rive en bordure d'un cours d'eau, sont également permis les perrés, gabions et le mur de béton coulé conformément aux dispositions du chapitre 18 sur la protection des rives et du littoral.

13.3 Haies, arbres, clôtures et murs de soutènement

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux clôtures pour fins agricoles et sylvicoles.

Les lots peuvent être entourés d'une haie ou d'une clôture en bois ou en métal. Les clôtures en bois doivent être ajourées. Les murets en maçonnerie sont également autorisés.

Tout mur, clôture ou mur de soutènement doit être situé à une distance d'au moins 1 mètre de l'emprise de rue. Tout arbre, haie, clôture, mur que l'on désire mitoyen doit faire l'objet d'une entente écrite entre les propriétaires concernés. L'entente doit spécifier les modalités concernant les frais d'installation et d'entretien. S'il n'y a pas d'entente l'arbre, la haie, la clôture ou mur doit être localisé à l'intérieur des limites de propriété. Celui qui réalise les travaux à l'intérieur des limites de sa propriété doit tenir compte de la croissance des arbres ou de la haie et l'entretien de façon à ne pas empiéter sur la propriété voisine.

Les clôtures de fil barbelé sont permises uniquement à des fins agricoles et dans les zones industrielles au sommet des clôtures de plus de 2 mètres, et à la condition que les piquets soutenant les fils barbelés soient orientés vers l'intérieur de la propriété.

13.4 Hauteur des haies, clôtures et murs

a) Zones résidentielles :

- Haie : 1,2 mètre de hauteur dans la cour avant jusqu'à l'alignement avec la façade du bâtiment.
- Dans le cas d'un lot d'angle, une haie de 3 mètres est autorisée dans la cour avant ne donnant pas sur la façade principale du bâtiment.
- Clôture : 1,2 mètre de hauteur dans la cour avant jusqu'à l'alignement avec la façade du bâtiment. 2 mètres de hauteur dans les cours latérales et arrière. (6.5 pieds)
- Dans le cas d'un lot d'angle, une clôture de 2 mètres est autorisée dans la cour avant ne donnant pas sur la façade principale du bâtiment.

(voir croquis pour les marges de recul à l'article 2.8 du présent règlement.)

- Murs de soutènement : 1,0 mètre de hauteur dans la cour avant jusqu'à l'alignement avec la façade du bâtiment. 2 mètres de hauteur dans les cours latérales et arrière.
- Dans le cas d'un lot d'angle, un mur d'une hauteur de 2 mètres est autorisé dans la cour avant ne donnant pas sur la façade principale du bâtiment.
- Si la topographie du terrain nécessite la construction de plus d'un mur de soutènement afin de respecter les hauteurs permises, ces murs peuvent être érigés pour autant que la distance entre ces derniers ne soit pas inférieure à 1,2 mètre calculée horizontalement entre le centre du sommet du mur et le centre de la première pièce de l'autre mur dégagé du sol.
- Dans tous les cas où plus d'un mur de soutènement sont construits, le dernier mur de soutènement peut être prolongé sous la forme d'un talus si la pente de ce talus est inférieure à 40 % sur toute sa longueur.
- En tout temps, les dispositions de l'article 5.5 sur la visibilité aux carrefours doivent être respectées.

b) Zones industrielles, publiques, mixtes et récréatives :

- Les haies dans les cours avant doivent avoir une hauteur maximale de 1,2 mètre.
- Dans le cas d'un lot d'angle, une haie de 3 mètres est autorisée dans la cour avant ne donnant pas sur la façade principale du bâtiment.
- Une clôture d'une hauteur maximale de 1,5 mètre dans la cour avant jusqu'à l'alignement avec la façade du bâtiment.
- Dans le cas d'un lot d'angle, une clôture de 2,4 mètres est autorisée dans la cour avant ne donnant pas sur la façade principale du bâtiment. (8 pieds)

(voir croquis pour les marges de recul à l'article 2.8 du présent règlement.)

- Les clôtures dans les cours latérales et arrière doivent avoir une hauteur maximale de 2,4 mètres.
- Murs de soutènement : 2,0 mètres de hauteur dans la cour avant, latérale et arrière.
- Si la topographie du terrain nécessite la construction de plus d'un mur de soutènement afin de respecter les hauteurs permises, ces murs peuvent être érigés pour autant que la distance entre ces derniers ne soit pas inférieure à 1,2 mètre calculée horizontalement entre le centre du sommet du mur et le centre de la première pièce de l'autre mur dégagé du sol.
- Dans tous les cas où plus d'un mur de soutènement sont construits, le dernier mur de soutènement peut être prolongé sous la forme d'un talus si la pente de ce talus est inférieure à 40 % sur toute sa longueur.
- En tout temps, les dispositions de l'article 5.5 sur la visibilité aux carrefours doivent être respectées.

c) Zones agricoles :

Pour tout usage résidentiel les dispositions de l'article 13.4 a) s'appliquent. Pour tous les usages commerciaux, agrotouristiques et industriels, les dispositions de l'article 13.4 b) s'appliquent.

13.5 Travaux de remblai et de déblai

Toute demande en vue d'ériger un bâtiment principal sur un terrain dont l'épaisseur du remblai est de 3 mètres ou plus doit être accompagnée d'une étude technique réalisée par un ingénieur démontrant la stabilité du terrain et la capacité d'y ériger en toute sécurité la construction ou l'ouvrage projeté.

CHAPITRE 14 : PLANTATION, PRÉSERVATION, PROTECTION ET ABATTAGE D'ARBRES

14.1 Dispositions relatives à l'abattage, à la plantation, à la conservation et à la préservation des arbres sur l'ensemble du territoire municipal

14.1.1 Abattage d'arbres

Dans les zones publiques, à l'exception des travaux de déboisement et de reboisement réalisés en vertu des articles 14.2 et suivants tout abattage d'arbre de plus de 10 cm de diamètre mesuré à 30 cm du sol, doit au préalable, obtenir une autorisation de la municipalité à cet effet.

L'abattage d'arbres est autorisé uniquement dans les cas suivants :

- Arbres pouvant causer ou susceptibles de causer des dommages à la propriété publique ou privée.
- Déboisement pour procéder à l'ouverture, l'entretien et/ou l'élargissement des rues publiques, privées ou des servitudes d'utilité publique.
- La coupe d'arbres morts, dépérissants ou endommagés à la suite d'une épidémie d'insectes, de maladies, de chablis.
- Travaux nécessaires à l'implantation d'un bâtiment et de ses usages secondaires ou autre ouvrage.

14.1.2 Plantation d'arbres

Sur l'ensemble du territoire municipal un minimum de (1) arbre par terrain doit être planté pour tout nouveau bâtiment principal d'usage résidentiel, commercial, industriel ou public à moins qu'il n'existe déjà sur le terrain un arbre sain répondant à cette exigence.

L'essence plantée doit donner un arbre qui, à maturité, est haut d'au moins 6 mètres. Toute plantation doit être complétée dans un délai de 2 ans suivant le début de l'occupation du bâtiment principal. L'arbre doit être vivant 12 mois après sa plantation à défaut de quoi son remplacement est requis.

14.1.3 Distances d'éloignement

Sur tout le territoire municipal, les arbres doivent être plantés aux distances minimales suivantes :

- 4 mètres de tous poteaux portant des fils électriques;
- 2 mètres des tuyaux de drainage des bâtiments;
- 3 mètres de tout câble électrique;
- 2 mètres de l'emprise de la rue.

De plus, les arbres suivants doivent être plantés à au moins 6 mètres d'un bâtiment principal, d'une installation septique, de l'emprise d'une rue et de l'emplacement des services publics souterrains, à savoir :

- peupliers :
 - . faux trembles (*populus tremuloïdes*)
 - . à grandes dents (*populus grandidentata*)
 - . deltoïdes (*populus deltoïdes*)
 - . baumiers (*populus balsamifera*)
 - . lombardie (*populus nigra fastigiata*)
- les saules (toute espèce)
- l'érable argenté (*acer saccharinum*)
- l'orme américain (*ulmus americana*)

14.1.4 Conservation du couvert forestier sur les terrains boisés

Dans le cas des constructions résidentielles, pour les terrains complètement ou partiellement boisés, l'obligation est de conserver au moins 25 % du couvert forestier existant.

Dans le cas des constructions multifamiliales, l'obligation est de conserver au moins 15 % du couvert forestier existant.

14.2 Déboisement et reboisement sur le territoire rural municipal

14.2.1 Territoire visé

Les présentes dispositions s'appliquent à l'ensemble des zones agricoles (A) du territoire municipal.

14.2.2 Cartes de références

Les cartes d'inventaire forestier publiées en 2009, à l'échelle 1 : 20 000, portant le titre « Inventaire écoforestier, quatrième décennal, gouvernement du Québec, ministère des Ressources naturelles, Direction générale des forêts, Direction de l'aménagement de la forêt, Service de l'inventaire forestier » et portant les numéros 21-L-11-SE, 21-L-6-NE et 21-L-10-SO et jointes au règlement à l'annexe 5. En cas de non-concordance entre les données de la carte d'inventaire forestier et la réalité du terrain, la carte peut être remplacée par un rapport préparé et signé par un ingénieur forestier agréé par la MRC.

14.2.3 Travaux sylvicoles qui ne nécessitent pas de certificat d'autorisation

Les travaux suivants ne nécessitent pas de certificat d'autorisation :

- a) Le déboisement qui vise à prélever au plus deux (2) hectares d'un seul tenant par période de dix (10) ans.
À l'intérieur des espaces séparant les aires de coupe, l'abattage d'au plus quarante pour cent (40%) des tiges marchandes, uniformément réparties, incluant le déboisement requis pour la construction de chemins forestiers, est permis par période de dix (10) ans.

- b) L'abattage de moins de quarante pour cent (40%) des tiges marchandes uniformément réparties par période de dix (10) ans.
- c) Le déboisement qui vise le dégagement de l'emprise pour l'ouverture ou à l'entretien des voies de circulation publiques ou privées, de chemins de ferme ou de chemins forestiers, à l'extérieur des bandes boisées latérales et arrière, laquelle emprise ne pourra excéder une largeur de vingt (20) mètres.
- d) À l'intérieur des bandes boisées latérales et arrière et en bordure d'un chemin public :
 - L'abattage d'arbres qui vise à prélever moins de quarante pour cent (40%) des tiges marchandes, uniformément réparties, par période de dix (10) ans.
 À l'intérieur des bandes boisées latérales et arrière :
 - Le déboisement requis pour l'aménagement d'un fossé de ligne ou de drainage incluant son emprise et d'un chemin d'accès. La largeur respective de chacun des aménagements ne doit pas excéder six (6) mètres.
- e) L'abattage d'arbres pouvant causer des nuisances ou des dommages à la propriété publique ou privée.
- f) La récolte des arbres de plantations normalement cultivés à courte révolution pour la production d'arbres ornementaux, d'arbres de Noël et de biomasse énergétique.
- g) Les travaux de déboisement nécessaires à l'implantation, à la construction et à l'entretien d'une infrastructure d'utilité publique.
- h) Les travaux de déboisement nécessaires à l'exploitation d'une carrière ou d'une sablière. Le déboisement doit se faire graduellement au fur et à mesure de l'exploitation normale de la carrière ou de la sablière.

14.2.4 Travaux sylvicoles qui nécessitent un certificat d'autorisation

Les travaux suivants nécessitent un certificat d'autorisation

14.2.4.1 Travaux sylvicoles

- a) Le déboisement sur une superficie de plus de deux (2) hectares d'un seul tenant par propriété foncière.
- b) Le déboisement couvrant plus de trente pour cent (30%) de la superficie de la propriété foncière par période de dix (10) ans.
- c) Le déboisement à l'intérieur des limites latérales et arrière justifié par le dépôt d'une prescription sylvicole.

14.2.4.2 Déboisement à des fins de mise en culture du sol

Le déboisement, peu importe la superficie, est autorisé moyennant le respect des conditions suivantes :

- a) La superficie à déboiser ne doit pas être requise par l'augmentation du nombre d'unités animales.
- b) L'espace à déboiser doit être localisé à l'intérieur des zones agricoles du plan de zonage municipal.
- c) Le déboisement ne peut être réalisé dans une érablière.

14.2.4.3 Implantation d'un bâtiment

Le déboisement nécessaire à l'implantation d'un bâtiment et de ses usages secondaires est permis moyennant le respect des conditions suivantes :

- a) Dans le cas d'un bâtiment résidentiel, la superficie maximale est de mille (1 000) mètres carrés;
- b) Pour tous les autres types de bâtiment, la superficie maximale correspond à la somme des superficies suivantes :
 - La superficie au sol des bâtiments principaux et accessoires;
 - Les aires de stationnement, d'entreposage et de circulation, s'il y a lieu;
 - La superficie nécessaire à l'installation sanitaire.

14.2.5 Zones boisées à conserver

Des zones boisées doivent être conservées dans tous les cas suivants :

14.2.5.1 Chemins publics

Une bande boisée de vingt (20) mètres de largeur doit être conservée en bordure d'un chemin public, et ce, parallèlement à l'emprise du chemin public. La largeur de la bande boisée est calculée à partir de la limite avant.

Dans le cas de travaux sylvicoles tels que décrits aux articles 14.2.4.1 et 14.2.4.2, le déboisement est autorisé dans la bande si la densité de la régénération ou celle du terrain adjacent est suffisante et uniformément répartie.

Dans le cas de mise en culture du sol, le déboisement est autorisé. Une demande de certificat d'autorisation doit être déposée et accompagnée d'un projet d'aménagement d'une haie brise-vent préparé par un agronome ou un ingénieur forestier, adapté au secteur faisant l'objet du déboisement, et d'un engagement à réaliser cet ouvrage dans l'année qui suit le prélèvement.

14.2.5.2 Propriété voisines

14.2.5.2.1 Limites latérales

Une bande boisée d'une largeur minimale de dix (10) mètres doit être conservée le long des limites latérales des propriétés adjacentes à un boisé, et ce, parallèlement aux limites de propriété. La bande boisée est portée à vingt-cinq (25) mètres lorsqu'est requis l'aménagement d'un fossé et d'un chemin d'accès.

14.2.5.2.2 Limites arrières

Une bande boisée de cent (100) mètres doit être conservée le long de la limite arrière, et ce, parallèlement à la limite de propriété. Cette mesure ne s'applique qu'à l'intérieur des zones agricoles du territoire municipal.

14.2.5.3 Érablières

À l'intérieur d'une érablière, l'abattage d'arbres visant à prélever au plus trente pour cent (30%) des tiges marchandes, uniformément réparties, incluant les chemins de débardage, est autorisé par période de 10 ans.

14.2.6 Reboisement

À l'intérieur des zones agricoles, tous les travaux de reboisement sur une superficie de plus de 4 hectares, d'une terre utilisée à des fins de cultures du sol, annuellement ou périodiquement au cours des dix dernières années, doivent faire l'objet de l'émission d'un certificat d'autorisation par la municipalité.

Ces travaux seront autorisés en autant que la demande de certificat d'autorisation est accompagnée d'un avis d'un agronome signifiant que la superficie à reboiser ne possède plus les qualités requises pour y pratiquer la culture du sol.

CHAPITRE 15 : AFFICHAGE PUBLICITAIRE

15.1 Objet de la réglementation

La présente réglementation s'applique à toutes les enseignes et panneaux-réclame à l'exception de ceux énumérés à l'article 15.2.

15.2 Affichage autorisé sans certificat d'autorisation

15.2.1 Affichage autorisé dans toutes les zones sans certificat d'autorisation

Les enseignes et panneaux-réclame suivants sont autorisés dans toutes les zones sans qu'il soit nécessaire d'obtenir un certificat d'autorisation de la municipalité, ni de respecter les règles générales d'implantation décrites aux articles 15.5 et suivants :

- a) Les enseignes émanant de l'autorité publique provinciale, fédérale et scolaire.
- b) Les affiches électorales d'un candidat ou d'un parti politique au cours d'une élection fédérale, provinciale, municipale ou scolaire.
- c) Les affiches sur papier, tissu ou autre matériel, installées temporairement à l'occasion d'un carnaval, d'une exposition, d'une manifestation publique, patriotique ou d'une campagne de souscription publique et ne servant pas à d'autres fins. Ces derniers doivent être enlevés dans les dix (10) jours suivant l'événement.
- d) Les drapeaux ou emblèmes d'un organisme religieux, politique, civique, philanthropique ou éducationnel.
- e) Les inscriptions historiques ou les plaques commémoratives.
- f) Les inscriptions gravées dans la pierre ou autres matériaux de construction du bâtiment, apposées sur un bâtiment.
- g) Les enseignes non lumineuses de superficie maximale de 0,4 m² posées à plat sur les bâtiments annonçant la mise en location de logements, de chambres ou de parties de bâtiment, ne concernant que les bâtiments où elles sont posées et à raison d'une seule enseigne dans chaque cas.
- h) Les enseignes posées sur un terrain annonçant la mise en location ou la vente de l'immeuble où elles sont posées, pourvu qu'elles n'aient pas plus d'un 1 m².
- i) Une enseigne d'identification personnelle apposée contre le mur d'un bâtiment et n'indiquant que le nom, l'adresse, la profession ou le métier de l'occupant, pourvu qu'elle n'ait pas plus de 0,2 m² et qu'elle ne soit pas lumineuse.
- j) Les enseignes émanant de l'autorité publique municipale.
- k) Les tableaux affichant les heures des offices et les activités religieuses, placés sur le terrain des édifices destinés au culte, pourvu qu'ils n'aient pas plus de 1 m².

- l) Les affiches et enseignes placées sur les chantiers de construction pendant la durée des travaux.
- m) Les enseignes non lumineuses de superficie maximale de 1,2 m² à une hauteur hors toute maximale de 1,8 m posées sur un terrain ou un bâtiment, annonçant la mise en location ou en vente du terrain ou du bâtiment où elles sont posées et à raison d'une seule enseigne dans chaque cas.
- n) Les enseignes et panneaux-réclame destinés à des fins d'identification d'une exploitation agricole, d'une activité agrotouristique et pour la vente d'un produit agricole saisonnier. La superficie maximale de l'enseigne ne doit pas dépasser 3 m² et être localisée à au moins 4 m de l'emprise de rue.

15.3 Affichage prohibé

- a) Les enseignes lumineuses sur lesquelles l'intensité de la lumière artificielle et la couleur ne sont pas maintenues constantes.
- b) L'emploi de véhicules désaffectés comme support publicitaire.
- c) Toutes les enseignes et panneaux-réclame qui tendent à imiter ou de même nature que les dispositifs avertisseurs lumineux communément employés sur les voitures de police, les ambulances, les voitures de pompiers et la protection civile.

15.4 Enseignes et panneaux-réclame mobiles

Dans les zones où ils sont autorisés, les enseignes et panneaux-réclame mobiles sont permis pour une durée maximale continue de 3 mois. De plus, une enseigne ou un panneau-réclame mobile ne pourra être à nouveau implanté(e) sur ce terrain avant qu'une période minimale de 12 mois ne se soit écoulée, depuis l'obtention du permis d'affichage à cet effet.

15.5 Règles d'implantation

15.5.1 Localisation des enseignes

- a) À l'intérieur des zones mixtes (M), industrielles (I) et publiques (PU), toute enseigne et toute partie de celle-ci y compris la projection au sol, doit être distante d'au moins 1 mètre de toute ligne de rue et à 1 mètre de la ligne latérale de lot.
- b) À l'intérieur d'une zone résidentielle (RA et RB) et de villégiature (VIL), seules les enseignes apposées sur le bâtiment principal sont autorisées. Si une enseigne a pour but de vendre plusieurs terrains ou bâtiments, une seule enseigne peut être érigée sur les terrains faisant l'objet de la vente.

- c) En bordure de toute rue et route, aucune enseigne ne peut être posée sur un véhicule ou une remorque (exception faite pour les enseignes mobiles temporaires), peinte ou posée sur un arbre, sur un toit, une galerie, un balcon, un escalier de secours, une clôture. Ces dispositions s'appliquent aussi aux conteneurs maritimes, sauf lorsqu'ils sont utilisés comme suit :

De façon temporaire à titre d'affichage mobile et seulement à des fins culturelles, éducatives ou commerciales

15.5.2 Localisation des panneaux-réclame

- a) À l'intérieur du périmètre urbain, les panneaux-réclame sont uniquement autorisés dans les zones Mixtes (M), à une distance minimale de 1,0 mètre de l'emprise de la rue.
- b) À l'extérieur du périmètre urbain, les panneaux-réclame sont uniquement autorisés dans les zones agricoles (A), à une distance minimale de 15 mètres de l'emprise de la route.
- c) En bordure de toute route ou rue, aucun panneau-réclame ne peut être posé sur un véhicule, un conteneur maritime ou une remorque, peint ou posé sur un bâtiment, un arbre, une clôture.

15.5.3 Hauteur des enseignes et des panneaux-réclame

La hauteur d'une enseigne ou d'un panneau-réclame se mesure verticalement du point le plus haut de l'enseigne ou du panneau-réclame jusqu'au niveau naturel du sol à l'endroit de son implantation.

- a) À l'intérieur d'une zone résidentielle (RA et RB) ou de villégiature (VIL), la hauteur maximale d'une enseigne est celle du plafond du rez-de-chaussée.
- b) À l'intérieur d'une zone mixte (M), industrielle (I), publique (PU), et agricole (A), la hauteur maximale est de 8 mètres.
- c) Tout enseigne ou panneau-réclame de plus de 0,6 m² sur poteaux doit être dégagé du sol d'au moins 2,5 mètres, à moins d'être localisé à plus de 5 mètres de l'emprise de la voie publique.

15.5.4 Superficie des enseignes et des panneaux-réclame

La superficie d'une enseigne ou d'un panneau-réclame correspond à l'aire ou surface délimitée par une ligne continue, réelle ou imaginaire, entourant les limites extrêmes d'une enseigne, y compris toute surface servant à dégager cette enseigne d'un arrière-plan, mais à l'exclusion des supports, attaches ou montants.

- a) À l'intérieur d'une zone résidentielle (RA et RB) ou de villégiature (VIL), la superficie maximale d'une enseigne est de 1 m².

- b) La superficie maximale d'une enseigne détachée ou posée perpendiculairement à la façade d'un édifice se calcule en fonction de la distance de l'emprise de la voie publique et du frontage du terrain, en utilisant cette formule :

$$(1 \text{ mètre} + \frac{\text{distance de l'emprise} - 1 \text{ mètre}}{2}) \times \frac{\text{largeur du front de terrain}}{10}$$

La distance de l'emprise est calculée à partir de la partie de l'enseigne ou du panneau-réclame situé le plus près de l'emprise.

En aucun cas, la superficie d'une enseigne ou d'un panneau-réclame ne pourra dépasser 12 m².

CHAPITRE 16 : ENTREPOSAGE EXTÉRIEUR

16.1 Règle générale

16.2 Zones résidentielles (RA et RB) et de villégiature (VIL)

- a) Aucun entreposage extérieur n'est autorisé sur un terrain vacant.
- b) L'entreposage extérieur n'est autorisé que dans les cours arrière et latérales ne donnant pas sur une rue, à une distance minimale de 60 cm des limites de propriété.
- c) Seuls sont autorisés l'entreposage de bois de chauffage cordé et le remisage de véhicules moteurs de promenade immatriculés pour l'année courante et en état de fonctionnement.

16.3 Zones mixtes (M) et industrielles (I)

- a) Terrains vacants :

Aucun entreposage extérieur n'est autorisé sur un terrain vacant situé dans une zone mixte.

- b) Cours avant :

Seuls sont permis la présentation aux fins de vente de véhicules en état de fonctionnement et, pour une période n'excédant pas 60 jours par année, l'entreposage de produits agricoles et/ou horticoles.

L'entreposage dans la cour avant n'est autorisé qu'à plus de 2 m de l'emprise de la voie publique.

- b) Cours latérales et arrière :

L'aire d'entreposage doit être localisée à une distance minimale de 1 mètre des limites de propriété et entourée d'une clôture, d'une hauteur minimale de 1,8 mètre et maximale de 2,4 mètres.

Lorsque l'aire d'entreposage est adjacente à une zone ou un usage résidentiel, la clôture doit être pleine (non ajourée) ou doublée d'une haie, du côté de l'usage résidentiel.

Une haie ou une rangée d'arbres doit être plantée entre la clôture et la rue, si aucun bâtiment ne sépare le site d'entreposage de la rue.

16.4 Zones agricoles (A)

- a) L'entreposage extérieur est autorisé dans toutes les cours à une distance minimale de 10 mètres d'un chemin public ou privé et à 1 mètre d'une limite latérale ou arrière de propriété.

- b) Seuls sont autorisés les produits et équipements liés à l'usage principal du terrain ou du bâtiment, le bois de chauffage, le remisage de véhicules moteurs de promenade immatriculés pour l'année courante et en état de fonctionnement.
- c) Sur un terrain vacant, seuls sont autorisés l'entreposage de bois de chauffage et l'entreposage de produits agricoles et de machinerie agricole en état de fonctionnement.

CHAPITRE 17 : STATION-SERVICE ET POSTE D'ESSENCE

17.1 Conditions d'implantation des stations-service et des postes d'essence dans les zones où ils sont autorisés

- a) Chacune des marges de recul latérales et arrières doit avoir un minimum de 4,5 mètres.
- b) La marge de recul avant minimale du bâtiment principal est de 12 mètres.
- c) La hauteur maximale est de 1 étage.
- d) La largeur des côtés adjacents à une rue ou à des rues est d'un minimum de 45 mètres sur la façade principale et de 30 mètres sur la profondeur.

17.2 Usage de la cour avant

Les pompes, un îlot de service, les poteaux d'éclairage et les enseignes sont autorisés dans la cour avant.

Il doit être laissé un espace d'au moins 6 mètres entre l'îlot des pompes et la ligne de rue. Ces pompes peuvent être recouvertes d'un toit relié au bâtiment principal.

17.3 Locaux pour entretien

Toute station-service dispensant des services de graissage, de réparation et de nettoyage ou de lavage des automobiles, doit être pourvue d'un local fermé pour ces diverses opérations, lesquelles doivent être faites à l'intérieur de ce local.

17.4 Réservoirs d'essence

L'essence doit être emmagasinée dans des réservoirs souterrains, lesquels ne doivent pas être situés en dessous d'un bâtiment.

17.5 Usages prohibés

Le bâtiment d'une station-service ne peut servir à des fins résidentielles ou industrielles.

17.6 Accès au terrain

- a) Il ne peut y avoir plus de 2 accès sur chaque limite du lot donnant sur une rue.
- b) La largeur maximale de chaque accès est de 8,0 mètres et la distance entre chaque accès ne doit pas être inférieure à 6 mètres.
- c) Aucun accès n'est permis à moins de 12 mètres de l'intersection de 2 rues et à moins de 3 mètres d'une propriété voisine.

17.7 Revêtement autorisé

Les postes d'essence et les stations-service doivent avoir des murs extérieurs de brique, de pierre, de béton ou autre matériel incombustible. La toiture doit être à l'épreuve du feu.

17.8 Enseignes

Les enseignes doivent être distantes d'au moins 4,5 mètres des limites d'une zone d'habitation ou d'un terrain à usage résidentiel.

17.9 Aménagement des espaces libres

- a) Sur le côté du lot donnant sur une rue, le propriétaire doit aménager une bande de gazon d'une largeur minimale de 1,5 mètre.
- b) Toutes les superficies non utilisées doivent être gazonnées.

17.10 Toilettes

Tout poste d'essence ou station-service doit comprendre une toilette à l'usage du public.

17.11 Stationnement

- a) Le propriétaire doit aménager tous les espaces de stationnement requis pour les véhicules de service, les véhicules en réparation, et ceux des employés.
- b) Toute la superficie carrossable doit être pavée ou bétonnée.

CHAPITRE 18 : PROTECTION DES RIVES ET DU LITTORAL

18.1 Règle générale

Toutes les constructions, tous les ouvrages et tous les travaux qui sont susceptibles de détruire ou de modifier la couverture végétale des rives ou de porter le sol à nu, ou d'en affecter la stabilité, qui empiètent sur le littoral, à l'exception des constructions, ouvrages et travaux relatifs aux activités d'aménagement forestier dont la réalisation est assujettie à la Loi sur les forêts et à ses règlements d'application doivent, au préalable, obtenir un permis de construction ou un certificat d'autorisation de la municipalité.

Tous les cours d'eau à débit régulier ou intermittent sont visés par les présentes normes; seuls en sont exclus les fossés.

18.2 Normes relatives aux rives

Dans la rive, seuls sont autorisés les constructions, les ouvrages et les travaux suivants :

- a) La construction ou l'agrandissement d'un bâtiment principal répondant à toutes les conditions suivantes :
 - Les dimensions du lot ou du terrain ne permettent plus la construction ou l'agrandissement de ce bâtiment principal à la suite de la création de la bande de protection riveraine et il ne peut raisonnablement être réalisé ailleurs sur le terrain.
 - Le lot ou le terrain n'est pas situé dans une zone à forts risques d'érosion ou de glissements de terrain identifiée au schéma d'aménagement.
 - Une bande minimale de protection de cinq mètres devra être conservée et maintenue à l'état naturel.
 - Le lotissement doit avoir été réalisé avant le 21 juin 1983.

- b) La construction ou l'érection d'un bâtiment secondaire ou accessoire de type garage, remise, cabanon ou une piscine sur la partie d'une rive qui n'est pas à l'état naturel et aux conditions suivantes :
 - Les dimensions du lot ou du terrain ne permettent plus la construction ou l'érection de ce bâtiment secondaire ou accessoire, à la suite de la création de la bande riveraine.
 - Une bande minimale de protection de cinq mètres doit être conservée et maintenue à l'état naturel.
 - Le bâtiment secondaire ou accessoire doit reposer sur le terrain sans excavation ni remblayage.
 - Le lotissement doit avoir été réalisé avant le 21 juin 1983.

- c) Les ouvrages et travaux forestiers suivants :
- Les activités d'aménagement forestier dont la réalisation est assujettie à la Loi sur les forêts et à ses règlements d'application.
 - La coupe d'assainissement.
 - La récolte d'arbres de 50 % des tiges de dix centimètres et plus de diamètre, à la condition de préserver un couvert forestier d'au moins 50 % dans les boisés privés utilisés à des fins d'exploitation forestière ou agricole.
 - La coupe nécessaire à l'implantation d'une construction ou d'un ouvrage autorisé.
 - La coupe nécessaire à l'aménagement d'une ouverture de cinq mètres de largeur donnant accès au plan d'eau, lorsque la pente de la rive est inférieure à 30 %.
 - L'élagage et l'émondage nécessaires à l'aménagement d'une fenêtre de cinq mètres de largeur, lorsque la pente de la rive est supérieure à 30 %, ainsi qu'un sentier ou un escalier qui donne accès au plan d'eau.
 - Les semis et la plantation d'espèces végétales, d'arbres ou d'arbustes et les travaux visant à rétablir un couvert végétal permanent et durable.
 - Les divers modes de récolte de la végétation herbacée lorsque la pente de la rive est inférieure à 30 % et uniquement sur le haut du talus lorsque la pente est supérieure à 30 %.
- d) La culture du sol à des fins d'exploitation agricole; dans la partie de la rive qui n'est pas boisée. En l'absence de boisé, une bande minimale de trois mètres de rive devra être conservée. De plus, s'il y a un talus et que le haut de celui-ci se situe à une distance inférieure à trois mètres à partir de la ligne des hautes eaux, la largeur de la rive doit inclure un minimum d'un mètre sur le haut du talus.
- e) Les ouvrages et travaux suivants :
- L'installation de clôtures.
 - L'implantation ou la réalisation d'exutoires de réseaux de drainage souterrain ou de surface et les stations de pompage.
 - L'aménagement de traverses de cours d'eau relatif aux passages à gué, aux ponceaux, passerelles et ponts ainsi que les chemins y donnant accès.
 - Les équipements nécessaires à l'aquaculture.
 - Toute installation septique conforme au Règlement provincial sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées et ses amendements subséquents.

- Lorsque la pente, la nature du sol et les conditions de terrain ne permettent pas de rétablir la couverture végétale et le caractère naturel de la rive, les ouvrages et les travaux de stabilisation à l'aide d'un perré, de gabions ou finalement à l'aide d'un mur de soutènement, en accordant la priorité à la technique la plus susceptible de faciliter l'implantation éventuelle de végétation naturelle.
- Les puits individuels.
- La reconstruction ou l'élargissement d'une route existante incluant les chemins de ferme et les chemins forestiers.
- Les ouvrages et travaux nécessaires à la réalisation des constructions, ouvrages et travaux autorisés sur le littoral, conformément à l'article 18.3.
- Les constructions, les ouvrages et les travaux à des fins municipales, commerciales, industrielles, publiques ou pour des fins d'accès public, y compris leur entretien, leur réparation et leur démolition dûment soumis à une autorisation en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement.
- Les activités d'aménagement forestier dont la réalisation est assujettie à la Loi sur les forêts.
- L'entretien et la réfection des ouvrages existants, sans augmenter la dimension ou la dérogation de ces ouvrages tout en s'assurant que le caractère naturel de la rive sera préservé.

18.3 Normes relatives au littoral

Sur le littoral, seuls sont autorisés les constructions, les ouvrages et les travaux suivants :

- a) Les quais, abris ou débarcadères sur pilotis, sur pieux ou fabriqués de plates-formes flottantes.
- b) L'aménagement de traverses de cours d'eau relatif aux passages à gué, aux ponceaux, aux passerelles et aux ponts.
- c) Les équipements nécessaires à l'aquaculture.
- d) Les prises d'eau.
- e) L'empiètement sur le littoral nécessaire à la réalisation des travaux autorisés dans la rive.
- f) Les travaux de nettoyage et d'entretien, sans déblaiement, à réaliser par la MRC dans les cours d'eau, selon les pouvoirs et devoirs qui lui sont conférés par la loi.

- g) Les constructions, les ouvrages et les travaux à des fins municipales, commerciales, industrielles, publiques ou aux fins d'accès public, y compris leur entretien, leur réparation et leur démolition, dûment soumis à une autorisation en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement, la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune, la Loi sur le régime des eaux ou toute autre loi.
- h) L'aménagement à des fins agricoles, de canaux d'amenée ou de dérivation pour les prélèvements d'eau dans les cas où l'aménagement de ces canaux est assujéti à l'obtention d'une autorisation en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement.
- i) L'entretien, la réparation et la démolition de constructions et d'ouvrages existants, qui ne sont pas utilisés à des fins municipales, industrielles, commerciales, publiques ou d'accès public.

CHAPITRE 19 : DISPOSITIONS RELATIVES AUX CONTRAINTES ANTHROPIQUES

19.1 Normes d'implantation relatives à l'exploitation de carrières/sablières/gravières sur le territoire

19.1.1 Carrière

À moins de 600 mètres de l'aire d'exploitation d'une carrière, sont interdits les projets suivants :

- Construction d'une résidence autre que celle appartenant au propriétaire de l'exploitation.
- Implantation d'une école, temple religieux, terrain de camping, établissement au sens de la Loi sur les services de santé et services sociaux.

19.1.2 Sablière/Gravière

À moins de 150 mètres de l'aire d'exploitation d'une sablière ou d'une gravière sont interdits les projets suivants :

- Construction d'une résidence autre que celle appartenant au propriétaire de l'exploitation.
- Implantation d'une école, temple religieux, terrain de camping, établissement au sens de la Loi sur les services de santé et services sociaux.

19.2 Normes relatives aux prises d'eau communautaires

Toute construction et ouvrage sont interdits dans un rayon de 30 mètres autour des prises d'eau de surface alimentant plus de 20 personnes.

Dans le secteur visé, à l'intérieur de l'aire d'alimentation des prises d'eau potable, sont autorisés les travaux suivants seulement lorsque nécessaires à l'exploitation de l'ouvrage de captage :

1. Tous travaux visant à modifier le parcours ou à canaliser dans une conduite fermée un cours d'eau sauf la réfection d'un ouvrage existant.
2. Tous travaux d'installation de conduites d'aqueduc, d'égout sanitaire ou pluvial.
3. Toute construction de bâtiment autre qu'un bâtiment secondaire desservant un bâtiment principal déjà existant.

À l'intérieur de l'aire de protection des puits municipaux et captages horizontaux tel que déterminé aux rapports de RDR Consultants, portant le numéro A-017-7A de novembre 2004 et le numéro A-017-6A de janvier 2004, et d'Arrakis consultants inc. portant le numéro A-017-2-3 d'août 1997 dont les plans sont annexés pour faire partie intégrale du présent règlement, (figure 3 et 7), toute activité autre qu'agricole, résidentiel ou récréotouristique bénéficiant d'un droit en vertu de la Loi sur la Protection du Territoire et des Activités Agricoles, susceptible de modifier, d'altérer de contaminer l'aquifère est interdite.

19.3 Dispositions relatives à la station d'épuration des eaux usées

L'occupation du sol à proximité de la station d'épuration des eaux usées est soumise aux normes de distance suivantes :

- à moins de 150 mètres de l'aire d'exploitation de la station d'épuration sont interdits les projets suivants :
 - . construction d'une résidence;
 - . implantation d'un établissement de nature institutionnel ou communautaire.
- à moins de 300 mètres de l'aire d'exploitation de la station d'épuration est interdite l'implantation d'une source d'alimentation en eau potable.

19.4 Normes relatives aux terrains susceptibles d'être contaminés

Les terrains susceptibles d'être contaminés sont les suivants :

- Terrains où se sont déroulées des activités industrielles ou commerciales susceptibles de contaminer les sols ou l'eau souterraine identifiées à l'annexe 1 de la Politique de protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminés du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs du Québec.
- Terrains inclus dans la banque de données des terrains contaminés du ministère Développement durable, de l'Environnement et des Parcs du Québec.
- Terrains que le propriétaire présume être contaminés.

Pour tous les terrains susceptibles d'être contaminés, un profil environnemental, fait par une personne dûment habilitée en la matière, devra être déposé à la municipalité, confirmant la compatibilité du projet envisagé avec l'état du terrain, conformément aux lignes directrices du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs du Québec décrites dans la Politique de protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminés.

19.5 Normes relatives à l'ancien dépotoir

Il est interdit toute construction sur un ancien site de disposition des déchets à moins d'une autorisation spéciale du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs.

19.6 Normes relatives au cimetière (Abrogée)

19.7 Normes d'aménagement spécifiques aux chenils

19.7.1 Conditions d'implantation des chenils

Les chenils ne sont autorisés que dans les zones agricoles.

Aucun chenil ne peut être établi à moins de 400 mètres des zones résidentielles (RA et RB). De plus, les chenils doivent être situés à une distance minimale de 200 mètres de toute habitation, à l'exception de celle du propriétaire, à 60 mètres d'un chemin public ou privé et à 100 mètres d'un cours d'eau ou d'une prise d'eau potable.

19.8 Normes relatives à l'implantation d'éoliennes

Les éoliennes sont autorisées dans les zones agricoles tel qu'indiqué aux grilles des usages permis et des normes à l'annexe 1 du présent règlement et aux conditions suivantes.

19.8.1 Distances d'éloignement

Périmètre d'urbanisation

Toute partie visible d'une éolienne doit être située à l'extérieur de l'encadrement visuel de 1 000 mètres d'un périmètre d'urbanisation.

Habitation

Toute éolienne doit être située à plus de 500 mètres de toute habitation. Si une éolienne est jumelée à un groupe électrogène diesel, elle doit être située à plus de 1 500 mètres de l'habitation.

Immeubles protégés

Toute partie visible d'une éolienne doit être située à l'extérieur de l'encadrement visuel de 1 000 mètres d'un immeuble protégé. Si une éolienne est jumelée à un groupe électrogène diesel, elle doit être située à plus de 1 500 mètres de l'immeuble protégé.

Limite de propriété

Toute éolienne doit être implantée de façon à ce que l'extrémité des pales soit toujours située à une distance supérieure à 20 mètres d'une limite propriété.

19.8.2 Apparence extérieure des constructions

Afin de minimiser l'impact visuel dans le paysage, les éoliennes devront être de couleur blanche ou grise.

Afin de minimiser l'impact visuel sur le paysage, une haie ayant une opacité supérieure à 80 % devra entourer un poste de raccordement. Cette haie doit être composée dans une proportion d'au moins 80 % de conifères à aiguilles persistantes ayant une hauteur d'au moins 3 mètres.

19.8.3 Fin de l'exploitation du site

Après l'arrêt de l'exploitation de l'éolienne ou du parc éolien, les dispositions suivantes devront être prises par le propriétaire de ces équipements :

- Les installations devront être démantelées dans un délai de 12 mois.
- Une remise en état du site devra être effectuée à la fin des travaux par des mesures d'ensemencement et anti-érosives pour stabiliser le sol et lui permettre de reprendre son apparence naturelle.

19.9 Dispositions relatives aux bâtiments d'élevage porcin

19.9.1 Installations existantes

À moins de 500 mètres du périmètre d'urbanisation de la municipalité, les dispositions particulières suivantes s'appliquent aux installations d'élevages porcins.

- a) Tout agrandissement d'un bâtiment d'élevage, d'un ouvrage d'entreposage des engrais de ferme, toute modification du type ou du nombre d'unités animales de même que toute modification au mode de gestion des fumiers doit respecter les distances séparatrices relatives aux odeurs. La méthode de calcul et les paramètres de distances séparatrices sont présentés à l'annexe 2 du présent règlement.
- b) Nonobstant les dispositions du paragraphe a), sont également permis :
 - La reconstruction d'un bâtiment détruit par un sinistre, à une distance d'éloignement égale ou supérieure à celle existante avant le sinistre.
 - Pour un bâtiment dont l'implantation est dérogatoire, l'agrandissement, l'augmentation du nombre d'unités animales ou la modification d'un mode de gestion des engrais de ferme pourvu que soient appliquées des mesures de mitigation telles que décrites au paramètre F de l'annexe 2 du présent règlement et qu'il en résulte une amélioration de la distance séparatrice relative aux odeurs.

19.9.2 Nouvelles installations

À moins de 750 mètres du périmètre urbain de la municipalité, toute nouvelle installation d'élevage porcin de même que tout ouvrage d'entreposage des engrais de ferme associés à cet élevage doivent respecter les distances séparatrices relatives aux odeurs. La méthode de calcul et les paramètres de distances séparatrices sont présentés à l'annexe 2 du présent règlement.

19.10

A moins du respect des distances prévues à des règlements applicables sur le cannabis par les autorités fédérales ou provinciales de certains immeubles aucune activité de production (autre que la culture en zone agricole provinciale), transformation, entreposage intérieur et extérieur, emballage, étiquetage, distribution ou vente au détail ne peut être réalisé sur l'ensemble du territoire. De plus, en zone industrielle, agricole ou mixte, l'entreposage extérieur sur un site doit être muni d'une clôture de plus 1.8 mètre de haut et cadencée.

19.11

Tout site de production (autre que la culture en zone agricole provinciale), transformation, entreposage intérieur, emballage, étiquetage, distribution doit être muni pour les bâtiments d'un système de ventilation et filtration pouvant limiter la perception d'odeur continu ou non aux limites du site et ne pas être source de nuisance pour le voisinage.

CHAPITRE 20 : DROITS ACQUIS, CONSTRUCTIONS ET USAGES DÉROGATOIRES

20.1 Cessation d'un usage dérogatoire

Lorsqu'un usage dérogatoire a cessé, a été abandonné ou interrompu pendant une période de 24 mois consécutifs, toute occupation subséquente du bâtiment ou du terrain doit être conforme au présent règlement.

20.2 Remplacement d'un usage dérogatoire

Un usage dérogatoire protégé par droit acquis ne peut être remplacé que par un usage conforme aux dispositions du présent règlement.

20.3 Remplacement d'un bâtiment dont l'implantation est dérogatoire (autre qu'un bâtiment agricole d'élevage)

Tout bâtiment endommagé, détruit par un sinistre, désuet ou vétuste, dont l'implantation est dérogatoire, peut être reconstruit sans qu'il n'y ait augmentation de la dérogation.

Ce droit est reconnu pour une période d'au plus 24 mois, et ce, à compter de l'émission du certificat d'autorisation autorisant la démolition du bâtiment.

20.4 Agrandissement d'un bâtiment dont l'usage est dérogatoire (autre qu'un bâtiment agricole d'élevage)

Un usage qui devient dérogatoire à la suite de l'entrée en vigueur du présent règlement et protégé par droit acquis peut être extensionné de 60 % de la superficie de plancher existante relative à cet usage lors de l'entrée en vigueur du présent règlement.

- L'extension de l'usage peut s'effectuer en plusieurs étapes.
- Il ne peut y avoir extension d'un usage dérogatoire dans une zone contiguë, sauf si cet usage est compatible avec les usages permis dans cette zone contiguë.

20.5 Agrandissement d'un bâtiment dont l'implantation est dérogatoire (autre qu'un bâtiment agricole d'élevage)

Un bâtiment qui devient dérogatoire suite à l'entrée en vigueur du présent règlement et protégé par droit acquis peut être agrandi de 60 % de la superficie de plancher existante lors de l'entrée en vigueur du présent règlement, et ce, une seule fois.

- Il ne peut y avoir extension d'un bâtiment dérogatoire dans une zone contiguë, sauf si ce bâtiment ainsi que l'usage qui y est relié, sont compatibles avec les usages permis dans cette zone contiguë.

- En tout temps, les agrandissements projetés devront tenir compte de toutes les prescriptions du Règlement de construction en vigueur et de toutes les normes du présent Règlement de zonage.
- L'agrandissement pourra se faire dans le prolongement des murs existants du bâtiment même si les marges existantes sont dérogoires.

20.6 Reconstruction d'un bâtiment agricole d'élevage dérogoire à la suite d'un sinistre

La reconstruction en cas de sinistre ou la réfection de bâtiments d'élevage dérogoire et protégé par droits acquis est permise à une distance d'éloignement égale ou supérieure à celle existante avant le sinistre. De plus, les marges latérales et avant prévues à la réglementation municipale devront être respectées.

Ce droit est reconnu pour une période d'au plus 24 mois, et ce, à compter de l'émission du certificat d'autorisation autorisant la démolition du bâtiment.

20.7 Accroissement des activités d'élevage d'un bâtiment agricole protégé par droits acquis

L'accroissement des activités agricoles d'une installation d'élevage est permis moyennant le respect des conditions suivantes :

- L'unité d'élevage est dénoncée conformément à l'article 79.2.6 de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles.
- Un point du périmètre de toute installation d'élevage et, le cas échéant, de tout ouvrage d'entreposage des déjections animales nécessaire à l'accroissement est à moins de 150 mètres de la prochaine installation d'élevage ou du prochain ouvrage d'entreposage des déjections animales de l'unité d'élevage.
- Le nombre d'unités animales, comme il a été déclaré pour cette unité d'élevage dans la dénonciation mentionnée au premier alinéa est augmenté d'au plus 75; toutefois, le nombre total d'unités animales, qui résulte de cette augmentation, ne peut en aucun cas excéder 225.
- Le coefficient d'odeur des catégories ou des groupes des nouveaux animaux n'est pas supérieur à celui de la catégorie ou du groupe des animaux qui compte le plus d'unités animales.

CHAPITRE 21 : DÉMOLITION ET/OU DÉMÉNAGEMENT D'UN BÂTIMENT

21.1 Interruption des services publics

Toute personne requérant l'émission d'un certificat d'autorisation ou permis de démolition ou de déplacement pour la démolition ou le déplacement d'un bâtiment doit au préalable et comme condition d'émission de son permis, fournir à l'inspecteur en bâtiment la preuve qu'elle a avisé toute entreprise fournissant des services d'électricité, de téléphone, de câblodistribution, ou autres incluant les services municipaux qui seraient susceptibles d'être affectés par ces travaux de démolition ou de déplacement.

21.2 Mesures à prendre après la démolition ou le déplacement (remplissage des excavations)

Au plus tard 15 jours après la fin des travaux de démolition ou de déplacement, le terrain doit être nettoyé de tout débris ou matériau, et remis en état de propreté.

Les excavations laissées ouvertes devront être comblées jusqu'au niveau du sol à l'égalité des terrains adjacents et recouvertes d'une couche de terre végétale.

Si les débris de la démolition des fondations sont utilisés pour remplir les excavations, cette partie comblée doit être recouverte d'une couche de terre à l'égalité des terrains adjacents.

21.3 Garantie monétaire

Toute personne qui demande un permis de déplacement de bâtiment doit avant l'émission du permis, déposer à la municipalité une police d'assurances responsabilité au montant minimum de 1 000 000 \$ pour couvrir toutes réclamations qui peuvent être faites suite au déplacement du bâtiment.

CHAPITRE 22 : DISPOSITIONS RELATIVES A LA CONSTRUCTION DE RÉSIDENCES PERMANENTES OU SAISONNIÈRES DANS LA ZONE AGRICOLE PROVINCIALE

22.1 Zone agricole Type A

Dans la zone agricole Type A, telle qu'illustrée au plan de zonage PZ-1 secteur rural, du règlement de zonage no 328-08, aucun permis de construction pour une résidence ne peut être émis sauf :

- Pour donner suite à un avis de conformité valide émis par la Commission de protection du territoire agricole permettant la construction ou la reconstruction d'une résidence érigée en vertu des articles 31.1,40 et 105 LPTAA ;
- Pour donner suite à un avis de conformité valide émis par la Commission de protection du territoire agricole permettant la reconstruction d'une résidence en vertu des articles 31, 101 et 103 LPTAA ;
- Pour donner suite à une autorisation de la Commission de protection du territoire agricole ou du Tribunal administratif du Québec avant le 11 mai 2007 ;
- Pour donner suite à une autorisation de la Commission de protection du territoire agricole ou du Tribunal administratif du Québec aux fins de :
 - Déplacer une résidence bénéficiant d'un droit acquis en vertu des articles 101, 103 LPTAA ou du droit de l'article 31 LPTAA, sur une même unité foncière, mais l'extérieur du droit acquis.
 - Permettre la conversion à des fins résidentielles d'une parcelle de terrain bénéficiant de droits acquis en vertu des articles 101 et 103 LPTAA pour une fin autre que résidentielle.

Dans le cas de résidences construites en vertu de l'article 31.1 LPTAA ou à la suite d'une autorisation de la Commission de protection du territoire agricole, les distances séparatrices relatives aux odeurs, telles que définies aux articles 22.3.1 et 22.3.2 du présent règlement s'appliquent.

Dans le cas de résidences construites en vertu de l'article 31.1 LPTAA, la partie de la propriété utilisée à des fins résidentielles ne peut excéder 2 500 mètres carrés.

22.2 Îlots déstructurés

Dans les îlots déstructurés, telles qu'illustrées au plan de zonage PZ-1, secteur rural, du règlement de zonage no 328-08, un permis de construction pour une résidence peut être émis si la construction de résidences permanentes ou saisonnières est autorisée à l'intérieur des limites des îlots déstructurés.

À l'intérieur d'un îlot déstructuré sans morcellement apparaissant au plan de zonage PZ-1 secteur rural su règlement de zonage 328-08, la construction d'une seule

résidence par unité foncière vacante ou à la suite d'un remembrement de deux ou plusieurs unités foncières vacantes, comme il a été publié au registre foncier depuis le 15 novembre 2005.

À l'intérieur des îlots déstructurés avec morcellement apparaissant au plan de zonage PZ-1, secteur rural, du règlement de zonage no 328-08, la construction de résidences est autorisée sur un emplacement conforme aux dispositions du règlement de lotissement no 329-08 et ses amendements.

22.3 Distances séparatrices relatives aux odeurs

22.3.1 Installation d'élevage

L'implantation d'une nouvelle résidence dans la zone agricole de type A est assujettie à des distances séparatrices à l'égard de l'établissement de production animale le plus rapproché. Cette distance apparaît au tableau 1 et est fonction du type d'élevage. Dans le cas d'un établissement de production animale existant dont le nombre d'unités animales est supérieur à celui apparaissant au tableau 1, la distance séparatrice sera calculée en fonction du nombre d'unités animales identifiées au certificat d'autorisation émis par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP).

De plus, la résidence ainsi construite ne pourra être considérée dans le calcul des distances séparatrices applicables à un projet d'agrandissement d'une installation d'élevage existante le 11 mai 2007 (date de la décision de la Commission de protection du territoire agricole relative à la demande à portée collective de la MRC de La Nouvelle-Beauce).

22.3.2 Superficies d'épandage (pour distance voir tableau UPA)

Dans la zone agricole de type A et dans les îlots déstructurés, toute nouvelle résidence doit être localisée à une distance minimale de 25 mètres d'une parcelle en culture.

En cas de non-respect de cette distance, la résidence ainsi construite ne pourra être considérée dans le calcul des distances séparatrices applicables à l'épandage des engrais de ferme.

Tableau 1

Distances séparatrices relatives aux odeurs

Type de production	Unités animales	Distance minimale requise (m)
Bovine	Jusqu'à 225	150
Bovine (engraissement)	Jusqu'à 400	182
Laitière	Jusqu'à 225	132
Porcine (maternité)	Jusqu'à 225	236
Porcine (engraissement)	Jusqu'à 599	322
Porcine (maternité et engraissement)	Jusqu'à 330	267
Avicole	Jusqu'à 225	236

CHAPITRE 23 : CONTRAVENTIONS ET PÉNALITÉS

23.1 Contrevenant au règlement

Quiconque fait défaut ou néglige de remplir quelque obligation que ce règlement lui impose, fait défaut ou néglige de compléter ou de remplir ces obligations dans le délai prévu à ce règlement ou contrevient de quelque façon à ce règlement, commet une infraction.

23.2 Recours judiciaires

Toute infraction au présent règlement rend le contrevenant, personne physique, passible d'une amende minimum de 500 \$ (cinq cents dollars) et maximum de 1 000 \$ (mille dollars). Pour une récidive, l'amende minimum est de 1 000 \$ (mille dollars) et maximum de 2 000 \$ (deux mille dollars).

Lorsque le contrevenant est une personne morale, cette dernière est passible d'une amende minimum de 1 000 \$ (mille dollars) et maximum de 2 000 \$ (deux mille dollars). Pour une récidive, l'amende minimum est de 2 000 \$ (deux mille dollars) et maximum de 4 000 \$ (quatre mille dollars).

Dans tous les cas, des frais peuvent s'ajouter à l'amende. Les délais pour le paiement des amendes et des frais imposés en vertu du présent article de même que les conséquences du défaut de payer lesdites amendes et les frais dans le délai prescrit sont établis conformément au code de procédure pénale du Québec.

Si l'infraction est continue, cette continuité constitue jour par jour une infraction séparée.

Cependant, l'abattage d'arbre fait en contravention du présent règlement rend le contrevenant, personne physique, passible d'une amende d'un montant minimal de 500 \$ auquel s'ajoute :

- 1° dans le cas d'un abattage sur une superficie inférieure à un hectare, un montant minimal de 100 \$ et maximal de 200 \$ par arbre abattu illégalement, jusqu'à concurrence de 5 000 \$;
- 2° dans le cas d'un abattage sur une superficie d'un hectare ou plus, une amende d'un montant minimal de 5 000 \$ et maximal de 15 000 \$ par hectare complet déboisé auquel s'ajoute, pour chaque fraction d'hectare déboisée, un montant déterminé conformément au paragraphe 1.

Les montants prévus pour l'abattage d'arbre fait en contravention sont doublés en cas de récidive.

ANNEXE 1

GRILLE DES USAGES PERMIS ET DES NORMES

Grille des usages – Légende –

- 1 : Comme usage complémentaire *
- 2 : Sauf la réparation de véhicules moteurs
- 3 : Uniquement pratiqué à l'intérieur d'un bâtiment
- 4 : Sauf les industries de produits chimiques d'usage industriel
- 5 : Sauf établissement offrant des spectacles ou services à caractère érotique
- 6 : Réutilisation d'un bâtiment existant pour un usage similaire
- 7 : Établissement offrant des spectacles ou services à caractère érotique
- 8 : Fabrication artisanale
- 9 : Abattoir, meunerie
- 10 : Scieries
- 11 : Sauf les élevages d'animaux
- 12 : Produits chimiques pour usage agricole seulement
- 13 : Entreposage extérieur interdit
- 14 : Réutilisation d'un bâtiment existant, sans agrandissement possible
- 15 : Aménagement d'écran végétal requis
- 16 : N'entraînant pas de nuisances
- 17 : Construction de résidence en zone agricole provinciale
 - a) Zone agricole type A (ch. 22.1)
 - b) Îlots déstructurés (ch. 22.2)
- 18 : Uniquement à des fins de variété de marchandise à prix d'escompte et marchandise d'occasion.
- 19 : À l'exception des installations sportives.
- 20 : L'implantation d'une activité agrotouristique est possible dans les zones indiquées à la grille des usages permis.
- 21 : Sur le site de culture sous réserve des autorisations nécessaires.

* Seules les activités complémentaires suivantes dans les zones RA et RB dans le groupe services sont autorisés :

- ✓ Finances, assurances et services immobiliers (agent immobilier, courtier d'assurance, service de recouvrement)
- ✓ Service personnels (services photographique, salon d'esthétique et de coiffure, réparation et modification d'accessoires personnels, réparation de chaussures, services pour animaux domestiques autre que la garde d'animaux)
- ✓ Service d'affaires (secrétariat, traducteur, infographiste, cours privé, activité artisanale)
- ✓ Services professionnels (médical et santé, juridique, social, social hors institution (garderie maximum 6 enfants), artiste, informatique, soin paramédicaux, soins thérapeutiques, autres services professionnels.

TYPES D'USAGE/ ZONES	A 1	A 2	A 3	A 4	A 5	A 6	A 7	A 8	A 9	A 10	A 11	A 12	A 13		
RÉSIDENCES															
Résidence unifamiliale isolée	17a	17a	17a	17a	17a	17a	17a	17a	17a	17a	17a	17a	17a		
Résidence unifamiliale jumelée															
Résidence unifamiliale en rangée															
Résidence bifamiliale															
Résidence multifamiliale															
Chalet															
Maison mobile, roulotte	17a	17a	17a	17a	17a	17a	17a	17a	17a	17a	17a	17a	17a		
Minimaison, micromaison, maison à assembler,	17a	17a	17a	17a	17a	17a	17a	17a	17a	17a	17a	17a	17a		
Habitation en commun															
Logement intergénérationnel	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x		
Logement accessoire travailleur agricole	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		
COMMERCES															
Vente en gros	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6		
Vente au détail de produits de construction, quincaillerie et équipement de ferme	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6		
Vente au détail de marchandises en général	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6		
Vente au détail de produits de l'alimentation	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6		
Vente au détail d'automobiles, d'embarcations et leurs accessoires	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6		
Vente au détail de vêtements et d'accessoires	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6		
Vente au détail de meubles, mobilier, équipements	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6		
Hébergement et restauration	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1		
Vente au détail de produits du cannabis à des fins médicales et récréatives	21	21	21	21	21	21	21	21	21	21	21	21	21		
SERVICES															
Finance, assurance et services immobiliers	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6		
Service personnel	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6		
Service d'affaires	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6		
Service de réparation	1,6, 2	1,6, 2	1,6, 2	1,6, 2	1,6, 2	1,6, 2	1,6, 2	1,6, 2	1,6, 2	1,6, 2	1,6, 2	1,6, 2	1,6, 2		
Service professionnel	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6		
Service de construction	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6		
Service gouvernemental															
Service éducationnel															
Services divers (religieux, syndicat, etc.)	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6		
Entreposage commercial et industriel	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1		

TYPES D'USAGE/ ZONES	A 1	A 2	A 3	A 4	A 5	A 6	A 7	A 8	A 9	A 10	A 11	A 12	A 13		
INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES															
Industrie d'aliments et de boisson	9	9	9	9	9	9	9	9	9	9	9	9	9		
Industrie du tabac															
Industrie de produits en caoutchouc et en plastique															
Industrie du cuir et de produits connexes															
Industrie textile															
Industrie de l'habillement															
Industrie du bois	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10		
Industrie du meuble et d'articles d'ameublement															
Industrie du papier et de produits en papier															
Imprimerie, édition et industries connexes															
Industrie de première transformation de métaux															
Industrie de produits métalliques (sauf les industries de la machinerie et du matériel de transport)															
Industrie de la machinerie (sauf électrique)															
Industrie du matériel de transport															
Industrie de produits électriques et électroniques															
Industrie de produits minéraux non métalliques															
Industrie cannabis															
Industrie chimique	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12		
TRANSPORT ET COMMUNICATION															
Infrastructure de transport															
Service de transport de marchandises	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6		
Service de transport de personnes															
Voie publique	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x		
Terrain et garage de stationnement pour automobiles															
Réseau de télécommunication	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x		
Autre infrastructure de télécommunication	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1		
Service public (infrastructure)	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x		
Récupération et triage de produits divers															
CULTURE, RÉCRÉATION, LOISIR															
Exposition et interprétation															
Assemblée publique et sportive															
Amusement et jeux de hasard															
Activité récréative ⁴²															
Centre touristique et camp de groupes															
Parc et terrain de jeux	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x		

TYPES D'USAGE/ ZONES	A 1	A 2	A 3	A 4	A 5	A 6	A 7	A 8	A 9	A 10	A 11	A 12	A 13		
AGRICULTURE															
Activité agricole	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x		
Activité reliée à l'agriculture	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20		
Sylviculture, exploitation forestière et services connexes	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x		
Pêche, chasse, piégeage et activités connexes	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x		
Extraction	x				x	x	x	x	x	x	x	x	x		

TYPES D'USAGE/ ZONES	VIL 1	VIL 2	A 14	A 15	A 16	A 17										
RÉSIDENCES																
Résidence unifamiliale isolée	17a	17b	17b	17b	17b	17b										
Résidence unifamiliale jumelée																
Résidence unifamiliale en rangée																
Résidence bifamiliale																
Résidence multifamiliale																
Chalet	17a	17b														
Maison mobile, roulotte	17a	17b	17b	17b	17b	17b										
Micromaison, Minimaison et maison à assembler	17a	17b	17b	17b	17b	17b										
Habitation en commun																
Logement intergénérationnel			x	x	x	x										
Logement accessoire travailleur agricole																
COMMERCES																
Vente en gros			1.6	1.6	1.6	1.6										
Vente au détail de produits de construction, quincaillerie et équipement de ferme			1.6	1.6	1.6	1.6										
Vente au détail de marchandises en général			1.6	1.6	1.6	1.6										
Vente au détail de produits de l'alimentation			1.6	1.6	1.6	1.6										
Vente au détail d'automobiles, d'embarcations et leurs accessoires			1.6	1.6	1.6	1.6										
Vente au détail de vêtements et d'accessoires			1.6	1.6	1.6	1.6										
Vente au détail de meubles, mobilier, équipements			1.6	1.6	1.6	1.6										
Hébergement et restauration			1	1	1	1										
Vente au détail de produits du cannabis à des fins médicales et récréatives			21	21	21	21										

Amendement 353-11, 02-11-2011
Amendement 379-15, 11-01-2016
Amendement 383-16, 06-07-2016
Amendement 431-21, 11-05-2021
Amendement 455-23, 04-04-2023

TYPES D'USAGE/ ZONES	VIL 1	VIL 2		A 14	A 15	A 16	A 17								
SERVICES															
Finance, assurance et services immobiliers				1.6	1.6	1.6	1.6								
Service personnel				1.6	1.6	1.6	1.6								
Service d'affaires				1.6	1.6	1.6	1.6								
Service de réparation				1.6 2	1.6 2	1.6	1.6								
Service professionnel				1.6	1.6	1.6	1.6								
Service de construction				1.6	1.6	1.6	1.6								
Service gouvernemental															
Service éducationnel															
Services divers (religieux, syndicat, etc.)				6	6	6	6								
Entreposage commercial et industriel				1	1	1	1								

TYPES D'USAGE/ ZONES	VIL 1	VIL 2	A 14	A 15	A 16	A 17										
INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES																
Industrie d'aliments et de boisson			9	9	9	9										
Industrie du tabac																
Industrie de produits en caoutchouc et en plastique																
Industrie du cuir et de produits connexes																
Industrie textile																
Industrie de l'habillement																
Industrie du bois			10	10	10	10										
Industrie du meuble et d'articles d'ameublement																
Industrie du papier et de produits en papier																
Imprimerie, édition et industries connexes																
Industrie de première transformation de métaux																
Industrie de produits métalliques (sauf les industries de la machinerie et du matériel de transport)																
Industrie de la machinerie (sauf électrique)																
Industrie du matériel de transport																
Industrie de produits électriques et électroniques																
Industrie de produits minéraux non métalliques																
Industrie cannabis																
Industrie chimique			12	12	12	12										
TRANSPORT ET COMMUNICATION																
Infrastructure de transport																
Service de transport de marchandises			6	6	6	6										
Service de transport de personnes																
Voie publique			x	x	x	x										
Terrain et garage de stationnement pour automobiles																
Réseau de télécommunication	x	x	x	x	x	x										
Autre infrastructure de télécommunication			1	1	1	1										
Service public (infrastructure)			x	x	x	x										
Récupération et triage de produits divers																
CULTURE, RÉCRÉATION, LOISIR																
Exposition et interprétation																
Assemblée publique et sportive																
Amusement et jeux de hasard																
Activité récréative																
Centre touristique et camp de groupes																
Parc et terrain de jeux	x	x	x	x	x	x										

Amendement 379-15, 11-01-2016
Amendement 455-23, 04-04-2023
Amendement 455-23, 04-04-2023

TYPES D'USAGE/ ZONES	VIL 1	VIL 2		A 14	A 15	A 16	A 17									
AGRICULTURE																
Activité agricole	11	11		11	11	11	11									
Activité reliée à l'agriculture	x	x		20	20	20	20									
Sylviculture, exploitation forestière et services connexes				x	x	x	x									
Pêche, chasse, piégeage et activités connexes																
Extraction																

TYPES D'USAGE/ ZONES	RA 1	RA 2	RA 3	RA 4	RA 5	RA 6	RA 7	RA 8	RA 9								
RÉSIDENCES																	
Résidence unifamiliale isolée	x	x	17b	x	x	x	x	x	17b								
Résidence unifamiliale jumelée	x	x		x	x	x	x	x									
Résidence unifamiliale en rangée																	
Résidence bifamiliale	x	x		x	x	x	x	x									
Résidence multifamiliale																	
Chalet																	
Maison mobile, roulotte																	
Micromaison, minimaison et maison à assembler																	
Habitation en commun	x	x		x	x	x	x	x									
Logement intergénérationnel	x	x	x	x	x	x	x	x	x								
Logement accessoire travailleur agricole																	
COMMERCES																	
Vente en gros																	
Vente au détail de produits de construction, quincaillerie et équipement de ferme																	
Vente au détail de marchandises en général																	
Vente au détail de produits de l'alimentation																	
Vente au détail d'automobiles, d'embarcations et leurs accessoires																	
Vente au détail de vêtements et d'accessoires																	
Vente au détail de meubles, mobilier, équipements																	
Hébergement et restauration																	
SERVICES																	
Finance, assurance et services immobiliers	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3								
Service personnel	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3								
Service d'affaires	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3								
Service de réparation																	
Service professionnel	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	X	1,3	1,3	1,3								
Service de construction																	
Service gouvernemental																	
Service éducationnel																	
Services divers (religieux, syndicat, etc.)																	
Entreposage commercial et industriel																	

TYPES D'USAGE/ ZONES	RA 1	RA 2	RA 3	RA 4	RA 5	RA 6	RA 7	RA 8	RA 9								
INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES																	
Industrie d'aliments et de boisson																	
Industrie du tabac																	
Industrie de produits en caoutchouc et en plastique																	
Industrie du cuir et de produits connexes																	
Industrie textile																	
Industrie de l'habillement																	
Industrie du bois																	
Industrie du meuble et d'articles d'ameublement																	
Industrie du papier et de produits en papier																	
Imprimerie, édition et industries connexes																	
Industrie de première transformation de métaux																	
Industrie de produits métalliques (sauf les industries de la machinerie et du matériel de transport)																	
Industrie de la machinerie (sauf électrique)																	
Industrie du matériel de transport																	
Industrie de produits électriques et électroniques																	
Industrie de produits minéraux non métalliques																	
Industrie cannabis																	
Industrie chimique																	
TRANSPORT ET COMMUNICATION																	
Infrastructure de transport																	
Service de transport de marchandises																	
Service de transport de personnes																	
Voie publique	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x							
Terrain et garage de stationnement pour automobiles	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1							
Réseau de télécommunication	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x							
Autre infrastructure de télécommunication	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1							
Service public (infrastructure)	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x							
Récupération et triage de produits divers																	
CULTURE, RÉCRÉATION, LOISIR																	
Exposition et interprétation																	
Assemblée publique et sportive																	
Amusement et jeux de hasard																	
Activité récréative																	
Centre touristique et camp de groupes																	
Parc et terrain de jeux	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x							
AGRICULTURE																	
Activité agricole																	
Activité reliée à l'agriculture																	
Sylviculture, exploitation forestière et services connexes																	
Pêche, chasse, piégeage et activités connexes																	
Extraction																	

TYPES D'USAGE/ ZONES	RB 1	RB 2	RB 3																
RÉSIDENCES																			
Résidence unifamiliale isolée		x	x																
Résidence unifamiliale jumelée		x	x																
Résidence unifamiliale en rangée		x	x																
Résidence bifamiliale		x	x																
Résidence multifamiliale	x	x	x																
Chalet																			
Maison mobile, roulotte																			
Micromaison, minimaison et maison à assembler																			
Habitation en commun																			
Logement intergénérationnel		x	x																
Logement accessoire travailleur agricole																			
COMMERCES																			
Vente en gros																			
Vente au détail de produits de construction, quincaillerie et équipement de ferme																			
Vente au détail de marchandises en général																			
Vente au détail de produits de l'alimentation																			
Vente au détail d'automobiles, d'embarcations et leurs accessoires																			
Vente au détail de vêtements et d'accessoires																			
Vente au détail de meubles, mobilier, équipements																			
Hébergement et restauration																			
SERVICES																			
Finance, assurance et services immobiliers		1,3	1,3																
Service personnel		1,3	1,3																
Service d'affaires		1,3	1,3																
Service de réparation																			
Service professionnel		1,3	1,3																
Service de construction																			
Service gouvernemental																			
Service éducationnel																			
Services divers (religieux, syndicat, etc.)																			
Entreposage commercial et industriel																			

TYPES D'USAGE/ ZONES	RB 1	RB 2	RB 3																
INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES																			
Industrie d'aliments et de boisson																			
Industrie du tabac																			
Industrie de produits en caoutchouc et en plastique																			
Industrie du cuir et de produits connexes																			
Industrie textile																			
Industrie de l'habillement																			
Industrie du bois																			
Industrie du meuble et d'articles d'ameublement																			
Industrie du papier et de produits en papier																			
Imprimerie, édition et industries connexes																			
Industrie de première transformation de métaux																			
Industrie de produits métalliques (sauf les industries de la machinerie et du matériel de transport)																			
Industrie de la machinerie (sauf électrique)																			
Industrie du matériel de transport																			
Industrie de produits électriques et électroniques																			
Industrie de produits minéraux non métalliques																			
Industrie cannabis																			
Industrie chimique																			
TRANSPORT ET COMMUNICATION																			
Infrastructure de transport																			
Service de transport de marchandises																			
Service de transport de personnes																			
Voie publique	x	x	x																
Terrain et garage de stationnement pour automobiles	1	1	1																
Réseau de télécommunication	x	x	x																
Autre infrastructure de télécommunication	1	1	1																
Service public (infrastructure)	x	x	x																
Récupération et triage de produits divers																			
CULTURE, RÉCRÉATION, LOISIR																			
Exposition et interprétation																			
Assemblée publique et sportive																			
Amusement et jeux de hasard																			
Activité récréative																			
Centre touristique et camp de groupes																			
Parc et terrain de jeux	x	x	x																
AGRICULTURE																			
Activité agricole																			
Activité reliée à l'agriculture																			
Sylviculture, exploitation forestière et services connexes																			
Pêche, chasse, piégeage et activités connexes																			
Extraction																			

TYPES D'USAGE/ ZONES	M 1	M 2	M 3	M 4	M 5	M 6	M 7	M 8	M 9	M 10					
RÉSIDENCES															
Résidence unifamiliale isolée	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x					
Résidence unifamiliale jumelée	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x					
Résidence unifamiliale en rangée															
Résidence bifamiliale	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x					
Résidence multifamiliale	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x					
Chalet															
Maison mobile, roulotte															
Micromaison, minimaison et maison à assembler															
Habitation en commun							x								
Logement intergénérationnel	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x					
Logement accessoire travailleur agricole															
COMMERCES															
Vente en gros															
Vente au détail de produits de construction, quincaillerie et équipement de ferme	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15					
Vente au détail de marchandises en général	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x					
Vente au détail de produits de l'alimentation	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x					
Vente au détail d'automobiles, d'embarcations et leurs accessoires	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15					
Vente au détail de vêtements et d'accessoires	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x					
Vente au détail de meubles, mobilier, équipements	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x					
Hébergement et restauration	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5					
Vente au détail de produits du cannabis à des fins médicales et récréatifs	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X					
SERVICES															
Finance, assurance et services immobiliers	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x					
Service personnel	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x					
Service d'affaires	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x					
Service de réparation	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15					
Service professionnel	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x					
Service de construction	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x					
Service gouvernemental	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x					
Service éducationnel	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x					
Services divers (religieux, syndicat, etc.)	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x					
Entreposage commercial et industriel	13,1	13,1	13,1	13,1	13,1	13,1	13,1	13,1	13,1	13,1					

Amendement 393-17, 20-04-2017
Amendement 431-21, 11-05-2021
Amendement 255-23, 04-04-2023

TYPES D'USAGE/ ZONES	M 1	M 2	M 3	M 4	M 5	M 6	M 7	M 8	M 9	M 10						
INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES																
Industrie d'aliments et de boisson				16												
Industrie du tabac				16												
Industrie de produits en caoutchouc et en plastique				16												
Industrie du cuir et de produits connexes				16												
Industrie textile				16												
Industrie de l'habillement				16												
Industrie du bois				16												
Industrie du meuble et d'articles d'ameublement				16												
Industrie du papier et de produits en papier				16												
Imprimerie, édition et industries connexes				16												
Industrie de première transformation de métaux				16												
Industrie de produits métalliques (sauf les industries de la machinerie et du matériel de transport)				16												
Industrie de la machinerie (sauf électrique)				16												
Industrie du matériel de transport				16												
Industrie de produits électriques et électroniques				16												
Industrie de produits minéraux non métalliques				16												
Industrie cannabis																
Industrie chimique				16												
TRANSPORT ET COMMUNICATION																
Infrastructure de transport																
Service de transport de marchandises	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1						
Service de transport de personnes	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x					
Voie publique	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x					
Terrain et garage de stationnement pour automobiles	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x					
Réseau de télécommunication	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x					
Autre infrastructure de télécommunication	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x					
Service public (infrastructure)	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x					
Récupération et triage de produits divers																
CULTURE, RÉCRÉATION, LOISIR																
Exposition et interprétation	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x					
Assemblée publique et sportive																
Amusement et jeux de hasard																
Activité récréative																
Centre touristique et camp de groupes																
Parc et terrain de jeux	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x					

TYPES D'USAGE/ ZONES	M 1	M 2	M 3	M 4	M 5	M 6	M 7	M 8	M 9	M 10					
AGRICULTURE															
Activité agricole															
Activité reliée à l'agriculture	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x					
Sylviculture, exploitation forestière et services connexes															
Pêche, chasse, piégeage et activités connexes															
Extraction															

TYPES D'USAGE/ ZONES	I 1	I 2	I 3	I 4														
RÉSIDENCES																		
Résidence unifamiliale isolée																		
Résidence unifamiliale jumelée																		
Résidence unifamiliale en rangée																		
Résidence bifamiliale																		
Résidence multifamiliale																		
Chalet																		
Maison mobile, roulotte																		
Micromaison, minimaison et maison à assembler																		
Habitation en commun																		
Logement intergénérationnel																		
Logement accessoire travailleur agricole																		
COMMERCES																		
Vente en gros	x	x	16	16														
Vente au détail de produits de construction, quincaillerie et équipement de ferme			16	16														
Vente au détail de marchandises en général			16	16														
Vente au détail de produits de l'alimentation			16	16														
Vente au détail d'automobiles, d'embarcations et leurs accessoires			16	16														
Vente au détail de vêtements et d'accessoires			16	16														
Vente au détail de meubles, mobilier, équipements			16	16														
Hébergement et restauration	5	7	5	7														
SERVICES																		
Finance, assurance et services immobiliers																		
Service personnel																		
Service d'affaires																		
Service de réparation	x	x	x	x														
Service professionnel																		
Service de construction	x	x	x	x														
Service gouvernemental																		
Service éducationnel																		
Services divers (religieux, syndicat, etc.)																		
Entreposage commercial et industriel	x	x		x														

TYPES D'USAGE/ ZONES	I 1	I 2	I 3	I 4															
INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES																			
Industrie d'aliments et de boisson	x	x	16	16															
Industrie du tabac		x	16	16															
Industrie de produits en caoutchouc et en plastique		x	16	16															
Industrie du cuir et de produits connexes		x	16	16															
Industrie textile		x	16	16															
Industrie de l'habillement		x	16	16															
Industrie du bois		x	16	16															
Industrie du meuble et d'articles d'ameublement		x	16	16															
Industrie du papier et de produits en papier		x	16	16															
Imprimerie, édition et industries connexes		x	16	16															
Industrie de première transformation de métaux		x	16	16															
Industrie de produits métalliques (sauf les industries de la machinerie et du matériel de transport)		x	16	16															
Industrie de la machinerie (sauf électrique)		x	16	16															
Industrie du matériel de transport		x	16	16															
Industrie de produits électriques et électroniques		x	16	16															
Industrie de produits minéraux non métalliques		x	16	16															
Industrie cannabis		x		x															
Industrie chimique		x	16	16															
TRANSPORT ET COMMUNICATION																			
Infrastructure de transport				16															
Service de transport de marchandises	x	x	x	16															
Service de transport de personnes				16															
Voie publique	x	x	x	16															
Terrain et garage de stationnement pour automobiles	1	1	1	16															
Réseau de télécommunication	x	x	x	16															
Autre infrastructure de télécommunication	1	1	1	16															
Service public (infrastructure)	x	x	x	16															
Récupération et triage de produits divers	x	x		16															
CULTURE, RÉCRÉATION, LOISIR																			
Exposition et interprétation																			
Assemblée publique et sportive																			
Amusement et jeux de hasard																			
Activité récréative																			
Centre touristique et camp de groupes																			
Parc et terrain de jeux																			
AGRICULTURE																			
Activité agricole																			
Activité reliée à l'agriculture																			
Sylviculture, exploitation forestière et services connexes																			
Pêche, chasse, piégeage et activités connexes																			
Extraction																			

TYPES D'USAGE/ ZONES	P 1	P 2	P 3	P 4	P 5	P 6	P 7											
RÉSIDENCES																		
Résidence unifamiliale isolée																		
Résidence unifamiliale jumelée																		
Résidence unifamiliale en rangée																		
Résidence bifamiliale																		
Résidence multifamiliale					x													
Chalet																		
Maison mobile, roulotte																		
Micromaison, minimaison et maison à assembler																		
Habitation en commun					x		x											
Logement intergénérationnel																		
Logement accessoire travailleur agricole																		
COMMERCES																		
Vente en gros																		
Vente au détail de produits de construction, quincaillerie et équipement de ferme																		
Vente au détail de marchandises en général					x		3.18											
Vente au détail de produits de l'alimentation					x													
Vente au détail d'automobiles, d'embarcations et leurs accessoires																		
Vente au détail de vêtements et d'accessoires					x													
Vente au détail de meubles, mobilier, équipements					x													
Hébergement et restauration					5		5											
SERVICES																		
Finance, assurance et services immobiliers					x													
Service personnel					x													
Service d'affaires					x													
Service de réparation																		
Service professionnel					x	x												
Service de construction																		
Service gouvernemental					x		x											
Service éducationnel					x	x	x											
Services divers (religieux, syndicat, etc.)					x		x											
Entreposage commercial et industriel																		

TYPES D'USAGE/ ZONES	P 1	P 2	P 3	P 4	P 5	P 6	P 7										
INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES																	
Industrie d'aliments et de boisson																	
Industrie du tabac																	
Industrie de produits en caoutchouc et en plastique																	
Industrie du cuir et de produits connexes																	
Industrie textile																	
Industrie de l'habillement																	
Industrie du bois																	
Industrie du meuble et d'articles d'ameublement																	
Industrie du papier et de produits en papier																	
Imprimerie, édition et industries connexes																	
Industrie de première transformation de métaux																	
Industrie de produits métalliques (sauf les industries de la machinerie et du matériel de transport)																	
Industrie de la machinerie (sauf électrique)																	
Industrie du matériel de transport																	
Industrie de produits électriques et électroniques																	
Industrie de produits minéraux non métalliques																	
Industrie cannabis																	
Industrie chimique																	
TRANSPORT ET COMMUNICATION																	
Infrastructure de transport																	
Service de transport de marchandises																	
Service de transport de personnes																	
Voie publique	x	x	x	x	x	x	x										
Terrain et garage de stationnement pour automobiles																	
Réseau de télécommunication	x	x	x	x	x	x	x										
Autre infrastructure de télécommunication																	
Service public (infrastructure)	x	x	x	x	x	x	x										
Récupération et triage de produits divers																	
CULTURE, RÉCRÉATION, LOISIR																	
Exposition et interprétation				x	x	x	x										
Assemblée publique et sportive				x	x	x	19										
Amusement et jeux de hasard				x	x	x											
Activité récréative				x	x	x											
Centre touristique et camp de groupes				x	x	x											
Parc et terrain de jeux	x	x	x	x	x	x	x										
AGRICULTURE																	
Activité agricole																	
Activité reliée à l'agriculture																	
Sylviculture, exploitation forestière et services connexes																	
Pêche, chasse, piégeage et activités connexes																	
Extraction																	

ANNEXE 2

MÉTHODE DE CALCUL ET PARAMÈTRES DE DISTANCES SÉPARATRICES ENTRE LES INSTALLATIONS D'ÉLEVAGE ET CERTAINS IMMEUBLES NON AGRICOLES

Méthodes de calcul et paramètres de distances séparatrices relatifs aux installations d'élevage

1. Les distances séparatrices sont obtenues en multipliant entre eux les paramètres B, C, D, E, F et G présentés ci-après.

Ces paramètres sont les suivants :

- Le paramètre A correspond au nombre maximum d'unités animales gardées au cours d'un cycle annuel de production. Il sert à la détermination du paramètre B. On l'établit à l'aide du tableau A.
- Le paramètre B est celui des distances de base. Il est établi en recherchant dans le tableau B la distance de base correspondant à la valeur calculée pour le paramètre A.
- Le paramètre C est celui du potentiel d'odeur. Le tableau C présente le potentiel d'odeur selon le groupe ou la catégorie d'animaux en cause.
- Le paramètre D correspond au type de fumier. Le tableau D fournit la valeur de ce paramètre au regard du mode de gestion des engrais de ferme.
- Le paramètre E renvoie au type de projet. Lorsqu'une unité d'élevage aura bénéficié de la totalité du droit de développement que lui confère la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles, ou pour accroître son cheptel de plus de 75 unités animales, elle pourra bénéficier d'assouplissements au regard des distances séparatrices applicables sous réserve du contenu du tableau E jusqu'à un maximum de 225 unités animales.
- Le paramètre F est le facteur d'atténuation. Ce paramètre figure au tableau F. Il permet d'intégrer l'effet d'atténuation des odeurs résultant de la technologie utilisée.
- Le paramètre G est le facteur d'usage. Il est fonction du type d'unité de voisinage considéré. Le tableau G précise la valeur de ce facteur.

2. Distances séparatrices relatives aux lieux d'entreposage des engrais de ferme situés à plus de 150 mètres d'une installation d'élevage

Lorsque des engrais de ferme sont entreposés à l'extérieur de l'installation d'élevage, des distances séparatrices doivent être respectées. Elles sont établies en considérant qu'une unité animale nécessite une capacité d'entreposage de 20 m³. Par exemple, la valeur du paramètre A dans le cas d'un réservoir d'une capacité de 1 000 m³ correspond à cinquante unités animales. Une fois établie cette équivalence, il est possible de déterminer la distance de base correspondante à l'aide du tableau B. La formule multipliant entre eux les paramètres B, C, D, E, F et G peut alors être appliquée. Le tableau suivant illustre des cas où C, D et E valent 1, le paramètre G variant selon l'unité de voisinage considérée.

Distances séparatrices relatives aux lieux d'entreposage des lisiers⁴⁸ situés à plus de 150 mètres d'une installation d'élevage

Capacité ⁴⁹ d'entreposage (m ³)	Distance séparatrice (m)		
	Maison d'habitation	Immeuble protégé	Périmètre d'urbanisation
1 000	148	295	443
2 000	184	367	550
3 000	208	416	624
4 000	228	456	684
5 000	245	489	734
6 000	259	517	776
7 000	272	543	815
8 000	283	566	849
9 000	294	588	882
10 000	304	607	911

48 Pour les fumiers, multiplier les distances ci-dessus par 0,8.

49 Pour d'autres capacités d'entreposage, faire les calculs nécessaires en utilisant une règle de proportionnalité ou les données du paramètre A.

3. Distances relatives à l'épandage des engrais de ferme

L'épandage des engrais de ferme doit se faire en tenant compte des distances séparatrices apparaissant au tableau qui suit :

Distances séparatrices relatives à l'épandage des engrais de ferme⁵⁰

		Distance requise de toute maison d'habitation, d'un périmètre d'urbanisation ou d'un immeuble protégé (m)		
Type	Mode d'épandage		du 15 juin au 15 août	Autre temps
LISIER	Aéroaspersion (citerne)	Lisier laissé en surface plus de 24 heures	75	25
		Lisier incorporé en moins de 24 heures	25	X ⁵¹
	Aspersion	Par rampe	25	X
		Par pendillard	X	X
	Incorporation simultanée		X	X
FUMIER	Frais, laissé en surface plus de 24 heures		75	X
	Frais, incorporé en moins 24 heures		X	X
	Compost		X	X

50 Aucune distance séparatrice n'est requise pour les zones inhabitées d'un périmètre d'urbanisation.

51 X = Épandage permis jusqu'aux limites du champ.

TABLEAU A

Nombre d'unités animales (paramètre A)

1. Aux fins de la détermination du paramètre A sont équivalents à une unité animale les animaux figurant dans le tableau ci-après en fonction du nombre prévu.
2. Pour toute autre espèce animale, un animal d'un poids égal ou supérieur à 500 kg ou un groupe d'animaux de cette espèce dont le poids total est de 500 kg* équivaut à une unité animale.
3. Lorsqu'un poids est indiqué dans la présente annexe, il s'agit du poids de l'animal prévu à la fin de la période d'élevage.

* 1 unité animale = 500 kg

Groupe ou catégorie d'animaux	Nombre d'animaux équivalant à une unité animale
Vache, taureau, cheval	1
Veaux d'un poids de 225 à 500 kg chacun	2
Veaux d'un poids inférieur à 225 kg chacun	5
Porcs d'élevage d'un poids de 20 à 100 kg chacun	5
Porcelets d'un poids inférieur à 20 kg chacun	25
Truies et les porcelets non sevrés dans l'année	4
Poules ou coqs	125
Poulets à griller	250
Poulettes en croissance	250
Cailles	1500
Faisans	300
Dindes à griller d'un poids de 5 à 5,5 kg chacune	100
Dindes à griller d'un poids de 8,5 à 10 kg chacune	75
Dindes à griller d'un poids de 13 kg chacune	50
Visons femelles excluant les mâles et les petits	100
Renards femelles excluant les mâles et les petits	40
Moutons et agneaux de l'année	4
Chèvres et chevreaux de l'année	6
Lapins femelles excluant les mâles et les petits	40

TABLEAU B
DISTANCES DE BASE (PARAMÈTRE B)

U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.
1	86	51	297	101	368	151	417	201	456	251	489	301	518	351	544	401	567	451	588
2	107	52	299	102	369	152	418	202	457	252	490	302	518	352	544	402	567	452	588
3	122	53	300	103	370	153	419	203	458	253	490	303	519	353	544	403	568	453	589
4	133	54	302	104	371	154	420	204	458	254	491	304	520	354	545	404	568	454	589
5	143	55	304	105	372	155	421	205	459	255	492	305	520	355	545	405	568	455	590
6	152	56	306	106	373	156	421	206	460	256	492	306	521	356	546	406	569	456	590
7	159	57	307	107	374	157	422	207	461	257	493	307	521	357	546	407	569	457	590
8	166	58	309	108	375	158	423	208	461	258	493	308	522	358	547	408	570	458	591
9	172	59	311	109	377	159	424	209	462	259	494	309	522	359	547	409	570	459	591
10	178	60	312	110	378	160	425	210	463	260	495	310	523	360	548	410	571	460	592
11	183	61	314	111	379	161	426	211	463	261	495	311	523	361	548	411	571	461	592
12	188	62	315	112	380	162	426	212	464	262	496	312	524	362	549	412	572	462	592
13	193	63	317	113	381	163	427	213	465	263	496	313	524	363	549	413	572	463	593
14	198	64	319	114	382	164	428	214	465	264	497	314	525	364	550	414	572	464	593
15	202	65	320	115	383	165	429	215	466	265	498	315	525	365	550	415	573	465	594
16	206	66	322	116	384	166	430	216	467	266	498	316	526	366	551	416	573	466	594
17	210	67	323	117	385	167	431	217	467	267	499	317	526	367	551	417	574	467	594
18	214	68	325	118	386	168	431	218	468	268	499	318	527	368	552	418	574	468	595
19	218	69	326	119	387	169	432	219	469	269	500	319	527	369	552	419	575	469	595
20	221	70	328	120	388	170	433	220	469	270	501	320	528	370	553	420	575	470	596
21	225	71	329	121	389	171	434	221	470	271	501	321	528	371	553	421	575	471	596
22	228	72	331	122	390	172	435	222	471	272	502	322	529	372	554	422	576	472	596
23	231	73	332	123	391	173	435	223	471	273	502	323	530	373	554	423	576	473	597
24	234	74	333	124	392	174	436	224	472	274	503	324	530	374	554	424	577	474	597
25	237	75	335	125	393	175	437	225	473	275	503	325	531	375	555	425	577	475	598
26	240	76	336	126	394	176	438	226	473	276	504	326	531	376	555	426	578	476	598
27	243	77	338	127	395	177	438	227	474	277	505	327	532	377	556	427	578	477	598
28	246	78	339	128	396	178	439	228	475	278	505	328	532	378	556	428	578	478	599
29	249	79	340	129	397	179	440	229	475	279	506	329	533	379	557	429	579	479	599
30	251	80	342	130	398	180	441	230	476	280	506	330	533	380	557	430	579	480	600
31	254	81	343	131	399	181	442	231	477	281	507	331	534	381	558	431	580	481	600
32	256	82	344	132	400	182	442	232	477	282	507	332	534	382	558	432	580	482	600
33	259	83	346	133	401	183	443	233	478	283	508	333	535	383	559	433	581	483	601
34	261	84	347	134	402	184	444	234	479	284	509	334	535	384	559	434	581	484	601
35	264	85	348	135	403	185	445	235	479	285	509	335	536	385	560	435	581	485	602
36	266	86	350	136	404	186	445	236	480	286	510	336	536	386	560	436	582	486	602
37	268	87	351	137	405	187	446	237	481	287	510	337	537	387	560	437	582	487	602
38	271	88	352	138	406	188	447	238	481	288	511	338	537	388	561	438	583	488	603
39	273	89	353	139	406	189	448	239	482	289	511	339	538	389	561	439	583	489	603
40	275	90	355	140	407	190	448	240	482	290	512	340	538	390	562	440	583	490	604
41	277	91	356	141	408	191	449	241	483	291	512	341	539	391	562	441	584	491	604
42	279	92	357	142	409	192	450	242	484	292	513	342	539	392	563	442	584	492	604
43	281	93	358	143	410	193	451	243	484	293	514	343	540	393	563	443	585	493	605
44	283	94	359	144	411	194	451	244	485	294	514	344	540	394	564	444	585	494	605
45	285	95	361	145	412	195	452	245	486	295	515	345	541	395	564	445	586	495	605
46	287	96	362	146	413	196	453	246	486	296	515	346	541	396	564	446	586	496	606
47	289	97	363	147	414	197	453	247	487	297	516	347	542	397	565	447	586	497	606
48	291	98	364	148	415	198	454	248	487	298	516	348	542	398	565	448	587	498	607
49	293	99	365	149	415	199	455	249	488	299	517	349	543	399	566	449	587	499	607
50	295	100	367	150	416	200	456	250	489	300	517	350	543	400	566	450	588	500	607
U.A.	M	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.

501	608	551	626	601	643	651	660	701	675	751	690	801	704	851	718	901	731	951	743
502	608	552	626	602	644	652	660	702	676	752	690	802	704	852	718	902	731	952	743
503	608	553	627	603	644	653	660	703	676	753	691	803	705	853	718	903	731	953	744
504	609	554	627	604	644	654	661	704	676	754	691	804	705	854	718	904	731	954	744
505	609	555	628	605	645	655	661	705	676	755	691	805	705	855	719	905	732	955	744
506	610	556	628	606	645	656	661	706	677	756	691	806	706	856	719	906	732	956	744
507	610	557	628	607	645	657	662	707	677	757	692	807	706	857	719	907	732	957	745
508	610	558	629	608	646	658	662	708	677	758	692	808	706	858	719	908	732	958	745
509	611	559	629	609	646	659	662	709	678	759	692	809	706	859	720	909	733	959	745
510	611	560	629	610	646	660	663	710	678	760	693	810	707	860	720	910	733	960	745
511	612	561	630	611	647	661	663	711	678	761	693	811	707	861	720	911	733	961	746
512	612	562	630	612	647	662	663	712	679	762	693	812	707	862	721	912	733	962	746
513	612	563	630	613	647	663	664	713	679	763	693	813	707	863	721	913	734	963	746
514	613	564	631	614	648	664	664	714	679	764	694	814	708	864	721	914	734	964	746
515	613	565	631	615	648	665	664	715	679	765	694	815	708	865	721	915	734	965	747
516	613	566	631	616	648	666	665	716	680	766	694	816	708	866	722	916	734	966	747
517	614	567	632	617	649	667	665	717	680	767	695	817	709	867	722	917	735	967	747
518	614	568	632	618	649	668	665	718	680	768	695	818	709	868	722	918	735	968	747
519	614	569	632	619	649	669	665	719	681	769	695	819	709	869	722	919	735	969	747
520	615	570	633	620	650	670	666	720	681	770	695	820	709	870	723	920	735	970	748
521	615	571	633	621	650	671	666	721	681	771	696	821	710	871	723	921	736	971	748
522	616	572	634	622	650	672	666	722	682	772	696	822	710	872	723	922	736	972	748
523	616	573	634	623	651	673	667	723	682	773	696	823	710	873	723	923	736	973	748
524	616	574	634	624	651	674	667	724	682	774	697	824	710	874	724	924	736	974	749
525	617	575	635	625	651	675	667	725	682	775	697	825	711	875	724	925	737	975	749
526	617	576	635	626	652	676	668	726	683	776	697	826	711	876	724	926	737	976	749
527	617	577	635	627	652	677	668	727	683	777	697	827	711	877	724	927	737	977	749
528	618	578	636	628	652	678	668	728	683	778	698	828	711	878	725	928	737	978	750
529	618	579	636	629	653	679	669	729	684	779	698	829	712	879	725	929	738	979	750
530	619	580	636	630	653	680	669	730	684	780	698	830	712	880	725	930	738	980	750
531	619	581	637	631	653	681	669	731	684	781	699	831	712	881	725	931	738	981	750
532	619	582	637	632	654	682	669	732	685	782	699	832	713	882	726	932	738	982	751
533	620	583	637	633	654	683	670	733	685	783	699	833	713	883	726	933	739	983	751
534	620	584	638	634	654	684	670	734	685	784	699	834	713	884	726	934	739	984	751
535	620	585	638	635	655	685	670	735	685	785	700	835	713	885	727	935	739	985	751
536	621	586	638	636	655	686	671	736	686	786	700	836	714	886	727	936	739	986	752
537	621	587	639	637	655	687	671	737	686	787	700	837	714	887	727	937	740	987	752
538	621	588	639	638	656	688	671	738	686	788	701	838	714	888	727	938	740	988	752
539	622	589	639	639	656	689	672	739	687	789	701	839	714	889	728	939	740	989	752
540	622	590	640	640	656	690	672	740	687	790	701	840	715	890	728	940	740	990	753
541	623	591	640	641	657	691	672	741	687	791	701	841	715	891	728	941	741	991	753
542	623	592	640	642	657	692	673	742	687	792	702	842	715	892	728	942	741	992	753
543	623	593	641	643	657	693	673	743	688	793	702	843	716	893	729	943	741	993	753
544	624	594	641	644	658	694	673	744	688	794	702	844	716	894	729	944	741	994	753
545	624	595	641	645	658	695	673	745	688	795	702	845	716	895	729	945	742	995	754
546	624	596	642	646	658	696	674	746	689	796	703	846	716	896	729	946	742	996	754
547	625	597	642	647	658	697	674	747	689	797	703	847	717	897	730	947	742	997	754
548	625	598	642	648	659	698	674	748	689	798	703	848	717	898	730	948	742	998	754
549	625	599	643	649	659	699	675	749	689	799	704	849	717	899	730	949	743	999	755
550	626	600	643	650	659	700	675	750	690	800	704	850	717	900	730	950	743	1000	755

U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.
1001	755	1051	767	1101	778	1151	789	1201	800	1251	810	1301	820	1351	830	1401	839	1451	848
1002	755	1052	767	1102	778	1152	789	1202	800	1252	810	1302	820	1352	830	1402	839	1452	849
1003	756	1053	767	1145	778	1153	789	1203	800	1253	810	1303	820	1353	830	1403	840	1453	849
1004	756	1054	767	1104	779	1154	790	1204	800	1254	810	1304	820	1354	830	1404	840	1454	849
1005	756	1055	768	1105	779	1155	790	1205	800	1255	811	1305	821	1355	830	1405	840	1455	849
1006	756	1056	768	1106	779	1156	790	1206	801	1256	811	1306	821	1356	831	1406	840	1456	849
1007	757	1057	768	1107	779	1157	790	1207	801	1257	811	1307	821	1357	831	1407	840	1457	850
1008	757	1058	768	1108	780	1158	790	1208	801	1258	811	1308	821	1358	831	1408	840	1458	850
1009	757	1059	769	1109	780	1159	791	1209	801	1259	811	1309	821	1359	831	1409	841	1459	850
1010	757	1060	769	1110	780	1160	791	1210	801	1260	812	1310	822	1360	831	1410	841	1460	850
1011	757	1061	769	1111	780	1161	791	1211	802	1261	812	1311	822	1361	832	1411	841	1461	850
1012	758	1062	769	1112	780	1162	791	1212	802	1262	812	1312	822	1362	832	1412	841	1462	850
1013	758	1063	770	1113	781	1163	792	1213	802	1263	812	1313	822	1363	832	1413	841	1463	851
1014	758	1064	770	1114	781	1164	792	1214	802	1264	812	1314	822	1364	832	1414	842	1464	851
1015	758	1065	770	1115	781	1165	792	1215	802	1265	813	1315	823	1365	832	1415	842	1465	851
1016	759	1066	770	1116	781	1166	792	1216	803	1266	813	1316	823	1366	833	1416	842	1466	851
1017	759	1067	770	1117	782	1167	792	1217	803	1267	813	1317	823	1367	833	1417	842	1467	851
1018	759	1068	771	1118	782	1168	793	1218	803	1268	813	1318	823	1368	833	1418	842	1468	852
1019	759	1069	771	1119	782	1169	793	1219	803	1269	813	1319	823	1369	833	1419	843	1469	852
1020	760	1070	771	1120	782	1170	793	1220	804	1270	814	1320	824	1370	833	1420	843	1470	852
1021	760	1071	771	1121	782	1171	793	1221	804	1271	814	1321	824	1371	833	1421	843	1471	852
1022	760	1072	772	1122	783	1172	793	1222	804	1272	814	1322	824	1372	834	1422	843	1472	852
1023	760	1073	772	1123	783	1173	794	1223	804	1273	814	1323	824	1373	834	1423	843	1473	852
1024	761	1074	772	1124	783	1174	794	1224	804	1274	814	1324	824	1374	834	1424	843	1474	853
1025	761	1075	772	1125	783	1175	794	1225	805	1275	815	1325	825	1375	834	1425	844	1475	853
1026	761	1076	772	1126	784	1176	794	1226	805	1276	815	1326	825	1376	834	1426	844	1476	853
1027	761	1077	773	1127	784	1177	795	1227	805	1277	815	1327	825	1377	835	1427	844	1477	853
1028	761	1078	773	1128	784	1178	795	1228	805	1278	815	1328	825	1378	835	1428	844	1478	853
1029	762	1079	773	1129	784	1179	795	1229	805	1279	815	1329	825	1379	835	1429	844	1479	854
1030	762	1080	773	1130	784	1180	795	1230	806	1280	816	1330	826	1380	835	1430	845	1480	854
1031	762	1081	774	1131	785	1181	795	1231	806	1281	816	1331	826	1381	835	1431	845	1481	854
1032	762	1082	774	1132	785	1182	796	1232	806	1282	816	1332	826	1382	836	1432	845	1482	854
1033	763	1083	774	1133	785	1183	796	1233	806	1283	816	1333	826	1383	836	1433	845	1483	854
1034	763	1084	774	1134	785	1184	796	1234	806	1284	816	1334	826	1384	836	1434	845	1484	854
1035	763	1085	774	1135	785	1185	796	1235	807	1285	817	1335	827	1385	836	1435	845	1485	855
1036	763	1086	775	1136	786	1186	796	1236	807	1286	817	1336	827	1386	836	1436	846	1486	855
1037	764	1087	775	1137	786	1187	797	1237	807	1287	817	1337	827	1387	837	1437	846	1487	855
1038	764	1088	775	1138	786	1188	797	1238	807	1288	817	1338	827	1388	837	1438	846	1488	855
1039	764	1089	775	1139	786	1189	797	1239	807	1289	817	1339	827	1389	837	1439	846	1489	855
1040	764	1090	776	1140	787	1190	797	1240	808	1290	818	1340	828	1390	837	1440	846	1490	856
1041	764	1091	776	1141	787	1191	797	1241	808	1291	818	1341	828	1391	837	1441	847	1491	856
1042	765	1092	776	1142	787	1192	798	1242	808	1292	818	1342	828	1392	837	1442	847	1492	856
1043	765	1093	776	1143	787	1193	798	1243	808	1293	818	1343	828	1393	838	1443	847	1493	856
1044	765	1094	776	1144	787	1194	798	1244	808	1294	818	1344	828	1394	838	1444	847	1494	856
1045	765	1095	777	1145	788	1195	798	1245	809	1295	819	1345	828	1395	838	1445	847	1495	856
1046	766	1096	777	1146	788	1196	799	1246	809	1296	819	1346	829	1396	838	1446	848	1496	857
1047	766	1097	777	1147	788	1197	799	1247	809	1297	819	1347	829	1397	838	1447	848	1497	857
1048	766	1098	777	1148	788	1198	799	1248	809	1298	819	1348	829	1398	839	1448	848	1498	857
1049	766	1099	778	1149	789	1199	799	1249	809	1299	819	1349	829	1399	839	1449	848	1499	857
1050	767	1100	778	1150	789	1200	799	1250	810	1300	820	1350	829	1400	839	1450	848	1500	857

U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.
1501	857	1551	866	1601	875	1651	884	1701	892	1751	900	1801	908	1851	916	1901	923	1951	931
1502	858	1552	867	1602	875	1652	884	1702	892	1752	900	1802	908	1852	916	1902	924	1952	931
1503	858	1553	867	1603	875	1653	884	1703	892	1753	900	1803	908	1853	916	1903	924	1953	931
1504	858	1554	867	1604	876	1654	884	1704	892	1754	900	1804	908	1854	916	1904	924	1954	931
1505	858	1555	867	1605	876	1655	884	1705	892	1755	901	1805	909	1855	916	1905	924	1955	932
1506	858	1556	867	1606	876	1656	884	1706	893	1756	901	1806	909	1856	917	1906	924	1956	932
1507	859	1557	867	1607	876	1657	885	1707	893	1757	901	1807	909	1857	917	1907	924	1957	932
1508	859	1558	868	1608	876	1658	885	1708	893	1758	901	1808	909	1858	917	1908	925	1958	932
1509	859	1559	868	1609	876	1659	885	1709	893	1759	901	1809	909	1859	917	1909	925	1959	932
1510	859	1560	868	1610	877	1660	885	1710	893	1760	901	1810	909	1860	917	1910	925	1960	932
1511	859	1561	868	1611	877	1661	885	1711	893	1761	902	1811	910	1861	917	1911	925	1961	933
1512	859	1562	868	1612	877	1662	885	1712	894	1762	902	1812	910	1862	917	1912	925	1962	933
1513	860	1563	868	1613	877	1663	886	1713	894	1763	902	1813	910	1863	918	1913	925	1963	933
1514	860	1564	869	1614	877	1664	886	1714	894	1764	902	1814	910	1864	918	1914	925	1964	933
1515	860	1565	869	1615	877	1665	886	1715	894	1765	902	1815	910	1865	918	1915	926	1965	933
1516	860	1566	869	1616	878	1666	886	1716	894	1766	902	1816	910	1866	918	1916	926	1966	933
1517	860	1567	869	1617	878	1667	886	1717	894	1767	903	1817	910	1867	918	1917	926	1967	933
1518	861	1568	869	1618	878	1668	886	1718	895	1768	903	1818	911	1868	918	1918	926	1968	934
1519	861	1569	870	1619	878	1669	887	1719	895	1769	903	1819	911	1869	919	1919	926	1969	934
1520	861	1570	870	1620	878	1670	887	1720	895	1770	903	1820	911	1870	919	1920	926	1970	934
1521	861	1571	870	1621	878	1671	887	1721	895	1771	903	1821	911	1871	919	1921	927	1971	934
1522	861	1572	870	1622	879	1672	887	1722	895	1772	903	1822	911	1872	919	1922	927	1972	934
1523	861	1573	870	1623	879	1673	887	1723	895	1773	904	1823	911	1873	919	1923	927	1973	934
1524	862	1574	870	1624	879	1674	887	1724	896	1774	904	1824	912	1874	919	1924	927	1974	934
1525	862	1575	871	1625	879	1675	888	1725	896	1775	904	1825	912	1875	919	1925	927	1975	935
1526	862	1576	871	1626	879	1676	888	1726	896	1776	904	1826	912	1876	920	1926	927	1976	935
1527	862	1577	871	1627	879	1677	888	1727	896	1777	904	1827	912	1877	920	1927	927	1977	935
1528	862	1578	871	1628	880	1678	888	1728	896	1778	904	1828	912	1878	920	1928	928	1978	935
1529	862	1579	871	1629	880	1679	888	1729	896	1779	904	1829	912	1879	920	1929	928	1979	935
1530	863	1580	871	1630	880	1680	888	1730	897	1780	905	1830	913	1880	920	1930	928	1980	935
1531	863	1581	872	1631	880	1681	889	1731	897	1781	905	1831	913	1881	920	1931	928	1981	936
1532	863	1582	872	1632	880	1682	889	1732	897	1782	905	1832	913	1882	921	1932	928	1982	936
1533	863	1583	872	1633	880	1683	889	1733	897	1783	905	1833	913	1883	921	1933	928	1983	936
1534	863	1584	872	1634	881	1684	889	1734	897	1784	905	1834	913	1884	921	1934	928	1984	936
1535	864	1585	872	1635	881	1685	889	1735	897	1785	905	1835	913	1885	921	1935	929	1985	936
1536	864	1586	872	1636	881	1686	889	1736	898	1786	906	1836	913	1886	921	1936	929	1986	936
1537	864	1587	873	1637	881	1687	890	1737	898	1787	906	1837	914	1887	921	1937	929	1987	936
1538	864	1588	873	1638	881	1688	890	1738	898	1788	906	1838	914	1888	921	1938	929	1988	937
1539	864	1589	873	1639	881	1689	890	1739	898	1789	906	1839	914	1889	922	1939	929	1989	937
1540	864	1590	873	1640	882	1690	890	1740	898	1790	906	1840	914	1890	922	1940	929	1990	937
1541	865	1591	873	1641	882	1691	890	1741	898	1791	906	1841	914	1891	922	1941	930	1991	937
1542	865	1592	873	1642	882	1692	890	1742	899	1792	907	1842	914	1892	922	1942	930	1992	937
1543	865	1593	874	1643	882	1693	891	1743	899	1793	907	1843	915	1893	922	1943	930	1993	937
1544	865	1594	874	1644	882	1694	891	1744	899	1794	907	1844	915	1894	922	1944	930	1994	937
1545	865	1595	874	1645	883	1695	891	1745	899	1795	907	1845	915	1895	923	1945	930	1995	938
1546	865	1596	874	1646	883	1696	891	1746	899	1796	907	1846	915	1896	923	1946	930	1996	938
1547	866	1597	874	1647	883	1697	891	1747	899	1797	907	1847	915	1897	923	1947	930	1997	938
1548	866	1598	875	1648	883	1698	891	1748	899	1798	907	1848	915	1898	923	1948	931	1998	938
1549	866	1599	875	1649	883	1699	891	1749	900	1799	908	1849	915	1899	923	1949	931	1999	938
1550	866	1600	875	1650	883	1700	892	1750	900	1800	908	1850	916	1900	923	1950	931	2000	938

U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.
2001	938	2051	946	2101	953	2151	960	2201	967	2251	974	2301	981	2351	987	2401	994	2451	100
2002	939	2052	946	2102	953	2152	960	2202	967	2252	974	2302	981	2352	987	2402	994	2452	100
2003	939	2053	946	2103	953	2153	960	2203	967	2253	974	2303	981	2353	987	2403	994	2453	100
2004	939	2054	946	2104	953	2154	960	2204	967	2254	974	2304	981	2354	988	2404	994	2454	100
2005	939	2055	946	2105	953	2155	961	2205	967	2255	974	2305	981	2355	988	2405	994	2455	100
2006	939	2056	946	2106	954	2156	961	2206	968	2256	974	2306	981	2356	988	2406	994	2456	100
2007	939	2057	947	2107	954	2157	961	2207	968	2257	975	2307	981	2357	988	2407	994	2457	100
2008	939	2058	947	2108	954	2158	961	2208	968	2258	975	2308	981	2358	988	2408	995	2458	100
2009	940	2059	947	2109	954	2159	961	2209	968	2259	975	2309	982	2359	988	2409	995	2459	100
2010	940	2060	947	2110	954	2160	961	2210	968	2260	975	2310	982	2360	988	2410	995	2460	100
2011	940	2061	947	2111	954	2161	961	2211	968	2261	975	2311	982	2361	988	2411	995	2461	100
2012	940	2062	947	2112	954	2162	962	2212	968	2262	975	2312	982	2362	989	2412	995	2462	100
2013	940	2063	947	2113	955	2163	962	2213	969	2263	975	2313	982	2363	989	2413	995	2463	100
2014	940	2064	948	2114	955	2164	962	2214	969	2264	976	2314	982	2364	989	2414	995	2464	100
2015	941	2065	948	2115	955	2165	962	2215	969	2265	976	2315	982	2365	989	2415	995	2465	100
2016	941	2066	948	2116	955	2166	962	2216	969	2266	976	2316	983	2366	989	2416	996	2466	100
2017	941	2067	948	2117	955	2167	962	2217	969	2267	976	2317	983	2367	989	2417	996	2467	100
2018	941	2068	948	2118	955	2168	962	2218	969	2268	976	2318	983	2368	989	2418	996	2468	100
2019	941	2069	948	2119	955	2169	962	2219	969	2269	976	2319	983	2369	990	2419	996	2469	100
2020	941	2070	948	2120	956	2170	963	2220	970	2270	976	2320	983	2370	990	2420	996	2470	100
2021	941	2071	949	2121	956	2171	963	2221	970	2271	976	2321	983	2371	990	2421	996	2471	100
2022	942	2072	949	2122	956	2172	963	2222	970	2272	977	2322	983	2372	990	2422	996	2472	100
2023	942	2073	949	2123	956	2173	963	2223	970	2273	977	2323	983	2373	990	2423	997	2473	100
2024	942	2074	949	2124	956	2174	963	2224	970	2274	977	2324	984	2374	990	2424	997	2474	100
2025	942	2075	949	2125	956	2175	963	2225	970	2275	977	2325	984	2375	990	2425	997	2475	100
2026	942	2076	949	2126	956	2176	963	2226	970	2276	977	2326	984	2376	990	2426	997	2476	100
2027	942	2077	949	2127	957	2177	964	2227	971	2277	977	2327	984	2377	991	2427	997	2477	100
2028	942	2078	950	2128	957	2178	964	2228	971	2278	977	2328	984	2378	991	2428	997	2478	100
2029	943	2079	950	2129	957	2179	964	2229	971	2279	978	2329	984	2379	991	2429	997	2479	100
2030	943	2080	950	2130	957	2180	964	2230	971	2280	978	2330	984	2380	991	2430	997	2480	100
2031	943	2081	950	2131	957	2181	964	2231	971	2281	978	2331	985	2381	991	2431	998	2481	100
2032	943	2082	950	2132	957	2182	964	2232	971	2282	978	2332	985	2382	991	2432	998	2482	100
2033	943	2083	950	2133	957	2183	964	2233	971	2283	978	2333	985	2383	991	2433	998	2483	100
2034	943	2084	951	2134	958	2184	965	2234	971	2284	978	2334	985	2384	991	2434	998	2484	100
2035	943	2085	951	2135	958	2185	965	2235	972	2285	978	2335	985	2385	992	2435	998	2485	100
2036	944	2086	951	2136	958	2186	965	2236	972	2286	978	2336	985	2386	992	2436	998	2486	100
2037	944	2087	951	2137	958	2187	965	2237	972	2287	979	2337	985	2387	992	2437	998	2487	100
2038	944	2088	951	2138	958	2188	965	2238	972	2288	979	2338	985	2388	992	2438	998	2488	100
2039	944	2089	951	2139	958	2189	965	2239	972	2289	979	2339	986	2389	992	2439	999	2489	100
2040	944	2090	951	2140	958	2190	965	2240	972	2290	979	2340	986	2390	992	2440	999	2490	100
2041	944	2091	952	2141	959	2191	966	2241	972	2291	979	2341	986	2391	992	2441	999	2491	100
2042	944	2092	952	2142	959	2192	966	2242	973	2292	979	2342	986	2392	993	2442	999	2492	100
2043	945	2093	952	2143	959	2193	966	2243	973	2293	979	2343	986	2393	993	2443	999	2493	100
2044	945	2094	952	2144	959	2194	966	2244	973	2294	980	2344	986	2394	993	2444	999	2494	100
2045	945	2095	952	2145	959	2195	966	2245	973	2295	980	2345	986	2395	993	2445	999	2495	100
2046	945	2096	952	2146	959	2196	966	2246	973	2296	980	2346	986	2396	993	2446	999	2496	100
2047	945	2097	952	2147	959	2197	966	2247	973	2297	980	2347	987	2397	993	2447	100	2497	100
2048	945	2098	952	2148	960	2198	967	2248	973	2298	980	2348	987	2398	993	2448	100	2498	100
2049	945	2099	953	2149	960	2199	967	2249	973	2299	980	2349	987	2399	993	2449	100	2499	100
2050	946	2100	953	2150	960	2200	967	2250	974	2300	980	2350	987	2400	994	2450	100	2500	100

TABLEAU C
COEFFICIENT D'ODEUR PAR GROUPE OU CATÉGORIE
D'ANIMAUX (PARAMÈTRE C) ⁵

Groupe ou catégorie d'animaux	Paramètre C
Bovins de boucherie	
- dans un bâtiment fermé	0,7
- sur une aire d'alimentation extérieure	0,8
Bovins laitiers	0,7
Canards	0,7
Chevaux	0,7
Chèvres	0,7
Dindons	
- dans un bâtiment fermé	0,7
- sur une aire d'alimentation extérieure	0,8
Lapins	0,8
Moutons	0,7
Porcs	1,0
Poules	
- poules pondeuses en cage	0,8
- poules pour la reproduction	0,8
- poules à griller ou gros poulets	0,7
- poulettes	0,7
Renards	1,1
Veaux lourds	
- veaux de lait	1,0
- veaux de grain	0,8
Visons	1,1

5 Pour les autres espèces animales, utiliser le paramètre C = 0,8. Ce facteur ne s'applique pas aux chiens, le problème avec ce type d'élevage étant davantage le bruit que les odeurs.

TABLEAU D
TYPE DE FUMIER (PARAMÈTRE D)

Mode de gestion des engrais de ferme	Paramètre D
Gestion solide	
Bovins de boucherie et laitiers, chevaux, moutons et chèvres	0,6
Autres groupes ou catégories d'animaux	0,8
Gestion liquide	
Bovins de boucherie et laitiers	0,8
Autres groupes et catégories d'animaux	1,0

TABLEAU E

**TYPE DE PROJET (PARAMÈTRE E)
(Nouveau projet ou augmentation du nombre d'unités animales)**

Augmentation ⁶ jusqu'à... (u.a.)	Paramètre E	Augmentation jusqu'à ... (u.a.)	Paramètre E
10 ou moins	0,50	181-185	0,76
11-20	0,51	186-190	0,77
21-30	0,52	191-195	0,78
31-40	0,53	196-200	0,79
41-50	0,54	201-205	0,80
51-60	0,55	206-210	0,81
61-70	0,56	211-215	0,82
71-80	0,57	216-220	0,83
81-90	0,58	221-225	0,84
91-100	0,59	226 et plus	1,00
101-105	0,60	ou nouveau projet	
106-110	0,61		
111-115	0,62		
116-120	0,63		
121-125	0,64		
126-130	0,65		
131-135	0,66		
136-140	0,67		
141-145	0,68		
146-150	0,69		
151-155	0,70		
156-160	0,71		
161-165	0,72		
166-170	0,73		
171-175	0,74		
176-180	0,75		

6 À considérer selon le nombre total d'animaux auquel on veut porter le troupeau, qu'il y ait ou non agrandissement ou construction d'un bâtiment. Pour tout projet conduisant à un total de 226 unités animales et plus ainsi que pour tout projet nouveau, le paramètre E = 1.

TABLEAU F

FACTEUR D'ATTÉNUATION (PARAMÈTRE F)

Le tableau F : Facteur d'atténuation (Paramètre F) de l'annexe 2 : Méthodes de calcul des distances séparatrices relatives aux installations d'élevage est abrogé et remplacé par le tableau suivant :

TABLEAU F

FACTEUR D'ATTÉNUATION (PARAMÈTRE F)

$$F = (F1 \times F2) \text{ ou } F3$$

Technologie	Paramètre F
Toiture sur lieu d'entreposage	F1
– absente;	1.0
– rigide permanente;	0.7
– toile en géomembrane permanente et souple;	0.7
– temporaire (couche de tourbe, couche de plastique).	0.9
Ventilation	F2
– naturelle et forcée avec multiples sorties d'air;	1.0
– forcée avec sorties d'air regroupées et sorties de l'air au-dessus du toit;	0.9
– forcée avec sorties d'air regroupées et traitement de l'air avec laveurs d'air ou filtres biologiques.	0.8
Haie brise-vent ou projet situé dans un milieu boisé	F3
– présence d'une haie brise-vent ou d'un boisé, dont les caractéristiques correspondent à la définition de ces termes à l'annexe 1 : Terminologie.	0.7

TABLEAU G

Facteur d'usage

Le paramètre G est le facteur d'usage.

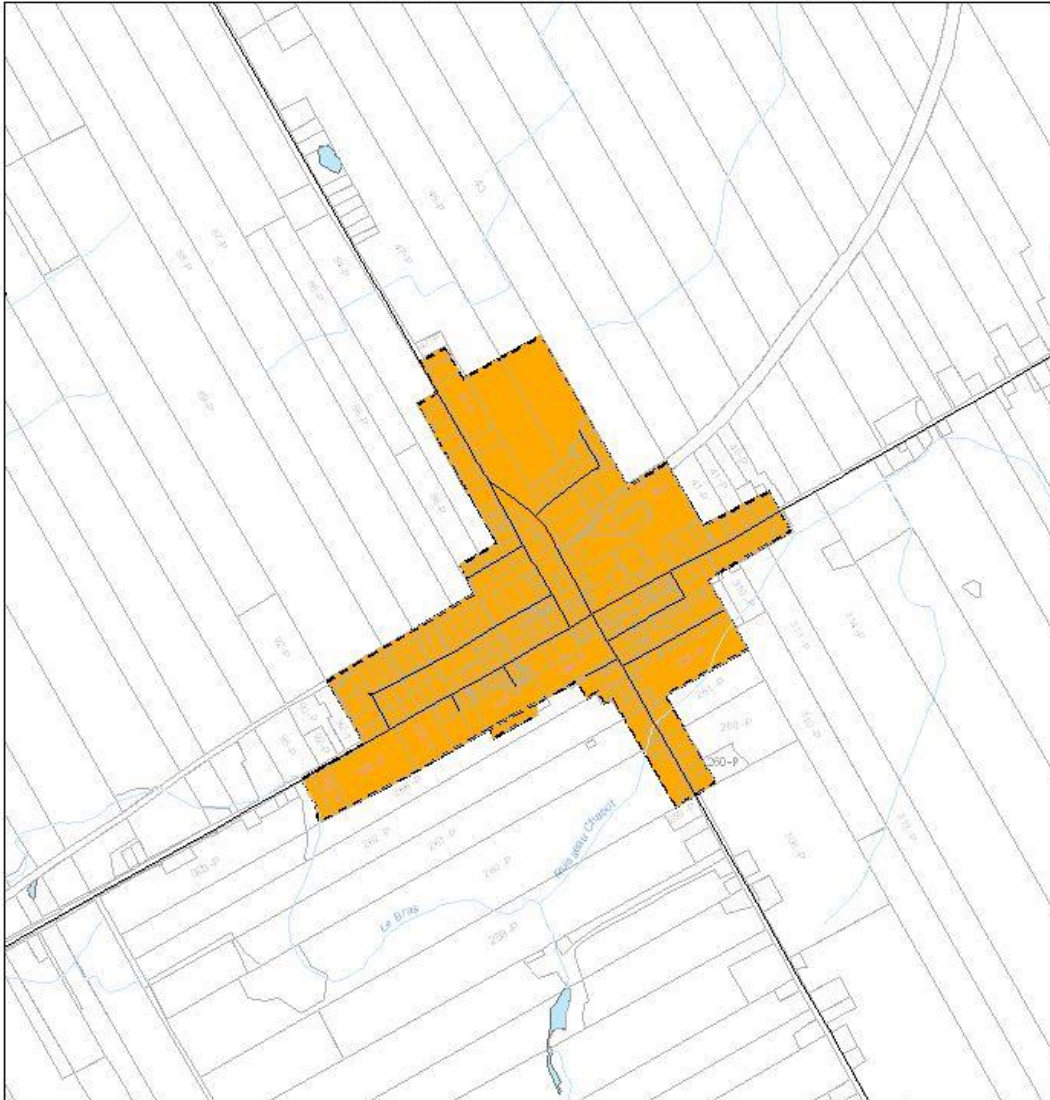
Il est fonction du type d'unité de voisinage considéré dont la valeur varie ainsi :

- pour un immeuble protégé, $G = 1,0$;
- pour une maison d'habitation, $G = 0,5$;
- pour un périmètre d'urbanisation, en ne tenant pas compte des affectations industrielles à l'intérieur du dit périmètre urbain, $G=1.5$.

ANNEXE 3

**PÉRIMÈTRE D'URBANISATION
DE SAINTE-HÉNÉDINE**


ANNEXE 3
PÉRIMÈTRE D'URBANISATION DE SAINTE-HÉNÉDINE




Municipalité de Sainte-Hénédine


RÈGLEMENT DE ZONAGE

Périmètre d'urbanisation

 Périmètre d'urbanisation

 Réseau routier

 Hydrographie

 Cadastre

0 125 250Mètres
1:15 000

Ce produit comporte de l'information géographique de base provenant du gouvernement du Québec



MRC de La Nouvelle-Beauce
Service d'aménagement du territoire
et du développement
20 mai 2008



Annexe 4

**Territoire assujetti aux dispositions,
article 59 (LptaA)**

MAJ : Abrogée 03-10-11




ANNEXE 4

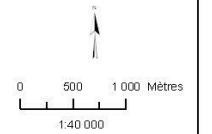


Municipalité de
Sainte-Henriette

Territoires touchés par la
demande à portée collective
(Article 59 - LPTAA)

-  Cadastre
-  Périmètre d'urbanisation
-  Zone agricole type A
-  Zone résidentielle et
de village type A

-  Réseau routier
-  Hydrographie
-  Limite municipale




Service d'aménagement du territoire
et du développement
Cartographie: Frédéric Fortin
1 avril 2009
Ce produit compose de l'information géographique de
base provient du gouvernement du Québec.

